

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LES SYNDICATS AGRICOLES

leur Œuvre Coopérative

et la Mutualité Agricole

DANS LE BOURBONNAIS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences politiques et économiques)

PRÉSENTÉE PAR

Lucien LAMOUREUX

Président : M. SOUCHON, PROFESSEUR

Suffragants { MM. FERNAND FAURE
et IMCHY.

L'Acte public sera soutenu le Mercredi 4 février 1914, à 3 heures.

PARIS

IMPRIMERIE DES THÈSES DE DROIT

OLLIER-HENRY

26, Rue Monsieur-le-Prince, 26, PARIS (VI^e Ar^t).

1914

THÈSE

POUR LE

DOCTORAT POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE



Digitized by the Internet Archive
in 2026

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LES SYNDICATS AGRICOLES

leur Œuvre Coopérative

et la Mutualité Agricole

DANS LE BOURBONNAIS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences politiques et économiques)



PRÉSENTÉE PAR

Lucien LAMOUREUX

Président : M. SOUCHON, PROFESSEUR

Suffragants { MM. FERNAND FAURE
et IMCHY.

L'Acte public sera soutenu le Mercredi 4 février 1914, à 3 heures.

PARIS

IMPRIMERIE DES THÈSES DE DROIT

OLLIER-HENRY

26, Rue Monsieur-le-Prince, 26, PARIS (VI^e Ar^t).

1914

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs

INTRODUCTION

Je m'étais tout d'abord proposé d'étudier seules la coopération et la mutualité agricoles dans le Bourbonnais. Le sujet eût été assez vaste pour me fournir les éléments d'une thèse honorable. A la réflexion je me suis décidé à parler également des syndicats agricoles. J'ai pensé en effet que le syndicat étant la base de la coopération et de la mutualité agricoles il était logique et naturel qu'avant d'aborder l'étude de ces dernières je procède d'abord à un exposé du syndicalisme agricole.

D'autre part, parler du syndicalisme agricole dans le Bourbonnais, c'était tentant, car il présente cette particularité de n'avoir pas eu un développement simultané et identique dans toute l'étendue du département. Il est né à des époques différentes, d'après des aspirations différentes, et par des moyens différents suivant les arrondissements.

Dès lors les résultats ont nécessairement varié avec les régions. Dans l'arrondissement de Montluçon où furent créés par les professeurs d'agriculture des syndicats communaux ayant pour but exclusif de se livrer à

des achats en commun, d'engrais, de graines, d'instruments aratoires et de préparer le terrain à la mutualité qu'on préméditait le syndicalisme a donné de brillants résultats. Dans les arrondissements de Moulins et de Lapalisse ou à côté de quelques syndicats purement agricoles, se développèrent de nombreux syndicats de métayers destinés à la lutte de classes, le syndicalisme après avoir brillé d'un très vif éclat, peu à peu s'est mis à décliner pour ne plus vivre aujourd'hui que d'une vie ralentie.

Enfin à Gannat on a créé d'abord et exclusivement des syndicats cantonaux. Quelques-uns trop loin placés des agriculteurs du canton n'ont fait aucun progrès et n'ont rendu aucun service. Les professeurs d'agriculture qui les avaient créés ont dû substituer à ces syndicats cantonaux des syndicats communaux, de sorte qu'à l'heure actuelle on trouve dans cet arrondissement des syndicats cantonaux et des syndicats communaux.

J'ai hésité à parler des syndicats de métayers dans cet ouvrage. Ils ont été longuement traités et d'une façon très complète dans diverses thèses. En outre à l'heure actuelle ils subissent une crise très grave à laquelle je viens de faire allusion. Leur importance a sensiblement diminué et ils présentent infiniment moins d'intérêt qu'il y a quelques années. A la réflexion il m'a paru cependant que je ne pouvais pas ne pas les traiter Et voici pourquoi :

D'abord ils n'ont pas disparu bien que moins nombreux et moins puissants qu'autrefois. Dès lors il

convenait pour rester fidèle à mon plan de leur réserver une place dans le chapitre des syndicats. D'autre part ils ont dans leur esprit et dans leur but subi des transformations profondes. Ils ont cessé, pour l'instant du moins, d'être des syndicats de combat pour devenir des instruments de coopération et de mutualité. Il m'a paru difficile de pouvoir examiner l'intérêt et l'utilité qu'ils présentent dans ce rôle nouveau sans montrer par un historique rapide l'évolution qu'ils ont subi. Enfin dans mon esprit cette thèse doit être le développement d'une idée qui me tient à cœur et sur laquelle je m'explique en toute franchise.

Pour des raisons multiples, dont la principale fut la naissance des syndicats de métayers, l'opinion s'est peu à peu accréditée dans beaucoup d'esprits que le Bourbonnais est un pays essentiellement révolutionnaire. Quelques écrivains ont même été jusqu'à publier que les agriculteurs de cette région désiraient le partage des terres avec tant d'ardeur et de passion qu'ils étaient prêts à tous les crimes et à toutes les jacqueries pour y parvenir et que seule l'existence d'une police sociale pouvait momentanément mettre un frein à leurs appétits déchaînés.

J'ai la conviction profonde que c'est là une calomnie gratuite. J'ai tenu à le démontrer. Je ne pouvais mieux le faire qu'en opposant dans une étude complète du syndicalisme agricole du Bourbonnais, les syndicats des arrondissements de Montluçon et de Gannat uniquement préoccupés de coopération et de mutualité aux

syndicats de métayers des arrondissements de Moulins et de Lapalisse puis en montrant que ces derniers après avoir pratiqué un instant exclusivement la lutte de classes avaient finalement abandonné cette dernière pour se donner eux aussi à la coopération et à la mutualité. Ainsi je prouvais que les syndicats de métayers n'avaient été qu'un incident dans l'histoire du syndicalisme agricole du Bourbonnais et j'ajoute un incident momentané. Ainsi je montrais encore combien il était injuste de juger de l'esprit d'une région par une manifestation localisée et passagère.

Je vais donc étudier le développement du syndicalisme agricole dans chacun des arrondissements précités en commençant d'abord par l'arrondissement de Montluçon, dans lequel ont été créés les premiers syndicats. Je continuerai par les arrondissements de Moulins et de Lapalisse qu'on ne peut séparer puisque le mouvement syndicaliste y est commun. Je terminerai ensuite par l'arrondissement de Gannat.

Dans un livre second j'aborderai l'étude de l'œuvre coopérative des syndicats agricoles dans chaque arrondissement. Et enfin dans un troisième et dernier livre j'exposerai l'effort de mutualité agricole dans le Bourbonnais.

Mais alors que j'examinerai l'effort coopératif des syndicats agricoles arrondissement par arrondissement, j'étudierai la mutualité agricole d'une façon générale pour l'ensemble du département ; et cela parce que dans tous les arrondissements elle s'est développée d'une façon simultanée, d'après l'inspiration et suivant les conseils des professeurs d'agriculture.

LIVRE I

Le Syndicalisme

TITRE I

Les Syndicats agricoles dans l'arrondissement de Montluçon

C'est dans cet arrondissement qu'a été donné le premier effort sérieux en vue de développer le syndicalisme agricole et qu'ont été obtenus les meilleurs résultats. Les syndicats agricoles de Montluçon à aucun moment n'ont cherché à se livrer à la lutte de classes ; ils ne furent jamais des syndicats de combat. Ils eurent strictement pour but de pratiquer la coopération et la mutualité agricoles et c'est dans le fait d'avoir su ainsi limiter leurs efforts qu'il faut voir le secret de leurs succès.

C'est à Lamais une petite commune voisine de Montluçon que fut créé le premier syndicat agricole de cet arrondissement. Il est dû à l'initiative d'un instituteur intelligent et hardi (1).

Ce Syndicat qui fut appelé « L'Ami des bêtes » fut

(1) M. Lavedine, aujourd'hui directeur d'école à Hurriel.

créé en 1899 et s'occupa surtout de mutualité et plus particulièrement de mutualité appliquée au bétail.

Cette tentative resta longtemps isolée. Elle constituait une initiative audacieuse et d'ailleurs ignorée.

Le véritable effort syndicaliste agricole de Montluçon fut provoqué par un propriétaire vigneron aux idées larges et généreuses (1), qui habitait Prunet, commune de Domérat. Depuis longtemps ce propriétaire avait pressenti l'intérêt qu'il y aurait pour l'agriculture régionale à l'aiguiller dans la voie de la coopération et de la mutualité. Il en avait causé plusieurs fois au professeur d'agriculture de Montluçon (2) et avait cherché à lui faire prendre l'initiative d'une propagande syndicaliste agricole. Le professeur d'agriculture se montrait sceptique ; il ne croyait pas au succès d'un mouvement syndical dans l'agriculture parce qu'il était convaincu que les paysans n'avaient pas l'esprit d'association et pénétré de ce préjugé il se déroba aux invites dont il était l'objet.

Nullement découragé, celui qui avait eu l'idée de fonder des syndicats agricoles réfléchit aux moyens d'agir seul. Brusquement après avoir pris conseil de ses voisins et avoir par quelques conversations posé les premiers jalons il réunit un jour les hommes de son village. Il leur fit une conférence pour leur montrer les avantages de l'association, puis il leur demanda d'adhé-

(1) M. Rougeron.

(2) M. Chambron.

rer au syndicat qu'il voulait créer. 75 acceptèrent sur les 90 électeurs que comprenait son village et ainsi fut créé le syndicat de Prunet.

Après avoir fondé le syndicat de Prunet l'enthousiaste propagandiste aurait bien voulu former un syndicat communal mais à ce moment la commune de Domérat était féroce ment divisée au point de vue politique et il craignait que voulant aller trop vite il ne fit échouer le mouvement qu'il préméditait.

Quelques jours après, les habitants de Beaumont, gros village du chef-lieu de canton d'Huriel ayant eu vent de l'existence du syndicat de Prunet décidèrent de se syndiquer aussi. Ils prièrent le fondateur du syndicat de Prunet de venir leur faire une conférence. Il y consentit et à son appel 60 habitants de Beaumont se groupèrent en syndicat.

C'est alors qu'il vint trouver le professeur d'agriculture de Montluçon, auquel il fit part des résultats obtenus. Convaincu désormais que les paysans n'étaient pas nécessairement réfractaires au syndicalisme, le professeur d'agriculture prit la direction du mouvement ainsi déclenché. Il fit des conférences à travers l'arrondissement et bientôt de nombreux syndicats firent leur apparition. A la fin de 1910 il y avait 5 syndicats ceux de Prunet (mars), Beaumont (mai), Prémilhat (25 décembre), Chamblet (28 août), Aude (1^{er} juillet).

L'année 1902 voit naître les syndicats de Doyet (1^{er} février), Quinssaines (6 avril), Malicorne (25 mai) ; la même année on crée le 18 juillet la Fédération des

syndicats agricoles et viticoles de l'arrondissement de Montluçon.

En 1903, la propagande syndicaliste se continue et les résultats ne se font pas attendre : Syndicat agricole d'Arpheuilles St-Priest (13 février), syndicat agricole et viticole de Lachapelaude (16 août) ; syndicat agricole de Désertines (27 octobre) ; syndicat agricole de Chavenon (27 octobre) ; syndicat agricole du Brethon (5 avril).

1904 marque la venue d'un nouveau professeur d'agriculture (1). Ce professeur ne peut reprendre immédiatement la propagande syndicaliste. Il a besoin de se familiariser avec sa nouvelle chaire et de se mettre en confiance auprès des paysans. C'est pourquoi pendant deux ou trois ans le développement des syndicats dans l'arrondissement subit un fléchissement, marque un temps d'arrêt. En 1904 on ne signale qu'un nouveau syndicat : le syndicat agricole, horticole, viticole et paragrêle de Montluçon (19 mars).

En 1906 nous ne pouvons signaler que deux nouveaux syndicats. le syndicat agricole de Beaune, (20 mai) et le syndicat agricole de défense contre la grêle de Lignerolles (4 avril).

Mais en 1907 la campagne est reprise en faveur du développement des syndicats et les effets s'en font sentir de suite. Syndicat agricole de Saint-Désiré (5 février), Syndicat agricole de Verneix (1^{er} mars); Syndicat

(1) Monsieur Avignon.

agricole de Nérès-les-Bains (15 mars) ; Syndicat agricole de la Petite Marche (12 mai).

En 1908 nous voyons apparaître le syndicat agricole de Saint-Martinien (2 février) ; le syndicat agricole de Louroux de Beaune (2 mars) ; le syndicat agricole de Colombier (15 octobre) et le syndicat agricole et paragrêle de Meaulne (12 juin).

En 1909, naissent le syndicat agricole de Treignat (21 mars) ; le syndicat agricole et viticole de Villebret (25 avril) ; le syndicat agricole de Saint-Priest en Murat (21 septembre), le syndicat agricole de Murat (15 décembre) ; le syndicat paragrêle de Ste-Agathe (28 mars) ; le syndicat agricole d'Urcay (2 mai).

En 1910, cinq syndicats nouveaux : le syndicat agricole de Vernusse le 23 janvier ; le syndicat agricole de Blomard le 15 février ; le syndicat agricole des cultivateurs de Ronnet (1^{er} mai) ; le syndicat agricole de Teillet (30 juin) ; le syndicat agricole d'Estivareilles (10 novembre).

En 1911, relâche ou presque, puisqu'un seul syndicat vient au monde le syndicat agricole de Domérat (1^{er} février).

Par contre l'année 1912 est une année féconde ; nous voyons successivement apparaître : le syndicat agricole de Saint-Fargeol (11 février) ; le syndicat agricole de Mazirat (juin) ; le syndicat agricole de Sainte-Thérènce (13 octobre) ; celui de Montvicq (19 décembre) ; celui des Barrats, commune d'Huriel (25 mars) et le syndicat économique des Farillats, commune d'Huriel (3 mars).

Le dernier créé est le syndicat agricole de Viplaix, qui date de l'année 1913 (19 mars),

Si l'on ajoute à cette liste la chambre syndicale des cultivateurs de Doyet et des communes limitrophes qui fut créé le 8 mars 1908, nous trouvons en tenant compte de la disparition du syndicat de Prunet, qui s'est fondu dans celui de Domérat, un total de 51 syndicats, dont la plupart sont affiliés à la Fédération précitée.

Il convient de faire dès maintenant plusieurs remarques. D'abord, ces syndicats n'ont pas tous été constitués sur le même type. Cela tient à la nature des cultures qui sont pratiquées dans l'arrondissement de Montluçon et qui varient suivant les régions. Certaines parties de l'arrondissement sont très boisées comme dans les cantons d'Hérisson et Cérilly et alors au lieu d'avoir des syndicats de cultivateurs, ces régions ont eu des syndicats de bûcherons qui prirent part au mouvement syndical des bucherons du Cher et de la Nièvre. De ceux-là, nous ne nous occuperons pas. D'autres parties sont plantées en vignes ; elles ont donné naissance à des syndicats viticoles ou à des syndicats paragrêles, et quelquefois à des syndicats qui étaient à la fois paragrêles et viticoles ; enfin d'autres parties sont surtout agricoles et se livrent à la culture du blé. Dans celles-là, sont nés des syndicats qui sont purement agricoles. A Montluçon a été fondé un syndicat qui est à la fois agricole, viticole, horticole et paragrêle.

31 syndicats sont purement agricoles ; 2 sont agricoles et viticoles ; 3 sont purement viticoles ; 4 sont

agricoles et paragrêles ; 4 sont purement paragrêles, les autres sont divers comme le syndicat économique des Farillats. Il est intéressant de faire cette distinction car si ces syndicats, ont tous le même but général : faire de la coopération et de la mutualité, ils les font différemment suivant le genre de culture auquel ils sont adaptés. C'est ainsi que les syndicats agricoles feront en commun des achats d'engrais, et de semences, acquerront des animaux reproducteurs, etc., alors que les syndicats viticoles achèteront des plants de vignes, des sulfates, des cañons paragrêles, etc. D'autres remarques s'imposent à l'attention. Ce mouvement syndicaliste a ceci de particulier par rapport à celui de beaucoup de régions comme par exemple : l'arrondissement de Moulins qu'il n'est pas l'œuvre des syndiqués eux-mêmes, mais celle surtout des deux professeurs d'agriculture qui l'ont provoqué par leurs conférences, qui lui ont imposé l'esprit de coopération et de mutualité, qui en ont créé tous les organismes et dont le dernier (1) en assure à l'heure actuelle la bonne marche avec beaucoup de dévouement et d'esprit de suite.

Il en est résulté que le mouvement syndicaliste s'est développé lentement, régulièrement sans violences d'aucune sorte, ni de langage, ni de gestes. Il n'était dirigé ni contre les propriétaires, ni contre les pouvoirs publics ; il était créé en dehors des uns comme des autres et pour les cultivateurs. De là, peut-être, la lenteur de son développement, mais de là aussi son succès.

(1) M. Avignon.

Limités exclusivement à la coopération et à la mutualité, les syndicats s'y sont donnés tout entiers et les résultats obtenus ont servi de prime à la création de nouveaux organismes.

Il faut dire que les deux professeurs d'agriculture qui ont travaillé au développement du syndicalisme agricole à Montluçon, ont su se créer des conditions tout à fait favorables pour le réaliser. L'un d'eux (1) avait travaillé activement à la reconstitution des vignobles Montluçonnais détruits par le phylloxéra et avait ainsi rendu de grands services au pays. Il avait pu se mettre en confiance auprès des paysans, gagner leurs sympathies, faire tomber leurs préventions si difficiles à vaincre si bien qu'il jouissait auprès d'eux d'une certaine popularité et d'une certaine influence qu'il a su mettre à profit pour la création des syndicats.

Celui qui lui succéda en 1904 (2), est né dans cet arrondissement. Par son obligeance et son dévouement il se créa lui aussi une grosse popularité auprès des paysans de la région. Les conférences que chaque dimanche pendant les saisons qui correspondent au relâchement des travaux, il a faites un peu partout, ont contribué puissamment à développer le syndicalisme agricole. C'est lui qui a donné à la Fédération le mécanisme dont elle use à l'heure actuelle pour pratiquer la coopération. C'est lui qui a introduit la mutualité et diffusé le crédit agricole dans l'arrondissement.

(1) M. Chambron.

(2) M. Avignon.

Il a rendu tant de services à la région et les paysans et les vigneron en ont tellement conscience qu'ils n'ont jamais créé un syndicat sans lui demander de présider à sa formation et de leur donner les conseils nécessaires. On conçoit que des syndicats créés dans ces conditions d'après un même type suivant les cultures et subissant une même impulsion puissent donner d'excellents résultats.

D'ailleurs il n'y a jamais eu de très gros obstacles à la formation des syndicats agricoles ou viticoles de la région. Les difficultés furent celles que les militants du syndicalisme ont l'habitude de rencontrer dans les campagnes : l'ignorance du paysan, sa méfiance traditionnelle qui le met en garde contre les innovations et contre les innovateurs et son esprit d'économie qui le fait hésiter à verser une cotisation alors qu'il n'est pas sûr d'en tirer des avantages compensatoires.

Il semble même que les syndicats ont trouvé à Montluçon moins d'obstacles qu'ils n'ont l'habitude d'en rencontrer ailleurs en raison de ce fait comme je le disais plus haut que des professeurs d'agriculture ayant la confiance des cultivateurs firent tomber bien des préventions ; en raison aussi de ce fait que les syndicats n'ont pas eu comme en beaucoup d'autres régions à compter avec la résistance des propriétaires.

Très peu nombreux d'ailleurs sont ceux de ces derniers qui se sont intéressés au mouvement. De tout l'arrondissement, les syndicats d'Audes et de Vernusse sont les seuls qui groupent des propriétaires avec leurs méta-

yers ou leurs fermiers. Les grands propriétaires ont toujours eu une attitude froide mais indifférente à l'égard des syndicats, rassurés qu'ils étaient par leur but purement coopératiste et mutualiste.

Il convient de signaler que les syndicats agricoles et viticoles de Montluçon n'ont jamais formulé aucune revendication sociale et ne se sont jamais livrés à une manifestation politique quelconque. Pas de pétition, pas d'appel aux pouvoirs publics, aucune tentative pour obtenir une législation agricole plus favorable. Rien que de la mutualité et de la coopération. Ils sont demeurés fidèles au but qu'ils s'étaient imposés.

La Fédération des syndicats agricoles et viticoles de l'arrondissement de Montluçon a été créée le 18 juillet 1902. A cette époque l'arrondissement comptait 8 syndicats qui se sont tous affiliés à la Fédération. A l'heure actuelle, il n'y a que les syndicats de Ronnet, de Durdatt-Larequille, et de Colombier qui ne sont pas affiliés. Les syndicats de Chirat L'Eglise, Louroux de Bouble, Coutansouze et Cesset (arrondissement de Gannat) sont même affiliés à la Fédération.

Nous verrons par l'étude des chapitres spécialement réservés à l'examen de la coopération et de la mutualité dans l'arrondissement de Montluçon que cette fédération est très prospère, qu'elle progresse de jour en jour et que depuis longtemps elle rend de grands services aux syndiqués.

A l'heure actuelle elle possède une bibliothèque de

600 volumes et un cabinet de lecture. Cette bibliothèque existe depuis 1905.

La Fédération publie depuis 1905 un organe bi-mensuel, *le Travailleur de la Terre*, rédigé par les soins du professeur d'agriculture. On y trouve les compte rendus de la Fédération, des syndicats, des banquets. Les cultivateurs y puisent de précieux conseils concernant leur profession. On les renseigne sur les dates des foires, des marchés, sur les cours des marchandises. Je prends le sommaire d'un numéro de cette petite publication et je lis : « Convocations. — Bibliothèque agricole. — Concours du comice agricole de Montluçon. — Chronique agricole. — Petite correspondance. — Situation agricole et commerciale. — Foires et marchés.

Enfin comme l'actuel professeur d'agriculture, sur lequel en définitive retombe toute la besogne, s'est trouvé débordé depuis que les caisses de crédit agricole commencent à fonctionner, la Fédération lui a adjoint un jeune commis qui travaille avec lui depuis 7 années.

TITRE II

Le syndicalisme agricole dans les arrondissements de Lapalisse et de Moulins

J'étudie conjointement l'évolution du mouvement syndicaliste agricole dans les arrondissements de Moulins et de Lapalisse. Dans ces 2 arrondissements ce mouvement est né des mêmes initiatives et a passé par les mêmes phases.

Ici, nous allons trouver 2 sortes de syndicats agricoles : des syndicats de métayers qui furent surtout des organes de lutte sur le terrain des revendications sociales et qui très accessoirement devaient se livrer à la coopération et à la mutualité et d'autre part quelques rares syndicats purement agricoles fondés sur le type de ceux de Montluçon en ce sens qu'ils doivent poursuivre le même et exclusif but de coopération et de mutualité, mais avec cette particularité qu'ils vivent et fonctionnent isolément, en dehors de toute Fédération.

Nous allons étudier séparément ces deux chapitres différents. D'abord les syndicats de métayers et ensuite les syndicats agricoles,

CHAPITRE I

LES SYNDICATS DE MÉTAYERS

De beaucoup, les syndicats de métayers sont les plus importants et les plus intéressants des syndicats agricoles que possèdent les deux arrondissements de Moulins et de Lapalisse. L'intérêt qu'ils présentent, ils le tirent non seulement de leur nombre, non seulement de la force qu'ils ont représenté au temps de leur plus grande prospérité, mais encore du but qu'ils s'étaient proposés et qui fait de leur mouvement quelque chose de tout à fait original.

Avant d'aborder l'étude des syndicats de métayers il convient de se livrer à un rapide exposé du milieu et des conditions dans lesquels ils se sont développés.

L'Allier et surtout dans les régions de Moulins et de Lapalisse est un département dans lequel cette forme particulière de culture qu'on appelle le métayage domine. M. Léopold Bernard, dans une brochure intitulée : « Les Idées révolutionnaires dans les campagnes du Bourbonnais » estime qu'il y a dans notre pays 17.171 métayers cultivant 233,800 hectares contre 8.390 fer-

miers cultivant 155.600 hectares, ce qui accuse une forte proportion en faveur du métayage.

On sait ce qu'on appelle : le métayage. C'est un mode de culture d'après lequel le métayer met en valeur les terres de son propriétaire, chacun d'eux fournissant la moitié du cheptel et des capitaux nécessaires à l'exploitation. Exception doit être faite pour le cheptel de fer qui appartient exclusivement au propriétaire. A la fin de l'année les bénéfices sont partagés par moitié.

Ceci est le métayage pur ; en réalité le métayage n'est pas pratiqué tout à fait de cette façon dans le Bourbonnais. Les baux conclus entre le propriétaire et son métayer imposent toujours à ce dernier l'obligation de payer au premier une redevance en argent qui varie avec les domaines et qu'on appelle impôt colonique. Le métayer est en outre astreint à certaines redevances en nature tels que dons gratuits de volailles, beurre, fromages, laitage, etc., et à certaines prestations en nature comme les transports de marchandises, le jardinage, etc.

Les propriétaires justifient le principe de ces obligations en disant que par la pratique du métayage, le métayer jouit seul de certains avantages souvent considérables pour lesquels eux-mêmes sans l'impôt colonique et autres prestations n'auraient aucune compensation. C'est ainsi disent-ils que le métayer est logé sans payer de loyer, jouit d'un jardin dont seul il profite des légumes, recueille le laitage en entier, élève des volailles sur la ferme sources de gros profit, etc, et il est juste

disent-ils pour que l'on respecte la règle du partage des fruits par moitié que le métayer redonne quelque chose au propriétaire.

A côté du métayage existe dans le Bourbonnais une institution qui lui est particulière : c'est l'institution des fermiers généraux. D'une façon générale, dans le département et plus particulièrement dans les régions de Moulins et de Lapalisse sévit le régime de la très grande propriété terrienne. Les gros propriétaires la plupart du temps, n'ont ni les loisirs, ni le goût, ni les capacités de faire valoir eux-mêmes leurs propriétés. Ils se déchargent de cette obligation sur des hommes auxquels ils louent l'ensemble de leurs domaines et auxquels pour cette raison on donne le nom de fermiers généraux. Les fermiers généraux substitués aux propriétaires confient ensuite ces propriétés aux métayers, par fractions morcellées.

Tel est en résumé le mode de culture généralement pratiquée dans le Bourbonnais.

Nous allons pouvoir dès maintenant comprendre quelles furent les revendications des métayers de la région de Moulins et de Lapalisse.

Ils s'élèvent d'abord contre l'impôt colonique qui donne naissance, disent-ils, à des abus considérables. Cet impôt est beaucoup trop élevé, tellement qu'il enlève aux métayers tout le bénéfice que devrait leur procurer la mise en valeur des domaines par eux cultivés ; de sorte que le principe de stricte compensation invoqué

par les propriétaires se trouve n'être qu'un prétexte pour mieux pressurer leurs métayers.

Les redevances et les prestations en nature ne sont pas plus en faveur près de ceux qui les subissent. Les redevances en nature accentuent l'injustice et les exagérations de l'impôt colonique en même temps qu'elles constituent une gêne pour le métayer qui souvent n'ayant pas sous la main les denrées qu'il doit fournir est obligé de se les procurer à ses frais chez des voisins ou dans les marchés. Quant aux prestations en nature (transports, récurage des chemins) les métayers les considèrent comme des vexations humiliantes qui rappellent les corvées de l'ancien régime. Elles sont en outre et naturellement une gêne pour celui qui en est victime puisqu'elles lui imposent un surcroît de travail dont il se passerait volontiers.

L'Institution des fermiers-généraux fait aussi l'objet de très vives critiques. Sans doute, disent les métayers, autrefois les fermiers généraux ont eu leur raison d'être et même leur utilité. Très avertis des choses de l'agriculture par leurs conseils ils ont fait réaliser d'immenses progrès à nos campagnes, dans lesquelles ils ont introduit des procédés cultureux nouveaux. D'autre part, possesseurs de capitaux souvent importants, ils ont fait des avances d'argent à leurs métayers et leur ont permis de pouvoir mettre pleinement en valeur leurs domaines. Ainsi ils ont contribué utilement à la prospérité générale.

Mais aujourd'hui l'existence des fermiers-généraux

ne peut plus se justifier de la même façon. Les bénéfices réalisés par les premiers fermiers généraux ont séduit un grand nombre de personnes étrangères aux choses de l'agriculture : avocats, médecins, commerçants, qui ont cherché avidement une pareille situation.

Incapables et insoucians de faire réaliser des progrès quelconques à l'agriculture ils se sont appliqués à tirer des domaines à eux confiés le maximum de revenus ; c'est à eux surtout qu'on doit les exagérations, les abus de l'impôt colonique et des redevances et prestations de toute nature.

Ils sont des parasites qui vivent sur les domaines aux dépens des métayers et des propriétaires et les gains que leur procurent leurs fermes générales sont autant dont ces derniers sont privés sans profit.

L'attention des métayers fut attirée également sur l'état dans lequel se trouvaient leurs maisons d'habitation. Ces maisons font l'objet des plus vives critiques ; ils exposent qu'elles tombent en ruines pour la plupart et que toutes sont construites en dépit des règles de l'hygiène la plus élémentaire.

Enfin ayant jeté les yeux sur la législation sociale les métayers découvrirent que le législateur les avait par trop négligés, surtout en comparaison des faveurs qu'il avait prodiguées « *a leurs frères des villes.* »

On peut par ce rapide exposé deviner quelles vont être les revendications des métayers au cours du mouvement syndicaliste qu'ils poursuivirent.

Maintenant que nous savons dans quels sentiments se

trouvaient les métayers au moment où ils formèrent leurs syndicats, nous allons faire un rapide historique du mouvement qu'ils poursuivirent.

Ce mouvement est né en 1904. Il est l'œuvre de deux hommes qui s'y sont donnés complètement : Michel Bernard, un métayer Bourbonnais et le littérateur paysan bien connu, Emile Guillaumin.

Le premier syndicat fut fondé par un ouvrier maréchal à Gennetines le 21 février 1904. Peu de temps après Michel Bernard à la suite d'une conférence faite à Bourbon-l'Archambault fonda un syndicat dans cette commune auquel 90 métayers donnèrent de suite leur adhésion.

Les ambitions des syndiqués étaient à ce moment bien modestes. Leur revendications encore très confuses se trouvent résumées dans une partie de la conférence qui fut faite à Bourbon-l'Archambault. « Nous ne demandons même pas de moins travailler mais nous voudrions « que tout travail consciencieusement fait puisse faire « vivre une famille même nombreuse. »

Le but était également de faire pratiquer la coopération sous forme d'achats en commun par les syndicats qu'on rêvait de fonder. Mais il faut dire dès maintenant que ce but fut bientôt perdu de vue presque complètement et que sauf dans quelques syndicats, les seuls qui prospèrent encore à l'heure actuelle, la coopération agricole fut complètement dédaignée.

A la fin de 1906 le syndicat de Bourbon décide que ses membres devront éviter de se faire la concurrence

entre eux pour l'obtention des domaines parce que cette concurrence a pour résultat de faire hausser l'impôt colonique et de rendre les baux plus sévères pour les mélayers. Prescription qui demeura lettre morte comme fut inefficace une commission de surveillance nommée à cet effet le même jour.

Encouragée par un premier succès la propagande syndicale fut poursuivie activement dans le canton de Bourbon. En conséquence des sections furent fondées à Franchesse et Saint-Plaisir à la fin de l'année 1904.

Dans le courant de 1905 le 26 février et en juillet des sections nouvelles sont respectivement créées à Ygrande et à St-Aubin. La même année et à la suite d'une conférence du professeur départemental d'agriculture (1) un syndicat est formé à Lusigny le 2 avril suivi bientôt de deux autres à Thionne le 15 mai et à Chézy le 17 juin.

A ce moment il est décidé de réunir les syndicats existants en l'hôtel de ville de Moulins le 3 décembre 1905 et de cette réunion naît avec la « Fédération des travailleurs de la terre » un organe trimestriel « Le travailleur rural. »

En 1906 le mouvement syndical est en plein développement. De nouveaux syndicats agricoles (dont un certain nombre appartiennent à l'arrondissement de Lapolisse) font leur apparition : Besson, Montoldre le 1^{er} avril, Jaligny 20 mai, Bressolles 11 mars, Lafeline 3 juin,

(1) M. Dupont.

Vaumas 19 août, Meillart 26 août, Tréhan 6 octobre, Lapalisse 10 novembre, Droiturier 30 octobre, Barraiss-Bressolles 23 décembre, Billezais 15 novembre, Cres-sanges 7 octobre, Bessay 1^{er} juillet, Bressnay 28 octobre, Coulandon novembre, Tronget 7 décembre, Lurey-Lévi, St-Léon décembre, Neuilly-le-Réal 21 octobre, St-Gérard-de-Vaux 12 août, St-Prix novembre, Châtelus décembre.

Dès lors les revendications se précisent et l'on commence à envisager les moyens d'action par lesquels on pourra obtenir satisfaction. Trois pétitions sont adressées aux pouvoirs publics à la suite d'une réunion de la Fédération en octobre 1906. Ces pétitions résument les desideratas des métayers. Elles tendent à obtenir :

1^o L'imposition d'une patente aux fermiers généraux ;

2^o La création de Conseils de prud'hommes agricoles ;

3^o L'intervention des Conseils d'hygiène pour obliger les propriétaires à faire reconstruire les maisons insuffisantes ou malsaines.

Seulement comme on n'a qu'une confiance relative dans la bonne volonté et l'empressement des pouvoirs publics on prémédite dès ce moment une grève de métayers pour le 1^{er} février 1909 afin d'amener les propriétaires à composition sauf à eux à consentir préalablement :

1^o A la révision de tous les baux ;

2° A la suppression complète de l'impôt colonique et de toutes les autres redevances.

En 1907 de nouveaux syndicats apparaissent encore : Saint-Didier-en-Donjon janvier, Saint-Etienne-de-Vicq, février, Mercy février, Chemilly mars, Saint-Ennemond. Lorsque se produit la réunion de la Fédération du 12 avril 1907, 37 syndicats affiliés étaient représentés groupant 1800 cotisants, dont 700 mélayers. La réunion fut la plus nombreuse et la plus houleuse de toutes celles de la Fédération. Les délégués étaient pleins d'enthousiasme et de confiance. Le succès dépassait toutes les prévisions. Les représentants des syndicats de Lapalisse étaient les plus ardents. Ils demandaient que la grève décidée pour 1909 fût avancée d'un an. Leur proposition fut repoussée et aucune décision ne fut prise.

A ce moment le mouvement syndical a atteint son point culminant. Dès maintenant nous allons le voir progressivement décroître. Les syndicats ne disparaissent pas, les cadres restent à peu près les mêmes à quelques défections près, mais les syndiqués se retirent les uns après les autres de sorte que peu à peu les syndicats perdent leur vigueur et leur puissance d'agir.

A la réunion du 15 novembre, 1907 qui fut beaucoup plus calme que la précédente, aucun plan d'action ne fut arrêté.

Le 14 février 1908 a lieu une réunion extraordinaire pour permettre aux délégués des syndicats de discuter sur les moyens à employer pour la réussite du mouvement de 1909. On constate le manque d'enthousiasme

qui de plus en plus se fait sentir ; 23 syndicats seulement répondent à l'appel qui leur est fait et ce malgré une invitation pressante de la Fédération. Il fut décidé ce jour là que les propriétaires seraient convoqués à la réunion suivante au mois d'octobre pour discuter contradictoirement avec les syndiqués sur les propositions que ceux-ci leur soumettraient. A cet effet un bail-type fut rédigé et imprimé à 10.000 exemplaires par la Fédération et fut distribué à tous les métayers.

La réunion mixte entre les propriétaires et les métayers eut lieu le 30 octobre. Il y vint seulement 7 ou 8 propriétaires. Une discussion utile était impossible dans ces conditions.

On décida de convoquer une seconde fois les propriétaires pour le 27 novembre. Cette fois ces derniers furent plus nombreux, 20 à 25. Après une longue et ardente discussion on nomma une commission mixte chargée de rédiger un contrat de métayage qui put s'appliquer d'une façon générale à toute la région. Cette commission comprenait quatre propriétaires et quatre paysans. Elle se réunit le 18 décembre 1908 et le 8 janvier 1909.

Un projet de contrat de métayage fut rédigé par la commission mixte ; il ne donnait pas complètement satisfaction aux métayers, mais il réalisait néanmoins un progrès considérable sur les baux alors en cours.

Il restait à le faire accepter par les propriétaires et c'était le plus difficile. Cette tâche a été au-dessus de la force des syndicats. La grande majorité des propriétaires

s'était abstenue de répondre aux convocations des syndicats lors des deux réunions mixtes précitées, marquant ainsi sa volonté bien arrêtée de résister au mouvement syndicaliste et de décliner toute entente aimable.

Pour amener les propriétaires à composition il eût fallu pouvoir disposer de moyens coercitifs. Or justement la Fédération n'en avait aucun. La grève ? La possibilité en avait bien été envisagée puisqu'on l'avait préméditée pour 1909. Mais c'était une menace qui ne fut jamais bien prise au sérieux, parce que les métayers en eussent été victimes autant que les propriétaires. Et puis les moyens de l'exécuter ? Car de plus en plus les syndiqués abandonnaient leurs syndicats et ceux-ci pour la plupart n'existaient plus guère que sur le papier.

En mars 1909 nouvelle réunion de la Fédération. L'impuissance des syndicats apparaît à tous. On décide de s'occuper sérieusement de coopération alors que jusqu'ici on s'en était presque complètement désintéressé. On décide aussi de continuer encore la propagande et dans ce but de lancer une brochure à l'automne.

Le 24 septembre 1909 la Fédération se réunit encore. La brochure préméditée n'est pas prête ; personne ne s'en est occupé : indifférence significative. On enregistre la démission de deux syndicats, Barrais-Bussolles et Billezais, puis on traite des achats en commun. La Fédération de plus en plus se tourne vers la coopération. On décide également de recueillir des pétitions pour protester contre la volonté du Sénat qui a décidé

de mettre les cultivateurs en dehors de la loi sur les retraites ouvrières. Ces pétitions n'eurent aucun succès ; les paysans sollicités de la signer s'y refusèrent pour la plupart de sorte que le nombre de signatures fut insuffisant pour ne pas dire insignifiant.

Une autre réunion se produit le 25 mars 1910. Elle accuse la démission de deux nouveaux syndicats et on y apprend que trois autres sont à peu près dissous en fait faute de membres. Le mouvement syndical continue à décroître. On s'occupe cette fois des logements insalubres. Les propriétaires refusent toute amélioration et comme les syndicats sont sans action coercitive sur eux, on ne voit pas bien les moyens à employer pour obtenir satisfaction.

A la réunion de mars 1911 il n'y a plus que dix-sept syndicats présents ; six se sont fait excuser ; sept sont absents sans excuses. A cette réunion il n'est plus question de la lutte contre les propriétaires, contre les fermiers généraux et l'impôt colonique ; on décide à ce sujet de se réserver pour l'instant. Mais on s'entretient à nouveau de la coopération et de ses progrès. Un vœu est adopté tendant à ce qu'un quai d'embarquement pour les animaux soit établi quai de Bercy, à Moulins.

Dans un article paru dans le numéro de juin 1911 du « Travailleur rural » Michel Bernard avoue qu'il est las. Malgré tous les efforts il n'a pu secouer l'indifférence des paysans ; le mouvement syndical a échoué quant au but d'émancipation qu'il poursuivait et il demande que la Fédération disparaisse : « Soyons franc, écrit-il,

« la grande majorité de nos camarades n'a voulu ni
« nous écouter, ni nous suivre, nous ne restons
« qu'un petit nombre, nous sommes voués à l'inaction
« et c'est justement cette inaction qui nous fatigue ;
« alors pourquoi ne pas volontairement disparaître.

« Oui, disparaître ! les Syndicats dissous, la Fédé-
« ration dissoute, les bibliothèques disparues ; le bâti-
« ment syndical vendu ; les caisses de crédit liquidées,
« qu'il ne resté rien, rien... que le souvenir. »

Emile Guillaumin tout en partageant la lassitude et le découragement de Michel Bernard, dans le même bulletin émet au contraire l'avis que les Syndicats et la Fédération demeurent. Si le mouvement qui avait été prémédité a échoué par la faute des paysans qui n'ont pas voulu nous suivre, dit-il, en substance, il n'empêche que les syndicats que nous avons créés ont été utiles et qu'ils peuvent l'être encore. La mutualité agricole que nous avons eu le tort de trop négliger, s'y développe chaque jour davantage et par les services qu'elle rend aux syndiqués elle justifie le maintien des syndicats et de la Fédération.

Son opinion fut partagée par la plupart des Syndicats ; elle a prévalu dans l'esprit de tous. Il fut décidé que « le Travailleur rural » peu lu des paysans, qui par conséquent était sans utilité au point de vue propagande syndicaliste et par ailleurs coûtait très cher, disparaîtrait, et que pour l'instant les efforts des syndicats seraient uniquement tournés vers la coopération et la mutualité agricoles.

Une réunion a eu lieu le 17 mai 1912. Elle a marqué une fois de plus la déchéance du mouvement syndicaliste dans les arrondissements de Moulins et de Lapa-lisse. Six syndicats seulement se sont faits représenter et en présence d'une indifférence aussi complète, les syndiqués se sont retirés *mélancoliquement* sans avoir délibéré.

La réunion du 20 novembre 1912 a été un peu plus brillante. 12 syndicats se sont faits représenter, 5 se sont excusés, tous les autres syndicats étaient absents sans excuse. Le syndicat de Tréteau démissionne. La situation financière est satisfaisante puisqu'elle accuse une balance de 376 fr. 90 au profit de l'actif sur le passif.

La situation morale l'est beaucoup moins. Quelques syndicats se maintiennent et prospèrent ; ce sont ceux qui se livrent à la coopération et à la mutualité. La plupart sans disparaître se désagrègent et ne comprennent plus guère que leurs militants.

Il est décidé qu'un bulletin annuel que l'année précédente on avait décidé de créer serait maintenu et l'on se sépare après avoir pris connaissance des résultats donnés par la coopération et la mutualité dans les quelques syndicats qui la pratiquent.

Ainsi donc l'historique du mouvement syndical des métayers auquel nous venons de procéder montre qu'après un développement rapide qui put légitimer un moment tous les espoirs de ceux qui l'avaient créé, ce mouvement a connu une déchéance aussi rapide que son ascension et qu'à l'heure actuelle il est presque sans forces et sans vie.

Je voudrais maintenant exposer brièvement les raisons pour lesquelles l'effort syndicaliste des métayers de Moulins et de Lapalisse a échoué.

Le premier coup à l'existence des syndicats fut rapidement porté par les conflits d'intérêt qui ont éclaté entre les métayers. Dès que l'époque du renouvellement des baux s'est approchée, les métayers se sont rués sur les bons domaines sans souci des candidatures déjà posées et par surenchère sur l'impôt colonique chacun s'est efforcé d'obtenir la concession demandée. Les syndicats et les commissions spécialement nommées dans ce but furent incapables d'empêcher leurs membres de participer à cette concurrence. D'ailleurs pour que leur adhésion au syndicat ne fut pas un obstacle à l'agrément des propriétaires la plupart des syndiqués s'empressèrent de démissionner.

D'autre part, chez le paysan épris de réalités, la lassitude vient vite quand les améliorations promises se font attendre. Cette lassitude s'est traduite par l'indifférence pour le but poursuivi par la cessation du paiement des cotisations puis par la démission.

Si encore on avait lutté la chaleur des combats aurait pu secouer les énergies et maintenir l'espoir. Mais que pouvaient les syndicats contre ceux qu'ils attaquaient. Quels efforts tenter ? La grève ? On n'en voyait pas la possibilité car elle eût présenté cette anomalie de frapper autant les grévistes que les propriétaires. N'oublions pas en effet que le métayer est l'associé du patron ; qu'il possède en principe le cheptel à

moitié ; qu'il a des capitaux engagés dans l'entreprise, qu'il partage les récoltes. Et dès lors si le bétail périt faute de soins, si les semailles ne sont pas faites, il est immédiatement victime pour sa part de sa propre négligence sans préjudice du recours que le propriétaire aura ensuite contre lui sans compter qu'étant locataire de la ferme et de ses dépendances le propriétaire pourrait l'expulser des lieux qu'il habite et le laisser sans abri.

Pouvait-on espérer un résultat des pétitions ? L'expérience a prouvé que non, car les paysans intéressés ne se dérangeaient même pas pour les signer, tant leur méfiance traditionnelle les maintient en garde contre le danger d'une signature dont ils ne peuvent pas ou ne veulent pas comprendre le but et l'absence de risques.

Il faut ajouter que les propriétaires et les fermiers généraux ont lutté avec une extrême énergie contre les syndicats de métayers en refusant leurs domaines et en chassant à l'expiration des baux ceux qui faisaient partie des syndicats.

Les femmes des métayers ont elles-mêmes été des adversaires acharnées du mouvement syndicaliste. Plus routinières, plus prudentes que leurs maris elles redoutaient davantage les représailles des maîtres. Plus économes aussi elles regrettaient plus douloureusement le paiement des cotisations alors que les avantages promis ne venaient pas assez vite à leur gré en compensation des sommes ainsi versées. Enfin les syndicats appelés syndicats de métayers n'étaient pas

exclusivement composés de métayers. Ils comprenaient également un grand nombre de valets de ferme qui avaient eux aussi des revendications sérieuses à formuler et précisément ces revendications étaient dirigées contre les métayers. Elles avaient trait au couchage, à la nourriture, aux sorties. Eux aussi voulaient obtenir des améliorations sociales. De là dans les syndicats, une source de conflits entre ces deux catégories de syndiqués, conflits qui avec le temps n'auraient pas manqué de devenir aigus.

Donc en résumé impuissance des métayers contre leurs propriétaires et auprès des pouvoirs publics ; germes de désorganisation intérieure tenant aux conflits d'intérêts d'abord entre métayers, puis entre métayers et valets de ferme et aussi à la haine des femmes contre les syndicats ; résistance énergique des propriétaires et fermiers généraux, telles sont les raisons principales pour lesquelles le mouvement syndicaliste a échoué.

Il est intéressant de comparer les syndicats de métayers aux syndicats agricoles et viticoles de la région de Montluçon, de façon à bien montrer leurs différences essentielles.

A Montluçon, nous l'avons vu, les syndicats sont l'œuvre des professeurs d'agriculture qui les ont provoqués par leurs conférences et qui après les avoir fondés et affiliés à la Fédération en ont pris la direction. A Moulins les syndicats de métayers ont été créés par les métayers eux-mêmes en dehors de l'action ouverte du professeur d'agriculture auquel leur attitude de syn-

dicats de combats créés pour la lutte de classe imposait une réserve nécessaire.

La création des syndicats agricoles de Montluçon a été lente mais leur progression en nombre et en importance a été constante. A Moulins et à Lâpalisse les syndicats sont nés sous l'impulsion d'une haine lentement amassée contre les fermiers-généraux et contre l'institution de l'impôt colonique. Leur naissance vient d'une explosion de colère ; leur développement poursuivi dans l'enthousiasme fut rapide, mais éphémère ; il dura ce que dura l'enthousiasme qui l'avait créé.

Les syndicats de Montluçon et les syndicats de métayers diffèrent encore par le but qu'ils se sont imposés. A Montluçon nous l'avons vu, les syndiqués s'occupent uniquement de coopération et de mutualité. Ils ont dédaigné les revendications sociales et l'action politique. A Moulins au contraire, la coopération et la mutualité sont reléguées au second plan. Au début du mouvement un seul syndicat les pratique avec succès d'ailleurs, celui de Bourbon, et si plus tard plusieurs autres syndicats s'y livrent, c'est après que le mouvement social a échoué et lorsqu'ils ont abandonné tout espoir de succès immédiat de ce côté. Les revendications sociales et le désir d'une meilleure législation agricole préoccupent presque uniquement les syndicats de métayers.

Différence encore dans les résultats puisqu'à Montluçon nous trouvons un mouvement syndicaliste très puissant, très solidement organisé et dont l'importance va croissante alors qu'à Moulins après un instant d'éclat

les syndicats se sont vus frappés de langueur et de faiblesse et qu'à l'heure actuelle la plupart d'entre eux sont presque sans vie.

On peut se demander pourquoi à Montluçon les syndicats ne se sont pas orientés vers la lutte de classes et n'ont pas cherché d'accord avec ceux de Moulins ou comme ceux de Moulins à arracher des améliorations sociales aux propriétaires agricoles.

A cela il m'apparaît qu'il y a deux raisons principales. A Montluçon les syndicats ont toujours été dans la main des professeurs d'agriculture qui les avaient créés et qui à aucun moment n'ont songé à les aiguiller dans cette voie.

D'autre part si dans la situation des cultivateurs de l'arrondissement de Montluçon il y a place pour certaines améliorations sociales, ces améliorations ne se manifestent pas d'une façon aussi urgente et aussi nette que dans les arrondissements de Moulins et de Lapalisse. Il faut bien songer en effet qu'à Montluçon le métayage n'est pas pratiqué sur une aussi vaste échelle qu'aux environs de Moulins et de Lapalisse. Les vignobles et les forêts occupent de grands espaces et diminuent d'autant le champ de l'agriculture proprement dite. Puis dans la partie spécialement agricole de l'arrondissement, la proportion du métayage apparaît moins forte que dans les autres régions du département. Enfin il faut ajouter que le régime de la grande propriété ne sévit pas dans les campagnes de Montluçon comme dans celles de Moulins. La petite propriété et la

moyenne propriété y sont davantage représentées ; dès lors les fermiers généraux sont plus rares, beaucoup plus rares. Il en résulte moins d'abus et l'impôt colonial n'y soulève pas des protestations aussi unanimes et aussi énergiques que dans les environs de Moulins et de Lapalisse.

Pour conclure on peut se demander quel est l'avenir des syndicats de métayers. Les prophéties sont toujours dangereuses parce que bien souvent elles se retournent contre ceux qui les ont produites. Je ne veux rien prédire. Néanmoins on peut à cet égard formuler quelques hypothèses vraisemblables.

Une constatation s'impose. Les métayers n'ont obtenu du chef des propriétaires ou des fermiers généraux aucune amélioration sociale. Leur situation reste la même qu'au début du mouvement ; ils conservent donc toutes leurs revendications.

Le mouvement a échoué c'est certain ; mais les syndicats bien que très affaiblis n'ont pas disparu ; leurs cadres demeurent ; quelques-uns ont conservé toute leur vitalité et toutes leurs forces. Les hommes qui les ont créés ont été un moment découragés, quand ils ont constaté qu'ils n'étaient pas suivis. Ce ne fut qu'une défaillance passagère ; ils ont repris avec énergie la direction de la Fédération.

Sans doute il s'attache à leurs personnes une certaine prévention, parce qu'ils ont été vaincus sans que leur effort ait donné un résultat. D'autre part ils se sont jetés à corps perdu dans la bataille ; autour d'eux se

sont faits jour des méfiances ou des haines et cela contribue à rendre leur action plus délicate et plus difficile.

Mais il ne faut pas oublier que ce sont des hommes intelligents, énergiques, tenaces. Ils ont compris la leçon des événements. Ils avaient négligé l'action coopératiste et mutualiste par laquelle ils se seraient attachés plus étroitement les métayers grâce aux avantages que par elle ils leur auraient procuré. Depuis quelques années tout l'effort de leurs syndicats est dirigé de ce côté, et déjà des résultats appréciables ont été obtenus. Et comme en ce moment il y a un élan dans le Bourbonnais, vers la coopération et la mutualité agricoles, il m'apparaît probable que les Syndicats de métayers verront luire de meilleurs jours.

Vont-ils devenir des syndicats, s'occupant uniquement de coopération et de mutualité ? Demeureront-ils des syndicats pratiquant la coopération et la mutualité d'une part et se préparant à la lutte de classes d'autre part, comme ils en manifestent l'intention à l'heure actuelle ? Je ne sais. Mais il est certain que les dirigeants de la Fédération n'ont pas encore abandonné l'espoir de reprendre plus tard avec des syndicats mieux en mains la lutte contre les propriétaires et les fermiers généraux. Si l'on en doutait il suffirait pour s'en convaincre de lire dans le compte-rendu annuel des réunions de la Fédération pendant l'année 1912 ce passage d'un article de Michel Bernard :

« Et maintenant que la tristesse que nous a causé
« cet échec est apaisée, nous envisageons froidement

« la situation qui nous est faite.

« Tranquillement nous attendrons à nos postes que
« les cultivateurs aient réfléchi. Nous leur montrerons
« que bien que nous restions peu nombreux nous pou-
« vons quand même lutter contre tous les abus. Ne pou-
« vant entreprendre de grandes choses nous en ferons
« de petites ; mais nous ne voulons pas désarmer.
« Telles sont les idées qui se dégagent de la dernière
« réunion de la Fédération ».

Dans le prochain chapitre nous étudierons les efforts
coopératistes et mutualistes de la Fédération des syndi-
cats de métayers.

CHAPITRE II

LES SYNDICATS AGRICOLES

En dehors des syndicats de métayers il s'est développé dans les arrondissements de Moulins et de Lapalisse un certain nombre de syndicats mixtes qui dédaignent de l'action politique et de la recherche des améliorations sociales se sont bornés uniquement à pratiquer les achats en commun et pour quelques-uns la mutualité. Ces syndicats sont nés à des moments différents ; les uns sont assez anciens, les autres sont tous récents. Ils n'ont aucun lien entre eux et c'est d'un effort isolé qu'ils poursuivent leur but. Ces syndicats sont à l'heure actuelle au nombre de huit : le syndicat des agriculteurs de l'Allier créé en 1891 ; celui du Montet qui date de 1897 ; ceux de Busset, Chassignol, commune de Cusset, Creuzier-le-Neuf, Creuzier-le-Vieux, la Prugne et Le Vernet créés respectivement en 1901, 1900, 1903, 1903, 1907 et 1900.

L'un de ces syndicats, celui du Vernet, s'est affilié au syndicat départemental agricole de Clermont-Fer-

rand et à la Société agricole et horticole de Vichy. Un autre syndicat, le syndicat des agriculteurs de l'Allier, a été fondé par la Société d'agriculture de l'Allier et tous les membres de cette dernière font, de droit, partie de ce syndicat.

Au point de vue coopératiste ces divers syndicats, à cause de leur isolement, n'ont pu donner de très brillants résultats. Il convient cependant de faire une double exception à cette constatation, en faveur d'abord du syndicat des agriculteurs de l'Allier, dont l'importance fut un instant considérable et qui malgré une baisse annuellement croissante dans le chiffre de ses affaires est encore très actif et le syndicat de Creuzier-le-Neuf lequel fait preuve en ce moment d'une certaine vitalité.

Nous verrons d'ailleurs dans le chapitre réservé à la coopération dans le Bourbonnais l'importance de ces divers syndicats.

On peut se demander quel est l'avenir de ces syndicats ? Je ne crois pas que leur nombre et leur chiffre d'affaires puissent augmenter beaucoup. Leur nombre est forcément limité à un chiffre peu élevé à cause de l'existence des nombreux syndicats actuellement affiliés à la Fédération des syndicats de métayers.

D'autre part comme ils vivent isolément sans chercher à se fédérer ou à s'unir, ils ne poursuivent aucune campagne et ne font aucune réclame dans le but de se multiplier.

Enfin leur chiffre d'affaires ne peut guère s'accroître

pas plus que les avantages qu'ils procurent à leurs membres. Cela tient encore à leur isolement volontaire qui en limitant le chiffre des achats qu'ils effectuent pour leurs adhérents ne peut leur permettre d'espérer de grosses concessions de la part des fournisseurs.

TITRE III

Le Syndicalisme agricole dans l'arrondissement de Gannat

CHAPITRE I

LES SYNDICATS AGRICOLES DANS L'ARRONDISSEMENT DE GANNAT

Deux phases bien distinctes marquent le développement du syndicalisme agricole dans l'arrondissement de Gannat. De 1902 à 1908 on crée ou on tente de créer des syndicats cantonaux ; à partir de 1908 on crée des syndicats communaux. Ces deux tendances différentes sont dues à ce que deux professeurs d'agriculture de conceptions différentes ont successivement dirigé le mouvement syndicaliste.

Il y aura intérêt pour la clarté de cette étude à étudier le développement des syndicats agricoles dans cet arrondissement canton par canton, parce que le syndicalisme agricole ne s'est pas développé de la même façon dans tout l'arrondissement. Dans certains cantons

les syndicats cantonaux ont de suite été créés et ont connu une prospérité continue, ce qui a jusqu'ici écarté l'hypothèse de la création de syndicats communaux.

Dans d'autres les syndicats cantonaux péniblement réalisés ont traîné une misérable existence, se sont dissous et sur leurs ruines ont vu naître des syndicats communaux.

Dans d'autres enfin l'échec des syndicats cantonaux a été complet et immédiat et il a fallu attendre l'ère des syndicats communaux pour que le syndicalisme agricole y fasse son apparition.

Dès lors il apparaît que le meilleur moyen de faire un historique clair et précis du syndicalisme agricole dans l'arrondissement de Gannat et de le suivre dans son évolution, c'est de l'étudier dans chaque canton.

Le Canton de Gannat

C'est dans ce canton que fut donné le premier effort en faveur de la création des syndicats agricoles. En 1902, le député de l'arrondissement (1) venait d'être réélu à une grosse majorité. Le professeur d'agriculture (2) résolut de profiter de l'enthousiasme général avant qu'il ne soit tombé, pour fonder des syndicats agricoles. A cet effet il s'entoura des amis politiques du

(1) M. Delarue.

(2) M. Fleckinger.

député réélu et il fit, présenté et patronné par eux, une tournée de conférences à travers tout le canton. Il y remporta le plus franc succès à ce point que dans la seule commune de Poézat par laquelle il débuta il recueillit 26 adhésions sur 30 ménages. L'idée du professeur d'agriculture était de créer un syndicat cantonal dont le siège social serait placé à Gannat. Il y réussit parfaitement puisqu'après sa dernière conférence, faite à Gannat, il avait groupé 580 cotisants. De suite il constitua le bureau de son syndicat.

L'idée du professeur d'agriculture était de créer des syndicats cantonaux, il pensait les avoir plus puissants et pouvoir rendre davantage de services aux syndiqués. Cette idée était réalisable dans le canton de Gannat, parce que ce canton est de peu d'étendue et que les communes en sont parfaitement groupées autour du chef-lieu. La plus éloignée d'entre elles n'est qu'à dix kilomètres de Gannat. On conçoit dès lors que tous les habitants du canton viennent nécessairement s'approvisionner à la gare ou chez les commerçants de Gannat et que cette ville, dans laquelle ils écoulent également leurs produits, est en quelque sorte naturellement le centre de l'activité commerciale du canton.

Depuis 1902 le syndicat de Gannat a toujours été très prospère. Il pratique avec succès la coopération sous forme d'achats en commun d'engrais et d'instruments aratoires ; il pratique également la mutualité agricole.

A l'heure actuelle, en dépit des décès, le syndicat de Gannat compte encore 480 membres.

Signalons enfin qu'à ses débuts, en 1903 ce syndicat créa un petit bulletin trimestriel. Ce bulletin très prospère s'est mué en 1905 en un journal mensuel plus important qui depuis est devenu l'organe de la Fédération des sociétés agricoles de l'arrondissement et qui s'appelle : la *Revue agricole*.

Canton d'Ebreuil

Le succès remporté dans le canton de Gannat était encourageant. Dans la même année, en octobre et novembre 1902, le professeur d'agriculture parcourut les communes du canton d'Ebreuil afin de les gagner au syndicalisme agricole. Son intention était de fonder là encore un syndicat cantonal.

Disons de suite qu'il ne fut pas heureux. Il ne rencontra pas dans ce canton les conditions exceptionnellement favorables qu'il avait rencontrées dans celui de Gannat.

Dans le canton d'Ebreuil les communes ne sont pas groupées, elles sont éloignées les unes des autres et jetées un peu au hasard. D'autre part le chef-lieu Ebreuil n'est pas au milieu du canton, mais à une de ses extrémités. Enfin au lieu qu'il y ait un seul centre commercial sur lequel converge toute l'activité du canton, il y en a deux, Ebreuil et Bellenaves qui se partagent et se disputent cette activité, et il semble bien que dans cette lutte c'est Bellenaves qui grâce à ses foires, à ses

marchés et à sa situation près de la gare d'une grande compagnie de chemin de fer l'emporte sur Ebreuil, uniquement desservi par un chemin de fer économique. Enfin par surcroît quelques communes boisées ou industrielles, comme Echassières, Louroux-de-Bouble, Nades, animées d'une activité économique différente de celle de l'ensemble du canton n'avaient guère ou pas de relations avec Ebreuil et Bellenaves et devaient se montrer indifférentes à la constitution d'un syndicat cantonal.

Ces difficultés furent pressenties quant fut commencée la propagande dans le canton en vue de la constitution d'un syndicat cantonal ; c'est pourquoi il fut décidé pour y parer de créer un syndicat cantonal à deux sections dont l'une aurait pour centre Ebreuil et l'autre Bellenaves.

On croyait ainsi neutraliser la rivalité des deux communes et obvier à l'inconvénient d'un canton étendu dont le chef-lieu est à une des extrémités.

Malgré ses efforts et ces précautions le professeur d'agriculture ne connut dans ce canton qu'un succès relatif. Deux cents membres à peine adhérèrent à son syndicat dont les deux sections une fois fondées choisirent un président commun (1).

De suite le syndicat traîna une existence misérable qui fit prévoir une fin prochaine. La rivalité d'Ebreuil

(1) M. Delaplanche.

et de Bellenaves trouva un écho jusque dans le syndicat et ne permit pas aux deux sections de s'unir comme il aurait fallu pour poursuivre une action commune. Les commandes ne furent pas suffisamment groupées, de sorte que les quantités de marchandises achetées pour le compte des syndiqués étaient trop faibles pour permettre à ces derniers d'espérer des avantages sérieux.

Enfin le syndicat cantonal fut féroceement combattu par quelques gros commerçants qui craignaient de se voir par lui lésés dans leurs intérêts.

Le syndicat d'Ebreuil tombait petit à petit lorsque vers 1908 vint un nouveau professeur d'agriculture (1) qui, adversaire des syndicats cantonaux, ne fit rien pour le relever ; au contraire il songea de suite aux moyens de précipiter sa fin pour lui substituer des syndicats communaux lesquels furent créés en 1911 après que les deux sections du syndicat d'Ebreuil eurent été dissoutes en 1910. Aujourd'hui cinq seulement des 14 communes d'Ebreuil n'ont pas de syndicat et encore parmi ces cinq communes convient-il de souligner que celles d'Echassières et de Nades a activité plus particulièrement industrielle ne paraissent avoir que peu d'intérêt à créer des syndicats agricoles.

Il est difficile dès maintenant de pouvoir se prononcer sur l'avenir de ces syndicats qui semblent animés d'une réelle activité. En tous cas il est intéressant de constater qu'à l'heure actuelle les neuf syndicats agricoles communaux du canton d'Ebreuil qui sont ceux :

(1) M. Douaire.

d'Ebreuil, Lalizolle, Louroux, Bellenaves, Vicq, Contansouze, Chirat, Sussat, Chouvigny, groupent 407 membres, alors que les deux sections du syndicat cantonal d'Ebreuil au moment de leur plus grande prospérité groupaient à peine deux cents membres.

Ces syndidats adhérèrent à la « Fédération des Sociétés agricoles de l'arrondissement » qui a été créée en 1908, le 5 septembre. Ils coopérèrent également à la publication de la *Revue Agricole* dont nous avons déjà parlé.

Le Syndicat de Saint-Pourçain

Dès 1903, le professeur d'agriculture commence dans ce canton, à faire des conférences pour créer un syndicat cantonal. Le terrain était préparé puisque cinq ou six communes s'étaient déjà organisées et n'attendaient plus que la réunion d'une assemblée générale pour fonder le syndicat qu'elles avaient prémédité.

Le succès obtenu ne fut pas aussi vif que dans le canton de Gannat ; quatre communes : Loriges, Marcevat, Paray, Laféline, sont restées réfractaires au syndicalisme.

Néanmoins le syndicat cantonal de Saint-Pourçain, créé en 1905, a fait preuve d'une grande prospérité et d'une grande vitalité. A l'heure actuelle il groupe 329 membres, et ainsi que nous le verrons en étudiant la Coopération agricole dans l'arrondissement, il rend de

très grands services à ses adhérents qui, en majeure partie sont vignerons.

Il convient de souligner que deux choses ont contribué au succès de ce syndicat : c'est d'abord la conformation géographique du canton qui, comme celui de Gannat, présente l'avantage d'être composé de communes assez bien groupées et peu éloignées du centre commercial qui précisément se trouve être le chef-lieu du canton.

C'est ensuite que le syndicat cantonal a la bonne fortune d'être présidé par un homme qui met à son service une activité et un dévouement très rares (1) et qui jouissant de l'estime générale dispose d'une grande autorité sur les cultivateurs de la région ; il est la cheville ouvrière du syndicat cantonal de Saint-Pourçain. Il en cumule en fait toutes les fonctions : présidence, secrétariat, trésorier, et c'est sur lui qu'il convient de reporter une bonne partie de succès obtenu.

Signalons que les habitants de la commune de Laféline n'ont pas adhéré au syndicat cantonal de Saint-Pourçain. Ils ont fondé un syndicat de métayers qui s'affilia à la Fédération de Moulins et de Lapalisse.

Le Syndicat d'Ebreuil adhère également à la Fédération des Sociétés d'agriculture de l'arrondissement et s'intéresse à la publication de la *Revue agricole*.

(1) M. Poquet.

Syndicat de Chantelle

Dans le canton de Chantelle, échec complet. L'échec ne peut s'expliquer ici, par la conformation géographique du canton dont les communes s'étaient suffisamment groupées pour permettre la formation d'un syndicat cantonal. Il ne peut s'expliquer non plus par la présence de deux ou plusieurs centres d'activité commerciale comme dans le canton d'Ebreuil, car Chantelle est la seule commune du canton ayant un certain commerce et faisant preuve de quelque activité. Il y a lieu de supposer que l'échec est dû à la mésentente qui se produisit entre le professeur d'agriculture et le jeune conseiller général du canton de Chantelle (1), laquelle retint sans doute M. Fleckinger de déployer dans ce canton le même zèle d'évangélisation syndicaliste que dans les autres.

En tous cas sur 15 communes que compte le canton de Chantelle, une seule donna un syndicat : celle d'Etroussat.

Les choses restèrent en l'état jusqu'à l'arrivée du nouveau professeur d'agriculture (2) qui de suite se mit à l'œuvre dans ce canton. Mais fidèle à sa conception il s'appliqua surtout à créer des syndicats communaux ; il y réussit assez bien puisqu'à l'heure actuelle 5 commu-

(1) M. Beaudet-Varennès.

(2) M. Douaire.

nes seulement sur 15 ont refusé d'entrer dans la voie syndicale.

A noter cependant qu'on dut créer à Chantelles un syndicat semi-cantonal qui groupe 5 communes dont Chantelle; de sorte qu'en définitive il y a dans ce canton 4 syndicats communaux ceux de : Charroùx, Etroussat, Fleuriel et Saint-Germain et le syndicat semi-cantonal de Chantelles. Ces cinq syndicats qui groupent ensemble 315 membres, c'est-à-dire à peu près le nombre des syndiqués du canton de Saint-Pourçain, se sont développés à partir de 1910. Ils sont tous de création récente de sorte qu'on ne peut guère se prononcer sur leur force et sur leur avenir.

Canton d'Escurolles

Dans ce canton le professeur d'agriculture (1) connut encore un insuccès complet. L'idée d'un syndicat cantonal était ici très malheureuse. D'abord le canton d'Escurolles est très étendu en longueur, de sorte que les communes sont éloignées les unes des autres et du chef-lieu. D'autre part on n'y connaît aucun centre commercial, pas même Escurolles qui n'est qu'une petite commune, égalee en importance par plusieurs autres et qui n'a pas même l'avantage d'être desservie par une ligne de chemin de fer. L'activité commerciale se répartit sur trois centres placés en dehors du canton : Saint-

(1) M. Fleckinger,

Pourçain, Vichy et Gannat. Et puis aucune bonne volonté ne vint encourager et aider le propagandiste qui dut agir seul. Il échoua et comme nulle part il n'avait échoué, puisqu'aucun syndicat ne répondit à son appel.

Depuis la tentative infructueuse du professeur d'agriculture 4 syndicats agricoles sont nés dans le canton d'Escurolles, ceux d'Escurolles, Bellerive, Saint-Pons et Serbannes.

Le premier qui fit son apparition fut celui de Bellerive en 1905 auquel sont affiliées des sections créées dans deux communes : Brugheas et Charmeil.

A l'heure actuelle ces quatre syndicats qui représentent 6 communes groupent 264 membres.

CHAPITRE II

QUELQUES CONSIDÉRATIONS SUR LE SYNDICALISME AGRICOLE DANS L'ARRONDISSEMENT DE GANNAT

Nous venons de procéder à un rapide historique du syndicalisme agricole dans l'arrondissement de Gannat. Nous connaissons l'effort initial vers la création des syndicats cantonaux qui fut poursuivi jusqu'en 1908 avec des succès ou des échecs suivant les cantons ; puis nous avons assisté à l'éclosion des syndicats communaux là où les syndicats cantonaux avaient échoué.

Il est intéressant maintenant de rechercher quelle est celle qui est préférable de ces deux conceptions que nous avons vues aux prises dans l'arrondissement de Gannat.

A première vue il semble que les syndicats cantonaux parce que plus puissants et plus riches peuvent rendre de plus grands services à leurs adhérents que les syndicats communaux.

Je crois fermement que c'est une erreur et les évène-

ments dans Gannat et dans Montluçon me paraissent l'avoir démontré.

Remarquons d'abord que la création des syndicats cantonaux et leur fonctionnement exigent la réunion d'un certain nombre de conditions qu'il est souvent impossible de réaliser. Il faut que le canton soit de peu de superficie ou que les communes en soient bien groupées ; il faut ensuite que le lieu du syndicat soit autant que possible près du centre du canton, c'est-à-dire à bonne portée des syndiqués. Enfin il faut encore qu'il soit le lieu de commerce habituel et à peu près exclusif des membres du syndicat, de façon que ceux-ci puissent sans dérangement spécial profiter des avantages du syndicat et se maintenir en rapport avec lui.

Le syndicat cantonal doit en outre avoir la bonne fortune d'être dirigé par un président ou un secrétaire actif, désintéressé qui s'occupe avec intelligence et dévouement de la mission à lui confiée. Pareille chance se trouve quelquefois mais très rarement, surtout étant donné que ces fonctions quand elles sont gratuites sont extrêmement absorbantes pour ceux qui veulent les remplir consciencieusement et d'autre part quand elles sont payées coûtent assez cher au syndicat.

Le syndicat communal au contraire se crée assez facilement. Il a cette supériorité d'être à portée de ses membres et les marchandises qu'il achète pour leur compte (engrais, graines, etc.) il les leur fournit sur place. Même avantage en ce qui concerne le prêt des instruments aratoires dont il se rend propriétaire.

J'ajoute que malgré sa faible importance il peut rendre de très grands services. Par le moyen d'une Fédération à lui superposée, qui groupe les commandes et traite directement avec les fournisseurs, il obtient des prix favorables pour les marchandises dont il a besoin d'autant plus que s'il a la sagesse de s'adjoindre une caisse de crédit agricole il peut par ses prêts donner à ses adhérents le moyen d'acheter comptant et de bénéficier de l'escompte. Grâce encore au crédit agricole il lui est possible d'acquérir ce qui à première vue paraît impossible étant donné son peu de richesse, les instruments aratoires que réclament ses membres.

Enfin, et c'est là un argument sérieux en sa faveur, le syndicat communal est un bien meilleur moyen de propagande et de diffusion syndicale que le syndicat cantonal. Plus rapproché des habitants d'une commune il en est mieux connu et ceux-ci viennent à lui plus facilement, d'autant plus que moins nombreux et tous gens qui se connaissent, ils s'intéressent davantage à son existence et ont à un degré bien plus élevé le sentiment de leurs obligations envers lui et de leurs droits sur lui.

M. Douaire l'a compris ; les événements dans l'arrondissement de Gannat l'ont démontré. Et si j'en crois un article paru dans la *Revue Agricole* (1), à l'heure actuelle il y a une tendance assez marquée même au sein des syndicats cantonaux vers la création de syndicats communaux.

(1) Sous la signature de M. Viple, substitut du procureur de la République, à Moulins.

Souhaitons-le, mais à une condition bien entendu, c'est que tous les syndicats communaux soient liés par les liens d'une Fédération active et puissante comme à Montluçon.

Faisons maintenant une comparaison rapide entre le mouvement syndicaliste dans l'arrondissement de Gannat et le mouvement syndicaliste dans les arrondissements de Moulins et de Lapalisse d'une part et de Montluçon d'autre part.

A Moulins et Lapalisse où nous l'avons vu on trouve surtout des syndicats de métayers, au début uniquement préoccupés de la lutte contre les fermiers généraux et ne s'intéressant que sur le tard et avec assez peu d'activité à la coopération et à la mutualité on ne découvre à peu près rien de commun avec Gannat. A Gannat pas de lutte de classes. La suppression des fermiers généraux et de l'impôt colonique ne se pose pas parce que le métayage et la grande propriété sévissent bien moins que dans la région de Moulins et de Lapalisse.

Enfin beaucoup de petits propriétaires, une agriculture généralement prospère dans une région très riche sont autant de raisons pour qu'un mouvement analogue à celui des « métayers du Bourbonnais » n'ait aucune chance de réussite près de Gannat.

Aussi est-il assez naturel que malgré la proximité des deux arrondissements de Lapalisse et de Gannat, les syndicats de métayers n'aient trouvé dans ce dernier qu'un seul écho et cela ainsi que nous l'avons vu dans

le canton de Saint-Pourçain à Laféline dont le syndicat de métayers s'est affilié à la « Fédération des Syndicats des travailleurs de la terre ».

Les syndicats agricoles dans les arrondissements de Gannat et de Montluçon présentent au contraire de très réelles ressemblances.

D'abord ils proviennent des mêmes initiatives. Ce sont en effet les professeurs d'agriculture des deux villes qui ont provoqué le mouvement syndicaliste, l'ont organisé et en ont assuré le développement avec un dévouement dont il convient de les louer.

C'est en grande partie au fait d'avoir été créés par les professeurs d'agriculture que les syndicats agricoles dans les deux arrondissements ont dû, d'avoir dédaigné les revendications politiques et sociales, la lutte de classes, etc. et de s'être cantonnés sur le terrain exclusif de la coopération et de la mutualité agricoles, terrain sur lequel ils ont remporté l'un et l'autre comme nous le verrons par la suite des succès encourageants.

Il faut souligner qu'un troisième point rapproche les deux arrondissements relativement au syndicalisme agricole. Les syndicats s'y sont développés assez lentement, mais d'une façon continue et si à Gannat ils ont connu quelques échecs je pourrais dire de méthode à l'heure actuelle, dans l'une et l'autre région ils paraissent solidement organisés et à même de pouvoir rendre de très grands services à leurs membres.

Mais il convient par contre et cela est intéressant de montrer les différences. Dans l'arrondissement de Mont-

luçon les syndicats sont tous communaux. Dans l'arrondissement de Gannat au contraire, ils ont été cantonaux exclusivement, et ce n'est que sur les ruines des syndicats cantonaux disparus que sont nés des syndicats communaux, bien qu'à l'heure actuelle il semble que le syndicalisme s'oriente vers la forme communale.

Dans la région de Montluçon les syndicats sont tantôt viticoles, tantôt agricoles, tantôt paragrèles, tantôt l'un et l'autre, tantôt même les trois à la fois. Rien de pareil ou à peu près dans Gannat ; les syndicats ne sont pas spécialisés suivant les cultures, Cette différence s'explique par ce fait, qu'à Gannat les syndicats cantonaux embrassant à la fois plusieurs communes de culture différente n'ont pu se spécialiser comme les syndicats communaux de Montluçon. L'inconvénient ne paraît pas être très grave, c'est plutôt une anomalie, mais il est intéressant de le souligner. Il est juste cependant de reconnaître qu'il s'est fondé dans l'arrondissement de Gannat quelques syndicats paragrèles, trois ou quatre.

On peut ajouter que le syndicalisme agricole dans l'arrondissement de Gannat ne forme pas un tout homogène comme dans celui de Montluçon ; A Montluçon on trouve au-dessus des syndicats communaux, une Fédération très active, très agissante à laquelle à peu près tous sont affiliés ; et les liens fédéraux qui rattachent les syndicats les uns aux autres ne sont pas fictifs. Tous s'adressent à la Fédération pour leurs commandes d'engrais, de graines, etc., et cette sujétion leur est com-

mandée par leur propre faiblesse. Mais si tous font appel à la Fédération pour leurs besoins particuliers, tous aussi en reçoivent l'inspiration, en recueillent les conseils par la voix autorisée de M. Avignon. Le syndicalisme agricole forme ainsi un bloc assez puissant et dont la force va croissante.

A Gannat on trouve bien une fédération des Sociétés agricoles, mais non une fédération des syndicats agricoles. On avait tenté en 1912 de créer à Gannat une union des syndicats pour l'achat en commun des engrais. Elle a échoué. Aujourd'hui dans l'arrondissement de Gannat, les 2 syndicats cantonaux agissent isolément indépendamment l'un de l'autre ; tout au plus consentent-ils à accepter les commandes de quelques petits syndicats qui les environnent. Donc pas d'unité, pas de solidarité, des efforts isolés sans coordination, ainsi agissent les syndicats agricoles dans la région de Gannat.

Il convient maintenant de terminer ce chapitre par l'énoncé de quelques chiffres.

Le syndicalisme agricole dans l'arrondissement de Gannat paraît assez puissant, puisqu'à l'heure actuelle s'il ne compte que 20 syndicats, ces 20 syndicats englobent 47 communes sur 66 et groupent 1769 membres. Et encore devons-nous signaler qu'en dehors de cette énumération nous laissons divers syndicats créés pour l'exécution de certains travaux déterminés et spéciaux, tels que travaux de drainage, construction de ponts et qui disparaissent une fois ces travaux terminés. Nous revien-

drons sur ces syndicats dans le chapitre réservé à la coopération.

La *Revue agricole* connaît un joli succès. On la tire à 2200 exemplaires, alors qu'elle est assurée d'un chiffre de 2100 abonnés. Il faut dire que cette revue est très bien rédigée et qu'en même temps qu'elle éclaire ses lecteurs sur tous les détails de la vie syndicale agricole dans l'arrondissement, elle leur donne d'utiles conseils et de précieux renseignements relativement aux choses d'agriculture.

LIVRE II

**L'Œuvre Coopérative
des Syndicats agricoles**

TITRE I

Arrondissement de Montluçon

Dès les débuts de leur création les syndicats de la région Montluçonnaise ont pratiqué la coopération. Ils ont commencé par acheter des graines et des engrais, puis plus tard des tourteaux, des sulfates de cuivre et de fer, du soufre, etc. Les syndicats opérèrent d'abord isolément, chacun pour leur compte ; les résultats furent médiocres. Les syndiqués ne pouvaient tirer un gros avantage d'une coopération ainsi pratiquée parce que leurs commandes n'étaient pas assez fortes pour qu'on puisse leur consentir des concessions élevées. C'est alors qu'on créa la Fédération en 1902 pour donner une impulsion nouvelle à la coopération et par contre coup au mouvement syndicaliste. La Fédération devait centraliser les commandes particulières des syndicats et faire un achat unique par catégorie de marchandises, quitte ensuite à faire la répartition entre les intéressés. Dès lors les fournisseurs pourraient consentir des diminu-

tions de prix très sensibles, dont les syndiqués profiteraient en définitive.

Certains syndicats n'ont pas borné leur effort coopératiste à pratiquer les achats en commun d'engrais, de graines, etc. Ils ont acheté des instruments aratoires ; quelques-uns ont fait l'acquisition d'animaux reproducteurs. Ces instruments ou ces animaux sont la propriété des syndicats acquéreurs et sont mis par leurs soins à la disposition des syndiqués suivant leurs besoins dans des conditions que nous allons étudier.

CHAPITRE I

LES ACHATS EN COMMUN

C'est la Fédération qui prend chaque année l'initiative de provoquer et de centraliser les commandes des syndiqués. Les achats se font en trois fois : en avril pour les graines de maïs, en juillet pour les engrais et en décembre pour les graines de printemps.

Le moment venu la Fédération informe les syndicats soit par une lettre, soit par le bulletin bi-mensuel que le moment est venu de lui faire savoir les quantités de marchandises qui leur seront nécessaires. Chaque syndicat interroge ses adhérents pour connaître leurs besoins. Il établit une liste avec les chiffres qu'il adresse à la Fédération. Cette dernière centralise et totalise les commandes particulières des syndicats et ainsi détermine ses propres besoins.

Il ne lui reste plus qu'à faire ses achats. Elle y procède par voie d'adjudication. Les fournisseurs qui concourent à l'adjudication sont toujours suffisamment nombreux et empressés pour que de leur concurrence résultent les conditions les plus favorables pour la Fédé-

ration. Les marchandises achetées sont livrées par wagons directement expédiés aux syndicats qui font eux même la répartition entre leurs adhérents.

Dès que les marchandises sont en gare, le syndicat en présence de deux témoins qui lui sont étrangers prélève 3 échantillons. Un de ces échantillons est déposé à la mairie, c'est l'échantillon témoin, un autre est envoyé à l'expéditeur, le 3^e va dans une station agronomique aux fins d'analyse ou d'examen.

Si les marchandises sont conformes au cahier des charges dont les stipulations très sévères ont été imposées à l'adjudicataire, tout est bien. Mais s'il y a fraude ce qui se produisit très souvent dans les débuts, il y a lieu de demander de dommages et intérêts au fournisseur peu scrupuleux. La Fédération n'y manque pas et offre toujours à l'adjudicataire de s'éviter des poursuites sauf à payer des indemnités pour lesquelles il convient de s'entendre. Jusqu'à cette année, des transactions amiables étaient toujours intervenues à temps. Malheureusement pour l'année 1912, alors que l'adjudicataire avait consenti à payer à la Fédération une somme forfaitaire de 3.700 fr. à titre d'indemnité, il n'a rien versé malgré les sommations amiables ou autres dont il a été l'objet, si bien que la Fédération s'est vue dans l'obligation de lui intenter un procès.

L'argent ainsi recueilli est réparti entre les syndicats au prorata des commandes.

On conçoit immédiatement les avantages d'une pareille pratique. D'abord minimum de dérangement pour

les syndicats et pour la Fédération. Par ce mécanisme très simple et très commode on connaît facilement les besoins de chacun et de l'ensemble des syndiqués. D'autre part, par la pratique de l'adjudication une concurrence naturelle et efficace se produit entre les soumissionnaires sans qu'il soit nécessaire que la Fédération se livre à aucun marchandage.

Minimum de manutention et de frais puisque chaque syndicat reçoit directement son ou ses wagons de marchandises et que ses adhérents viennent eux-mêmes chercher à la gare la part qui leur revient.

Pas d'avance d'argent des syndicats ni de la Fédération car les marchandises sont payées comptant ou à 90 jours, ce qui d'ailleurs n'impose aucune gêne à ceux qui les prennent puisqu'il leur est facile de se procurer l'argent nécessaire près des caisses de crédit agricole.

Prix extrêmement favorables pour les syndiqués, car la Fédération en raison du gros chiffre de ses achats et de la promesse d'un paiement au comptant obtient les conditions les plus douces.

Enfin les syndiqués ont la certitude d'avoir des marchandises saines et de bonne qualité. Et si cette considération a bien sa valeur lorsqu'il s'agit d'engrais relativement au dosage en acide phosphorique, en azote et en potasse, elle en a davantage encore en ce qui concerne les graines du printemps. C'est qu'en effet la plupart du temps les graines vendues dans le commerce renferment une proportion souvent très forte de cuscute et les facultés germinatives laissent à dési-

rer. Avec les graines qui sont vendues à la Fédération cet inconvénient n'est pas à craindre. L'expérience a appris aux fournisseurs que les échantillons prélevés lors de la réception des graines qu'ils avaient livrées étaient toujours l'objet d'un examen attentif qui tournait à leur confusion et à leurs dépens quand ces graines étaient reconnues impures.

Il est intéressant pour montrer le développement rapide et constant des syndicats agricoles dans l'arrondissement de Montluçon de donner la progression du chiffre d'affaires annuelles de la Fédération.

La voici :

1905	12.000 francs.
1906	22.905
1907	42.700
1908	57.500
1909	56.500
1910	70.200
1911	90.000
1912	102.500

Ces chiffres se passent de commentaires. Ils montrent la vitalité croissante du syndicalisme agricole dans cet arrondissement vitalité qui se manifestera certainement cette année encore par un nouveau bond dans les chiffres d'affaires puisque depuis le dernier bilan de nouveaux syndicats sont nés.

CHAPITRE II

ACHATS D'INSTRUMENTS ARATOIRES ET D'ANIMAUX REPRODUCTEURS

Les syndicats agricoles de Montluçon n'ont pas tous borné leur rôle à procéder aux achats en commun. Quelques-uns ont pensé qu'ils pourraient rendre d'autres services très appréciables à leurs membres et procédant de cette idée ils ont fait l'acquisition d'instruments aratoires dont le coût était trop élevé pour une petite bourse isolée. Ceux qui sont appelés à bénéficier davantage de ces instruments sont les petits propriétaires et les petits fermiers.

Les achats ont surtout porté sur des trieurs dont la possession sinon l'usage était encore peu répandue. L'usage de ces instruments a donné naissance dans le pays à l'industrie suivante : Un petit propriétaire faisant l'acquisition d'un trieur va de domaine en domaine offrir ses services moyennant une rétribution déterminée. La vulgarisation des trieurs aux mains des syndicats permettra à ces derniers de se substituer aux par-

ticuliers dans l'exercice de cette industrie. A l'heure actuelle seize syndicats possèdent chacun un trieur tandis qu'un autre syndicat s'est rendu acquéreur d'un concasseur avec moteur à pétrole!

Le trieur est placé chez un syndiqué, qui est chargé de le prêter à ceux qui en font la demande moyennant une location plus forte pour les non syndiqués que pour les syndiqués, ce qui constitue une prime à l'adhésion au syndicat.

Les sommes recueillies servent à accorder une suffisante rétribution au dépositaire du trieur et le surplus tombe dans la caisse du syndicat, pour amortir le prix de revient du trieur. Le capital nécessaire pour faire l'acquisition de cet instrument se trouve très facilement, quelquefois le syndicat l'emprunte à un syndiqué obligant mais le plus souvent à une caisse de crédit agricole.

Quelques syndicats dans le même esprit de coopération ont songé à acheter des animaux reproducteurs pour les mettre à la disposition de leurs adhérents. Le capital est emprunté comme pour le cas précédent et c'est le professeur d'agriculture compétent par définition qui est prié de choisir lui-même l'animal dont on a besoin. Cette pratique présente l'avantage particulier d'assurer des animaux de choix et de permettre de poursuivre ainsi l'amélioration progressive de la race. L'animal est placé chez un syndiqué ; le prix des saillies varie suivant qu'on

(1) M. Avignon.

est syndiqué ou non et le surplus des dépenses occasionnées par l'entretien de l'animal tombe dans la caisse syndicale. Aujourd'hui cinq des syndicats de l'arrondissement possèdent chacun un taureau ; 2 autres syndicats possèdent chacun un verrat, et un troisième en possède deux.

Je dois signaler aussi que le professeur d'agriculture préconise aux syndicats l'achat de bascules comme celles qu'on rencontre sur les champs de foire ; jusqu'ici un seul syndicat a suivi ce conseil. Le service des améliorations agricoles accorde une indemnité de 30 o/o aux syndicats désireux d'acheter une bascule et qui en font la demande. Néanmoins la somme que doit avancer dans ce but le syndicat est encore très élevée, c'est pourquoi M. Avignon conseille aux syndicats désireux d'acheter une bascule de s'entendre avec leurs municipalités pour que les achats se fassent en commun. Naturellement les pesées de la bascule doivent donner lieu à une petite location rémunératrice. Dix bascules vont être établies par l'intermédiaire du service des améliorations agricoles et sur l'initiative des syndicats.

Je dois citer encore le projet qu'a formé M. Avignon de faire résoudre les petits conflits qui éclatent entre syndiqués par le syndicat devenu ainsi tribunal d'arbitrage. Il paraît que le projet déjà expérimenté a donné quelques résultats. Tant mieux ! en tout cas, ce projet montre l'esprit d'union et de concorde qui est à la base des syndicats agricoles de Montluçon et qui contribue pour une bonne part à leurs succès.

Le professeur départemental d'agriculture (1) de l'Al-
lier formule une petite critique que je dois signaler
contre le fait qu'un même syndicat indépendamment de
son action coopérative qu'il poursuit achète des animaux
reproducteurs ou des instruments aratoires, etc. Il af-
firme qu'il y a un gros avantage à créer des syndicats d'éle-
vage, de battage, etc., parce qu'au ministère de l'agricul-
ture des crédits sont prévus pour subventionner les syndi-
cats ainsi spécialisés, alors que les subventions échappent
aux syndicats qui comme ceux de Montluçon absorbent en eux-mêmes tous ces buts différents.

En tous cas il convient de louer cet effort des syndi-
cats dans la voie de l'acquisition d'instruments aratoires
et d'animaux reproducteurs. Il y a dans cette orientation
des syndicats agricoles non seulement un élément de
progrès, mais encore un moyen de rendre d'efficaces
services aux petits agriculteurs peu fortunés et par
conséquent incapables d'acheter seuls, l'outillage ou les
étalons qui leur manquent.

Faut-il ajouter, comme le faisait remarquer le profes-
seur d'agriculture de Montluçon, que rendre les syndi-
cats propriétaires c'est un moyen infaillible de s'attacher
définitivement leurs membres, car ces derniers ont si vif
le sentiment de leurs droits de propriété indivise sur
l'actif du syndicat que pour ne pas les abandonner,
mêmes mécontents ils demeurent syndiqués et paient
leur cotisation.

(1) M. Dupont.

CHAPITRE III

LES SYNDICATS PARAGRÊLES

Les syndicats paragrêles constituent une institution très intéressante et très utile. L'idée de combattre la grêle au moyen des canons paragrêles fut réalisée dans l'arrondissement de Montluçon avant même que fussent créés les syndicats agricoles et viticoles.

Vers 1894 en effet dans le village de Beaumont, commune d'Huriel, une souscription fut faite entre vigneronns pour acheter des canons paragrêles et avec le produit de cette souscription on acheta deux canons. La commune de Domérat suivit l'exemple du village de Beaumont et à son tour fit l'acquisition de plusieurs canons également par le moyen de souscriptions.

Ce n'est que plus tard vers 1902 au moment où le mouvement syndical commença à se propager dans les campagnes Montluçonnnaises que le professeur d'agriculture d'alors (1) songea à créer des syndicats paragrêles. Lorsqu'il quitta Montluçon il en laissa deux. Son successeur reprit la même idée et par ses soins neuf autres

(1) Monsieur Chambron.

syndicats paragrêles furent créés ce qui en porte actuellement le chiffre à onze

Lorsque dans l'arrondissement on songea à combattre la grêle on avait confiance dans l'efficacité des canons paragrêles ; C'est pourquoi dans les villages comme Beaumont et Domérat où fut inaugurée la défense paragrêle, on acheta primitivement des canons. L'expérience a montré depuis que l'action des canons paragrêles était bien moins énergique que celle des fusées paragrêles. Aussi peu à peu et depuis 1902 a-t-on substitué ces dernières aux premiers.

Pour faire partie d'un syndicat paragrêle de l'arrondissement il faut payer une cotisation proportionnelle à l'étendue de vigne protégée. Cette cotisation est fixée à 1 franc par hectare. Pour augmenter les ressources des syndicats et pour encourager la défense paragrêle, l'Etat ajoute une subvention annuelle de 10 francs par poste.

Le poste c'est le lieu d'où vont être tirées les fusées paragrêles. Chaque syndicat possède plusieurs postes dont le nombre varie suivant l'étendue de vigne à protéger et suivant la disposition des vignes sur le territoire du village ou de la commune syndiquée. Il est entendu dans chaque syndicat que le nombre et la situation des postes seront déterminés par le professeur d'agriculture. L'expérience a montré la sagesse de cette pratique. Dans les débuts de la création des syndicats, en effet, des discussions sans fin éclatèrent entre syndiqués sur la question de savoir où seraient placés les postes. Chacun arguait du taux de

sa cotisation, de la position de sa vigne, etc. et ces discussions auxquelles le maire n'avait pas souvent l'autorité et surtout la volonté de mettre fin par crainte de représailles politiques auraient été interminables si on n'avait eu l'idée de choisir le professeur d'agriculture comme arbitre. Celui-ci volontairement impartial et s'inspirant uniquement de ses connaissances météorologiques a d'ailleurs besoin lui-même de toute son autorité pour faire respecter ses décisions, prises d'accord avec une commission de syndiqués.

Quand les postes sont établis, il faut désigner les artilleurs. Les bonnes volontés ne manquent jamais. Comme elles sont toujours supérieures aux besoins, on laisse aux syndiqués le soin de choisir parmi les candidats ceux qui leur paraissent offrir le plus de garanties de sang-froid.

Les syndicats font ensuite construire des baraquements en planches sur les lieux mêmes des postes pour abriter les artilleurs et les fusées. Chaque baraquement doit pouvoir abriter trois artilleurs et trois ou quatre fusées.

Une question de droit intéressante s'était posée ? En cas d'accident à l'occasion d'un tir de fusées, qui devait être déclaré responsable ? La question a été pratiquement résolue d'une façon élégante et avantageuse pour les syndicats paragrêles. La maison de commerce qui vend aux syndicats les fusées dont ils ont besoin s'engage par contrat à assumer la responsabilité des accidents survenus à l'occasion du tir de ses fusées.

A l'heure actuelle les syndicats paragrêles sont en pleine prospérité; cela s'explique par les résultats très satisfaisants qu'ils ont donnés à ceux qui les ont créés. Depuis que Montluçon est entouré d'une quasi ceinture de 200 postes environ, les vignobles protégés n'ont pas connu la grêle.

TITRE II

Arrondissements de Moulins et de Lapalisse

CHAPITRE I

SYNDICATS DE MÉTAYERS

Lorsque les syndicats de métayers furent fondés, ils devaient poursuivre un double but : tenter d'arracher aux propriétaires des améliorations sociales et pratiquer la coopération. La coopération au début nous l'avons vu a été complètement négligée sauf par le syndicat de Bourbon l'Archambault. Les syndicats s'occupèrent d'abord et uniquement de lutter contre les fermiers généraux et contre l'impôt colonique et ce n'est que lorsqu'ils eurent échoué de ce côté que quelques-uns songèrent à faire de la coopération. L'idée fut bonne, car à l'heure actuelle seuls les syndicats qui se livrèrent au coopératisme et à la mutualité font preuve de vitalité et de force.

Ces syndicats sont au nombre de huit. Ce sont ceux de Bourbon-l'Archambault, Theil, Tronget, Coulandon, Chemilly, Besson, Mercy et Neuilly-le-Réal.

Trois de ces syndicats possèdent un entrepôt dans lequel ils placent les marchandises achetées pour le compte de leurs membres et que ceux-ci viennent prendre au fur et à mesure de leurs besoins. Ces syndicats sont Bourbon, Thiel et Tronget. Il faut ajouter enfin que le syndicat de Neuilly-le-Réal a créé un magasin coopératif.

Si l'on examine la façon dont les syndicats de métayers pratiquent la coopération on voit qu'elle diffère essentiellement de celle des syndicats de Montluçon. A Montluçon nous l'avons vu tous les syndicats passent par l'intermédiaire de la Fédération qui centralise les commandes, prépare le cahier des charges, fait l'adjudication, provoque les analyses, etc.

Chez les syndicats de métayers rien de pareil. Chaque syndicat opère isolément, pour son compte et traite directement et de gré à gré avec ses fournisseurs. Dès lors la coopération se trouve pratiquée différemment suivant les syndicats. Les uns font des achats d'engrais et de graines ; d'autres acquèrent des instruments aratoires. Les uns font venir les marchandises en gare par wagons auxquels leurs membres viennent directement se servir. D'autres commandent les marchandises à l'avance d'après les besoins probables de leurs adhérents puis déposent ces marchandises dans leurs entrepôts en attendant le bon plaisir des syndiqués.

Il serait donc intéressant si l'on veut étudier utilement la coopération dans les syndicats de métayers de voir comment chacun de ces syndicats la pratique et à quels résultats il est arrivé.

Malheureusement plusieurs des syndicats précités se refusent à donner le moindre renseignement sur les opérations de coopération qu'ils effectuent pour le compte de leurs membres. Ainsi font les syndicats de Neuilly le Réal, Tronget et Mercy.

Néanmoins les renseignements recueillis chez les autres syndicats nous donnent une idée suffisante de ce qu'est la coopération chez les syndicats de métayers.

Nous allons commencer par prendre le syndicat de Bourbon l'Archambault qui, outre qu'il est le premier à avoir pratiqué la coopération, se trouve aussi celui chez lequel les meilleurs résultats ont été obtenus.

Bourbon-l'Archambault

C'est en 1906, dès sa fondation, que ce syndicat commença à pratiquer la coopération.

Au début, Michel Bernard écrivit à 16 commerçants en grains, tourteaux, farines, engrais, etc. du canton de Bourbon pour leur demander à quels prix ils consentiraient à livrer leurs produits aux membres du syndicat. Deux seulement répondirent l'un consentait 2 o/o de remise syndicale, l'autre accordant une petite diminution sur toutes les marchandises. Ce dernier eut la préférence.

L'expérience ne fut pas favorable. Les syndiqués n'allèrent pas tous chez le fournisseur, ce qui provoqua son mécontentement et d'autre part quelques-uns de

ceux qui se présentèrent chez lui eurent avec lui des difficultés. Néanmoins il lui fut acheté pour plus de 7.000 francs de marchandises, puisque le 1^{er} janvier 1905 le commerçant versa dans la caisse syndicale une somme de 71 fr., calculée sur une remise de 10/o sur le chiffre d'affaires.

Le syndicat de Bourbon décida au début de 1905 d'acheter lui-même les marchandises nécessaires à ses membres et de les mettre dans un magasin pour pouvoir les revendre ensuite au détail. Malheureusement les capitaux initiaux manquaient. Le jeune secrétaire du syndicat eut alors une idée heureuse : celle de créer une caisse de crédit agricole à Bourbon de façon à pouvoir lui emprunter l'argent nécessaire. L'idée fut doublement bonne puisqu'elle provoqua la naissance des caisses de crédit agricole dans le département alors que ces dernières n'existaient pas encore. La caisse fut créée le 5 mars 1905.

Un local fut mis gracieusement à la disposition du syndicat qui put ainsi y déposer ses marchandises en attendant le bon plaisir des clients. La première année le chiffre des affaires atteignit 15.000 fr. ; la deuxième année le chiffre monta à 20.000 fr.

En 1907 le syndicat fut assez riche pour faire bâtir un magasin coopératif à Bourbon. Aujourd'hui un homme attaché à ce magasin vient les jours de fête, les jours de foire, les samedis et les dimanches pour livrer.

Depuis 1907 le chiffre des affaires s'est encore élevé.

Vers 1910 il était d'environ 25.000 francs ; depuis 2 ans il dépasse 30.000 francs.

Syndicat du Theil

Le Syndicat du Theil a été fondé le 20 septembre 1906 et de suite s'est affilié à la Fédération qui, à cette époque était en pleine prospérité. Dès 1908 le syndicat a tourné ses efforts vers la mutualité et la coopération. Au début le syndicat s'est livré aux achats en commun de graines et engrais et pour y procéder il recueillait les commandes de chacun des syndiqués, les centralisait puis faisait une commande générale. Les marchandises étaient reexpédiées par wagons dans une gare et les syndiqués venaient individuellement retirer le montant de leur commande particulière.

La première année le chiffre d'affaires atteignit 710 francs. L'année suivante, en 1909, 625 francs.

En 1910 le syndicat, à l'imitation de celui de Bourbon l'Archambault, créa un entrepôt et emprunta 1.500 francs pour se constituer un capital initial. Depuis cette époque les marchandises qui ne sont achetées par le syndicat que lorsqu'il a recueilli les commandes des syndiqués sont centralisées dans l'entrepôt où les intéressés viennent les retirer. Dès 1910 par suite de cette pratique nouvelle et grâce à la création de l'entrepôt le chiffre d'affaires augmenta considérablement pour s'élever à la fin de l'année à 5.673 francs.

En 1911 le syndicat décide d'acheter pour ses membres le vin dont ceux-ci auraient besoin. Depuis cette époque tous les ans le Président va dans le Midi, faire l'acquisition d'une cave pour le compte du syndicat. A la fin de 1911 par suite de cette extension nouvelle le chiffre d'affaires fût porté à 20.538 francs. :

En 1912 le capital étant jugé insuffisant pour permettre de donner à l'effort coopératif tout l'élan qui lui est nécessaire on décida par un nouvel emprunt à la caisse de crédit de le porter à 4500 francs. D'autre part comme le Président (1), s'est trouvé débordé, on lui a adjoint un gérant livreur.

La même année le syndicat subit quelques ennuis du fait de la régie qui lui imposa une licence et une patente d'où une augmentation relativement élevée des frais généraux. Jusqu'à ce moment le syndicat s'était borné, dans le but de couvrir ses frais, à majorer de 2 fr. 58 o/o les achats qu'il faisait pour le compte de ses membres. A partir de 1913 il a dû augmenter cette majoration pour faire face aux dépenses nouvelles que lui ont causé la nécessité d'un gérant et l'obligation de payer la licence et la patente. Néanmoins et malgré cette majoration les économies réalisées sur les marchandises par les syndiqués qui se servent à l'entrepôt syndical varient, suivant les denrées entre 3 et 12 o/o. Le chiffre d'affaires réalisé en 1912 a atteint 24.100 fr., ce qui constitue un accroissement sensible sur les années précédentes.

(1) Monsieur Blandin.

Il convient d'ajouter que le syndicat de Theil procède pour le compte de ses membres à des échanges de blé et de farine dans des conditions très favorables. Le poids des farines échangées en 1912 s'est élevé à 25.000 kilogs. A l'heure actuelle, et ce serait une initiative intéressante, un projet est à l'étude depuis deux ans qui aurait pour but de construire un moulin coopératif. Il est donc facile de voir par les résultats déjà obtenus qu'un très gros effort coopératif se poursuit dans cette commune.

Syndicat de Chemilly

Les achats en commun sont presque nuls parce que les métayers ont l'habitude d'acheter les marchandises dont ils ont besoin par l'intermédiaire des fermiers généraux et qu'ils n'osent pas rompre avec cette pratique. L'effort coopératiste s'est orienté vers les achats en commun d'instruments aratoires. En 1909 le syndicat de Chemilly a fait l'acquisition d'un trieur dont la garde est confiée à un syndiqué. La location du trieur est de 0 fr. 05 par double décalitre pour les syndiqués et de 0 fr. 10 pour les non syndiqués.

En 1910, au concours agricole de Moulins, le syndicat a acquis une moissonneuse javeleuse et deux herse à ressorts qu'on met également à la disposition des syndiqués et des non syndiqués, mais comme précédemment suivant des tarifs différents.

En 1912 ces divers instruments ont rapporté au syndicat :

Trieur.....	99 fr.
Moissonneuse.....	132
Herses.....	30
	261 fr.

Il convient en terminant de souligner que chaque année le syndicat de Chemilly d'accord avec celui de Besson fait venir un wagon de sulfate de cuivre ce qui permet aux syndiqués de réaliser un bénéfice évalué à 5 à 6 francs par 100 kilos.

Le Syndicat de Coulandon

Ce syndicat pratique la coopération sous forme d'achats en commun de tourteaux et d'engrais. Le chiffre d'affaires annuellement réalisé varie entre 2.800 et 3.200 francs. Le Syndicat de Coulandon a fait l'acquisition d'un trieur dont la location est faite de la même façon que par les syndicats de Montluçon ; il a également créé une caisse de crédit agricole et une mutuelle-bétail de 18 membres dont le chiffre assuré est de 43.150 francs. Ce petit syndicat fondé en 1907 et qui en 1911 ne comptait que 25 membres fait preuve d'une belle activité et d'une certaine vitalité grâce au dévouement de dirigeants dont l'un (1) fut l'un des militants les plus ardents du mouvement des métayers.

(1) M. Vimont.

CHAPITRE II

LA COOPÉRATION AGRICOLE CHEZ LES SYNDICATS AGRICOLES

Dans ce chapitre la coopération agricole devra être également étudiée en procédant isolément pour chacun des syndicats, lesquels nous l'avons vu ne sont même pas liés entre eux par un lien fédéral comme le sont les syndicats de métayers. Vivant d'une vie propre et indépendante, la coopération doit naturellement chez chacun d'eux épouser des formes et aboutir à des résultats différents.

Le syndicat des agriculteurs de l'Allier

Nous avons vu que ce syndicat avait été créé en 1891 par la société des agriculteurs de l'Allier. Les membres de cette société sont adhérents de droit, au syndicat qui a été créé uniquement pour permettre les achats en commun portant sur des engrais, des graines et des sulfates de cuivre.

Voici le mécanisme employé par le syndicat pour opérer les achats en commun. Deux fois par an pour le printemps avant le 15 janvier et pour l'automne avant le 1^{er} juillet les membres du syndicat envoient leurs commandes au président. Dans leurs commandes ils doivent indiquer :

1° La nature de l'engrais, de la graine ou du sulfate dont-ils ont besoin.

2° La quantité par 100 kilos ou multiples de 100 k.

3° Leur adresse ou la gare destinataire.

4° Le mode de paiement qu'ils choisissent : 30 jours avec escompte obtenu ou trois mois sans escompte.

Le Président groupe les commandes à lui adressées et traite soit de gré à gré, soit par adjudication.

Les marchandises achetées sont envoyées à une gare indiquée par le Président du syndicat. Dans cette gare on prélève des échantillons aux fins d'analyse comme le fait la fédération de Montluçon. Les marchandises sont ensuite réexpédiées aux acheteurs individuels.

Les factures ne sont dressées qu'après que le résultat de l'analyse est connu. Elles sont d'abord envoyées au président qui les examine, les majoré de 2 o/o pour couvrir les frais du syndicat et les retourne ensuite signées par lui au vendeur. Ces factures ne doivent être payées par les acheteurs qu'autant qu'elles ont été signées par le président. Le produit de la majoration de 2 o/o devra être envoyé à ce dernier par le vendeur dans un délai de deux mois après la réception des factures.

Créé en 1891 le syndicat des agriculteurs de l'Allier a de suite connu une très grosse prospérité puisque la même année il achetait pour le compte de ses membres pour 257, 299 fr. 90 d'engrais, 10,031 fr. 20 de graines et 2.114 fr. 90 de sulfates.

Mais il est à remarquer que du premier coup le syndicat a atteint son apogée, car, ainsi qu'on le verra, les chiffres d'affaires annuellement réalisés par lui depuis l'époque de sa fondation, n'ont jamais cessé de décroître (1). Le président du syndicat des agriculteurs de l'Allier explique ce phénomène de décroissance du chiffre des affaires de ce syndicat :

1° Par la création de nouveaux syndicats locaux, communaux ou cantonaux plus à la portée des agriculteurs évidemment qu'un seul syndicat départemental;

2° La vulgarisation de l'usage des engrais qui fait que les agriculteurs savent mieux se mettre en garde contre les fraudes ;

3° La concurrence et les syndicats ont fait baisser les prix des engrais et les fabricants sont obligés de s'y conformer ;

4° L'augmentation continue des quantités demandées permet aux agriculteurs d'obtenir les prix de gros.

Voici le relevé par année des chiffres d'affaires réalisés par le syndicat des agriculteurs de l'Allier. Par ces chiffres on peut juger de l'importance qu'il a eue et des services qu'il a rendus.

(1) M. de Garidel.

Exercice	ENGRAIS		GRAINES	Sulfate de cuivre et soufre
	Quantités	Numéraire	Numéraire	Numéraire
1891-1892.	3.015.870k	257.297 90	10.921 20	2.114 90
— 1892-1893.	2.942.500	248.183 15	9.068 35	1.222 90
— 1893-1894.	2.828.350	232.159 35	20.904 25	918 40
— 1894-1895.	2.788.595	215.484 80	9.507 55	567 »
— 1895-1896.	2.334.300	170.904 40	7.956 »	3.385 30
— 1896-1897.	2.267.500	153.440 »	7.754 95	3.704 70
— 1897-1898.	1.957.425	128.611 65	9.758 50	4.378 45
— 1898-1899.	1.736.315	130.072 45	14.761 90	10.884 15
— 1899-1900.	1.538.050	115.828 35	16.346 30	10.961 95
— 1900-1901.	1.726.085	115.822 05	18.446 30	6.105 60
— 1901-1902.	1.565.340	110.048 55	13.669 35	4.727 15
— 1902-1903.	1.553.920	112.453 55	12.961 65	7.811 80
— 1903-1904.	1.539.470	208.577 55	10.394 65	5.949 50
— 1904-1905.	1.396.200	91.497 05	10.990 60	3.684 40
— 1905-1906.	1.421.896	93.856 75	11.301 65	3.121 15
— 1906-1907.	1.322.560	97.135 70	14.927 90	3.303 85
— 1907-1908.	1.267.875	102.045 20	18.532 75	2.244 45
— 1908-1909.	1.155.123	91.195 45	9.023 30	2.146 40
— 1909-1910.	1.062.350	77.088 65	8.951 70	2.549 95
— 1910-1911.	888.800	69.139 70	7.751 90	2.900 85
— 1911-1912.	843.370	65.124 40	9.773 20	1.888 80

Le syndicat agricole du Vernet

Ce syndicat qui est affilié au syndicat départemental agricole de Clermont-Ferrand et à la société agricole et horticole de Vichy a été fondé spécialement et uniquement lui aussi pour permettre à ses membres de pratiquer les achats en commun d'engrais, de sulfates et de graines. Il comprend 15 ou 18 membres. Leur chiffre

d'affaire annuelles varie entre 1.000 et 1.200 francs, syndicat peu important comme on voit, mais qui fait preuve cependant d'une certaine vigueur, puisqu'indépendamment de la pratique des achats en commun il s'essaie à la mutualité en profitant du crédit agricole près de la caisse de Cusset.

Le Syndicat agricole de La Prugne .

Ce syndicat est aujourd'hui sans force et presque sans vie. Il a été créé pour pratiquer les achats en commun d'engrais, m'écrit son Président. Pendant quelques années ce syndicat a poursuivi très modestement le but en vue duquel il avait été fondé. Mais depuis trois ans les récoltes n'ayant donné que de très mauvais rendements, les agriculteurs ont réduit leurs dépenses d'engrais au strict nécessaire et pour l'instant depuis cette époque ont suspendu les achats en commun.

Syndicat agricole de Creuzier-le-Neuf

Ce syndicat est relativement imposant puisque sur une commune de 649 habitants, il groupe 204 syndiqués ; il est en outre très actif. Le but de ce syndicat est l'achat des graines, des charbons et générale-

mient de toutes les denrées agricoles utiles à ses membres.

L'an dernier, le syndicat de Creuzier-le-Neuf a acheté 270 tonnes de charbon, 4 wagons de superphosphates, 1/2 wagons de nitrate de soude et plusieurs wagons de foin et de paille.

Sur l'initiative du syndicat une coopérative de battage a été fondée et a donné d'excellents résultats puisque l'an dernier la machine à battre a travaillé pendant 55 jours pleins.

Le syndicat de Creuzier-le-Neuf pratique encore les achats d'instruments aratoires tels que trieurs, souffreuses, pulvérisateurs en même temps que la défense de la commune contre la grêle par l'usage de fusées paragrêles.

Voici des chiffres :

Charbons

1904	12 wagons de 1.000 kilos
1907	19 id.
1910	21 id.
1912	27 id.

Superphosphates

1904	100 sacs
1907	200 id.
1910	320 id.
1912	380 id.

Nitrate de soude

1904	1,000 kilos
1910	2,100 id.
1912	2,200 id.

Soufre

1904	350 kilos
1907	700 id.

Sulfate de cuivre

1904	400 kilos
1912	1,350 id.

Graines fourragères, foin, son, tourteaux, etc.

1904	4,200 fr.
1907	9,700 fr.
1912	12,600 fr.

Ces chiffres établissent clairement que le syndicat de Creuzier-le-Neuf fait preuve d'une activité croissante.

Syndicat de Creuzier-le-Vieux

A Creuzier-le-Vieux le syndicat qui est à la fois agricole et horticole pratique également la coopération avec succès. Chaque année lorsque le moment est venu les syndiqués font connaître leurs besoins en semences et en engrais. Le syndicat centralise ces renseignements puis fait sa commande et la répartition entre

chaque membre se fait comme auprès des syndicats de la Fédération de Montluçon.

Le syndicat a fait également l'acquisition de divers instruments aratoires tels que herse canadiennes et trieurs qui sont loués à ses membres à des conditions que nous avons déjà vues près d'autres syndicats. Une initiative intéressante souligne l'activité du syndicat de Creuzier-le-Vieux.

C'est l'achat d'un certain nombre d'instruments vétérinaires de première utilité et que cependant on trouve rarement dans nos campagnes : calçimètres, sondes, extracteurs, seringues, flammes, etc.

Le syndicat d'élevage de St-Pierre-Laval

Il est intéressant de citer le syndicat d'élevage de St-Pierre Laval qui s'est fondé au début de l'année et qui a déjà fait l'acquisition de 2 taureaux. Pour en faire partie il faut acquitter un droit d'entrée de 2 francs par vache. Les saillies coûtent 6 francs. Les animaux achetés suivant les conseils du professeur départemental d'agriculture ce qui offre toutes garanties au point de vue de la qualité et de la race sont placés chez un cultivateur moyennant une rétribution.

M. Dupont, pour les raisons que j'ai indiquées dans un autre chapitre, se félicite de l'existence de ce syndicat ainsi spécialisé.

Il applaudit de même à l'existence du syndicat de battage qui vient de se fonder dans la commune de Autry-Yssard, lequel comme le syndicat d'élevage de Saint-Pierre Laval peut, à cause de sa spécialisation, espérer d'importantes subventions gouvernementales.

Remarque

Une chose a pu frapper, c'est que la Fédération des Syndicats agricoles de l'arrondissement de Montluçon, qui groupe à l'heure actuelle 51 syndicats, n'atteigne qu'un chiffre d'affaires annuel de 102.500 francs alors que si l'on prenait les chiffres d'affaires connus des quelques syndicats agricoles des arrondissements de Moulins et de Lapalisse qui font de la coopération on atteindrait un chiffre beaucoup plus élevé. Et cette remarque paraît d'autant plus étonnante que la Fédération de Montluçon dont tous les syndicats forment un bloc compact marchant d'après une seule inspiration devrait semble-t-il à cause de cette discipline et de cette unité atteindre un chiffre très élevé.

Ce phénomène s'explique d'abord par ce fait que sur les 51 syndicats groupés par la Fédération un très grand nombre soit parce qu'ils sont paragrêles, soit parce qu'ils sont plus spécialement créés en vue de la mutualité, soit parce qu'ils sont de création récente, soit même pour une autre raison ne pratiquent pas les achats en commun, si bien que les opérations auxquelles se livrent

la Fédération n'intéressent qu'une partie seulement des syndicats.

Et puis cela s'explique aussi par ce fait que les syndicats qui s'adressent à la Fédération pour les achats en commun font en dehors d'elle une foule de petites opérations qui totalisées atteignent un chiffre considérable. Ainsi la Fédération de Montluçon ne fait ses achats de graines ou d'engrais que trois fois par an à époques fixes. Mais dans l'intervalle les syndicats ont fréquemment des achats urgents à effectuer pour le compte de leurs membres et alors ils traitent directement. Monsieur Avignon estime que le total des opérations auxquelles se livrent les syndicats de la région de Montluçon est de beaucoup supérieur au chiffre d'affaires de la Fédération. Mais il affirme aussi qu'au fur et à mesure que le temps s'écoule, la Fédération de plus en plus tend à se substituer aux syndicats pour tous leurs achats. Son chiffre d'affaires croissant en est la preuve.

Il est cependant certain que quelles que soient la souplesse et la perfection de son mécanisme, une Fédération ne peut pas espérer centraliser toutes les opérations commerciales des syndicats qui lui sont affiliés ; toujours quelques-unes, parce que trop urgentes, ou de trop faible importance ou pour autre raison lui échappent. Et j'ajoute c'est heureux parce qu'aucune Fédération, à moins d'avoir une administration bien organisée et payée ne pourrait y suffire et parce qu'également il convient de laisser aux syndicats une certaine initiative, gage de progrès constants.

TITRE III

Arrondissement de Gannat

Nous étudierons brièvement comment est organisée la coopération agricole dans l'arrondissement de Gannat parce qu'une grosse partie des développements que nous avons consacrés à la coopération agricole dans les arrondissements de Moulins, Lapalisse et Montluçon, peut s'appliquer ici.

La coopération agricole se manifeste dans l'arrondissement de Gannat par les achats en commun d'engrais, de graines, de sulfates, etc., et par le prêt aux syndiqués d'instruments aratoires achetés par les syndicats.

Les achats en commun. — En ce qui concerne les achats en commun les syndicats agricoles de la région de Gannat ne passent pas par l'intermédiaire d'une Fédération, nous avons vu en effet que dans l'arrondissement de Gannat, il n'existe pas de Fédération des syndicats agricoles.

Dès lors chaque syndicat opère pour son compte. Cette façon de procéder offre des inconvénients assez graves.

D'abord les quantités de marchandises achetées étant plus faibles que celles qu'aurait achetées une Fédération groupant les commandes particulières des syndicats à elle affiliés il en résulte nécessairement que les prix obtenus par les syndicats sont relativement élevés.

D'autre part, nous avons vu que la Fédération de Montluçon exerce un contrôle très efficace parce que très sévère sur les engrais, sur les graines et sur les sulfates et autres marchandises achetées par elle. Grâce à ce contrôle les engrais soigneusement analysés dans des conditions pré-exposées ont toujours le dosage phosphorique convenu. De même les graines présentent nécessairement les qualités de pureté exigibles. Les syndiqués y trouvent un avantage et également l'agriculture considérée d'une façon générale.

Avec des syndicats qui opèrent isolément ce contrôle nécessaire s'exerce difficilement. Les syndicats communaux dirigés par des hommes qui en dépit de leur bonne volonté, n'ont pas toujours une expérience ou une connaissance suffisante de ces précautions utiles négligent souvent les prélèvements et par suite les analyses d'engrais ou de graines, et ainsi involontairement une porte reste ouverte à des fraudes regrettables.

Ces critiques, que méritent les syndicats agricoles non fédérés, ne s'appliquent qu'en partie, je le reconnais de suite, à l'arrondissement de Gannat. Et voici pourquoi :

D'abord, en ce qui concerne les prix des marchandises les syndicats agricoles de Gannat obtiennent des prix assez bas. Les syndicats cantonaux de Gannat et de St-Pourçain groupent chacun un nombre imposant de membres et peuvent par l'importance de leurs commandes arracher des concessions sérieuses aux commerçants auxquels ils s'adressent ; de même les syndicats communaux plus faibles se groupent à deux ou trois ou confient leurs commandes au syndicat cantonal voisin. Néanmoins les prix obtenus sont certainement inférieurs à ceux qu'obtiendrait une Fédération qui centraliserait les commandes de tous les syndicats de la région. C'est d'ailleurs l'opinion qui fut exprimée dans la « Revue agricole » tout récemment (1) et il est à penser que tôt ou tard le projet d'une Fédération ou d'une union des Syndicats qui échoua en 1910 sera repris avec plus de succès.

Pour ce qui est de la lutte contre la fraude des engrais ou des graines, les syndicats cantonaux dirigés par des hommes compétents et dévoués, s'y livrent avec énergie, mais il est certain que les syndicats communaux n'exercent pas la même surveillance, et là il y a un grand inconvénient.

Les marchandises achetées en commun par les syndiqués de l'arrondissement de Gannat sont les mêmes que celles achetées par la Fédération de Montluçon pour le compte de ses membres, à savoir : des engrais (superphosphates, nitrates de soude, scories) ; des

(1) Sous la signature de M. Viple.

graines, du sulfate de cuivre, [du sulfate de soude, des tourteaux et du charbon. Les quantités de chacune de ces marchandises achetées par les divers syndicats varient évidemment pour chacun d'eux avec la nature des cultures qui dominent dans la région à laquelle ils appartiennent. C'est ainsi par exemple que le syndicat cantonal de Saint-Pourçain en majeure partie composé de vignerons achète surtout du sulfate de cuivre et du soufre à telle enseigne que cette année il a livré à ses membres pour 27.000 francs de sulfate de cuivre et 6.000 francs de soufre sur un chiffre d'affaires total de 38.820 francs.

Il est difficile de se procurer les chiffres d'affaires annuels des syndicats communaux. Peu opèrent isolément ; généralement ils se groupent à plusieurs pour leurs achats en commun ou s'adressent à un des deux syndicats cantonaux ; de sorte que les chiffres se trouvent confondus. Voici les chiffres d'affaires de Saint-Pourçain et de Gannat pour l'année 1912-13.

Saint-Pourçain

Superphosphates.....	60.000 kilos....	4.200 francs
Nitrate de soude.....	4.000 kilos....	1.200 francs
Scories.....	6.000 kilos....	420 francs
Sulfate de cuivre.....	45.000 kilos....	27.000 francs
Soufre.....	3.000 kilos....	6.000 francs
		38.820 francs

Gannat

Superphosphates.....	300.000 kilos...	18.000 francs
Scories.....	800 sacs....	4.120 francs
Nitrate de soude....	450 sacs....	13.500 francs
Houille.....	500 tonnes..	16.000 francs
Graines.....		500 francs
Semences.....		3.500 francs
		55.620 francs

Les achats en commun d'une façon générale sont faits par les syndicats agricoles de l'arrondissement de Gannat, par la voie de l'adjudication. Il faut signaler cependant deux exceptions. Les syndicats de St-Pons et de Chirat-l'Eglise traitent par voie directe. L'un et l'autre s'en trouvent bien, surtout St-Pons qui a fait durant sa première année une fâcheuse expérience d'adjudication.

Je n'ajoute rien relativement à la façon dont les prélèvements d'engrais et de graines sont faits aux fins d'expertise par les syndicats de Gannat. Je renvoie à ce que j'ai déjà dit sur la Fédération de Montluçon.

L'achat des Instruments aratoires

Les syndicats agricoles de la région de Gannat, comme ceux de la région de Montluçon ont acheté des instruments aratoires qu'ils mettent à la disposition de leurs membres. Ces instruments sont :

1° Les trieurs qui sont au nombre de 28, répartis entre 16 syndicats.

2° Les pulvérisateurs. On en rencontre une vingtaine environ possédés par ces syndicats.

3° Les soufreuses. Trois syndicats en possèdent chacun une. Ce sont les syndicats d'Ebreuil, de Vichy et de Bellerive.

4° Les soufflets. Une douzaine ont été achetés par 4 syndicats.

A cette énumération ajoutons une fougasse acquise par le syndicat de Coutansouzes et une voiture pour conduire les bestiaux à la foire, que se propose d'acheter le syndicat d'Escurölles.

L'usage de ces instruments aratoires est gratuit dans tous les syndicats, sauf auprès des syndicats de Lalizolle, Saint-Germain de Salles et Saint-Pons où il est soumis à une rétribution. Des règlements dans chaque syndicat en règlent l'usage et prescrivent les soins d'entretien. Néanmoins les syndicats cantonaux ont, paraît-il, éprouvé quelques ennuis avec leurs instruments aratoires, qui n'ont pas toujours été très bien entretenus. Il est de fait que la surveillance doit en être difficile, puisqu'elle s'étend sur un canton. Les syndicats achèteraient vraisemblablement un plus grand nombre d'instruments aratoires s'ils avaient des ressources plus élevées. La pratique du crédit agricole permettra certainement avant peu de tourner cet inconvénient.

Il est une remarque à faire c'est qu'aucun syndicat agricole de l'arrondissement de Gannat n'a fait l'acqui-

sition d'un étalon pour la reproduction, contrairement à ce que nous avons vu à cet égard dans l'arrondissement de Montluçon. Il convient de souligner cependant que le syndicat de Chantelle manifeste le désir d'en acheter.

Syndicats d'amélioration agricole. — J'ai déjà dit qu'une des particularités du syndicalisme agricole dans l'arrondissement de Gannat était la création de syndicats dits d'améliorations agricoles. Ces syndicats sont créés en vue de réaliser un travail déterminé puis disparaissent une fois ce travail exécuté. Voici ceux qui sont ainsi nés dans la région de Gannat.

1° En septembre 1907, le syndicat libre de Viziers en vue de la construction d'un abreuvoir.

2° En novembre 1907, le syndicat d'assainissement des marais du petit Vaure à Gannat.

3° Le syndicat libre des Bignards à Bègues en juin 1910 pour la construction d'un abreuvoir.

4° En juin 1901, l'Association syndicale libre de Peyrolles, commune de Gannat pour le drainage des marais.

5° L'Association libre pour la construction d'un pont en ciment armé sur la Sioule, entre Bègues et Saint-Bonnet en mars 1913.

Cette dernière association est très intéressante et constitue une initiative qu'il y aura lieu de suivre avec attention. Les travaux du pont en vue duquel l'association a été créée sont déjà commencés.

D'après les statuts les ressources avec lesquelles le pont sera construit proviendront :

1^o Des cotisations en argent et en travail des intéressés ;

2^o Des subventions éventuelles de l'Etat, du département et de la commune.

Il est prévu que les cotisations en argent ou en nature ne seront établies que lorsque le chiffre des subventions, recueillies par l'association, sera connu. Il faut remarquer que ce seront les membres de l'association eux-mêmes qui fourniront la main-d'œuvre, destinée à la construction ; les cotisations en argent étant réservées à l'achat des matériaux et du matériel nécessaire.

Ajoutons que comme la Fédération de Montluçon, les syndicats de Gannat songent à créer une institution d'arbitrage pour solutionner à l'amiable les conflits qui éclatent entre syndiqués.

Je ne puis terminer ce chapitre sans signaler une très intéressante initiative du syndicat de St-Pourçain. Ce syndicat envoie chaque année au concours agricole de Paris, au Grand Concours général agricole ou même à d'autres concours de province, un certain nombre de délégués chargés d'exposer les vins des syndiqués afin d'en faciliter l'écoulement. Cette pratique donne d'excellents résultats ce qui s'explique un peu par la qualité des vins de la région très justement renommés.

La Mutualité agricole

La mutualité agricole dans le département de l'Allier est l'œuvre des professeurs d'agriculture qui l'ont provoquée et qui en assurent le développement avec beaucoup de dévouement et d'intelligence. Elle est évidemment postérieure aux syndicats agricoles puisque ces derniers en sont la base nécessaire ; mais elle n'a pas suivi immédiatement leur création. Dans l'arrondissement de Montluçon d'abord les syndicats ont commencé à pratiquer la coopération et ce n'est que lorsque par elle ils furent devenus suffisamment puissants qu'ils tentèrent d'organiser la mutualité.

A Moulins, nous l'avons vu, les syndicats de métayers ont commencé par se donner à la lutte de classes. Ce n'est qu'après leur échec sur ce terrain que résolument ils abordèrent de front la pratique de la coopération et de la mutualité. A l'heure actuelle la mutualité agricole est en plein développement et son extension croissante se manifeste soit par le fait que le nombre des syndicaux déjà existants qui se mettent à la pratiquer, va en augmentant sans cesse soit par la naissance de nouveaux syndicats spécialement créés dans ce but.

La mutualité agricole fonctionne dans le Bourbonnais par trois organismes différents : les mutuelle-bétail, les mutuelle-incendies, les caisses de crédit agricole.

Les mutuelle-bétail et les caisses de crédit agricole qui se développent depuis quelques années déjà sont les plus nombreuses et les plus fortes. Les mutuelle-incendies n'existent que depuis deux ans ; elles sont encore très peu nombreuses et s'il est intéressant de les étudier c'est surtout dans leur mécanisme et dans les avantages qu'elles présentent pour les assurés.

Il faut signaler qu'il n'existe qu'une mutuelle-accident d'ailleurs sans importance à Buxières-les-Mines. Cela s'explique par ce fait que les professeurs d'agriculture ont pensé qu'il pourrait être imprudent de tenter de développer en même temps toutes les formes de mutualité et qu'il convenait de commencer par amorcer celles qui pourraient avoir le plus de chances de réussite. On obtiendrait ainsi petit à petit l'éducation mutualiste du paysan, de sorte que quand on lui aurait fait connaître les avantages de la mutualité, on pourrait ensuite essayer de la lui faire pratiquer sous de nouvelles formes. C'est dans cet esprit que les professeurs d'agriculture ont commencé d'abord par créer des caisses de crédit agricole et des mutuelle-bétail, puis devant le succès obtenu, des mutuelle-incendie en attendant qu'ils cherchent à répandre les mutuelle-accidents.

Ces observations préliminaires montrent qu'il y a intérêt à étudier séparément et successivement chacun des

différents organismes de mutualité. Nous commencerons par les mutuelle-bétail, nous continuerons par les mutuelle-incendie et nous terminerons par les caisses de crédit agricole qui sont les plus importantes et les plus florissantes.

Nous n'étudierons pas la mutualité dans chaque arrondissement comme nous l'avons fait pour le syndicalisme et la coopération. Ici, les mêmes maisons n'existent pas. Le syndicalisme s'est développé dans un esprit, par des moyens, d'après des initiatives et a des moments différents suivant les arrondissements. La coopération est pratiquée par les syndicats selon un mécanisme qui varie lui aussi avec les arrondissements et les résultats dans les deux cas ont été nécessairement différents suivant les régions.

Pour la mutualité rien de pareil. Ce sont les professeurs d'agriculture, je l'ai dit plus haut, qui l'ont provoquée et organisée d'après une inspiration et des règles communes avec des organes communs. Dès lors pour la simplicité et la clarté de l'étude il y a intérêt à étudier en même temps pour tous les arrondissements l'organisation et le fonctionnement de chacune des formes de mutualité précitées dans le département.

TITRE I

Les Mutuelle-Bétail

L'ASSURANCE MUTUELLE CONTRE LE BÉTAIL

DANS LE DÉPARTEMENT DE L'ALLIER

A l'heure actuelle 38 syndicats pratiquent l'assurance mutuelle du bétail dans le département de l'Allier. Ces syndicats sont pour l'arrondissement de Montluçon ceux des communes du Breton, Lamais, L'Etelon, Vaux, Audes et Huriel.

Pour l'arrondissement de Moulins ceux des communes d'Avernes, Ygrande, Buxières-les-Mines, Meil-lard, Saint-Aubin, Bourbon-l'Archambault, Dompierre-sur-Besbre, Moulins.

Pour Gannat ceux des communes de Begues, Belle-rive-sur-Allier, Cesset, Chareil-Cintrat, Chezelles, Ebreuil, Escurolles, Etroussat, Gannat, Jenzat, Louchy-Montfauud, Naves, Mayet-d'Ecole, St-Pont, St-Pour-gain, Sauzet, Vicq, Mazerier, Montord, Saulcet.

Enfin pour Lapalisse ceux des communes de Baray-Bussolles, St-Pierre Laval, St-Priest, Cusset.

Sur ces 38 syndicats 31 d'entre eux en 1912 groupaient 633 membres et représentaient un capital assuré de 1.278.637 francs.

Au début les mutuelle-bétail ont été créées suivant deux types différents qui furent :

1° Les mutuelles à cotisation fixe et à indemnité variable ; 2° Les mutuelles à cotisations variables et à indemnité fixe.

Voici à quoi correspondaient ces deux types de mutuelles. Dans le premier type les assurés versaient entre les mains du trésorier de la Société une cotisation déterminée, par exemple 1 o/o de la valeur du bétail assuré et préalablement estimé. Il était décidé qu'en cas de perte du bétail l'indemnité qui serait payée à la victime serait calculée d'après un taux variable mais qui ne pourrait dépasser un certain maximum par exemple 80 o/o. Il n'était garanti aucun pourcentage minimum.

Dès lors si à la fin de l'année la caisse se trouvait suffisamment riche, toutes les indemnités à payer étaient calculés sur le taux maximum 75 ou 80 o/o prévu aux statuts et le surplus devait servir à constituer un fonds de réserve. Mais si au contraire la caisse se trouvait pauvre ou si les pertes de bétail avaient été trop élevées, alors on ne pouvait payer les indemnités en les calculant sur le taux maximum. On les calculait sur le taux le plus élevé possible, taux variable évidemment,

puisqu'il dépendait de la fortune de la caisse et du chiffre des pertes de l'année.

Le deuxième type consistait en ceci : l'assuré ne versait aucune cotisation pendant le cours de l'année. A la fin on totalisait toutes les pertes de bétail subies par les assurés puis on leur accordait une indemnité, calculée sur un taux fixe prévu aux statuts par exemple 75 ou 80 o/o et pour récupérer les sommes nécessaires on réclamait à chaque assuré une cotisation calculée d'après le total des indemnités qu'il fallait verser et d'après la valeur du bétail qu'il avait assuré.

Dès lors, on était bien en présence d'une indemnité fixe et d'une cotisation variable avec le nombre d'assurés, la valeur du bétail assuré et celle du bétail péri.

A l'heure actuelle le type tend à s'unifier par suite de la pression qui est exercée par l'Etat sur les mutuelle-bétail. Pendant quelque temps en effet, l'Etat accorda des subventions indistinctement à l'un ou l'autre type d'assurances. Il est probable que cette pratique lui coûta trop cher, puisqu'à l'heure actuelle il décide de n'accorder des subventions qu'aux mutuelle-bétail qui réaliseraient les trois conditions suivantes :

a) Cotisation minimum de 10/0, perçue même quand il n'y aurait aucune perte de bétail.

b) Indemnité maximum de 80 0/0 de la valeur du bétail péri.

c) En cas de dissolution, les fonds de réserve au lieu d'être distribués entre les adhérents comme l'avaient

prévu les statuts de quelques mutuelles, seraient répartis entre d'autres sociétés du même type.

Ces trois conditions imposées par l'Etat se comprennent et se justifient aisément.

La cotisation minimum de 1 % pour toutes les mutuelles même pour celles à indemnité fixe et à cotisation variable a pour but de permettre la création d'un fonds de réserve dans le cas où les pertes d'une année seraient insuffisantes pour épuiser le montant de l'encaisse.

Le maximum de 80 % est destiné à encourager les paysans à soigner leurs animaux malades. Si le paysan était certain de toucher la valeur totale de sa bête en cas de perte de cette dernière il n'aurait aucun intérêt à la bien soigner d'autant plus que les visites vétérinaires et les remèdes seraient à ses frais ; peut-être même lorsqu'il posséderait une bête vicieuse trouverait-il qu'il a intérêt à la faire périr.

Enfin l'obligation en cas de dissolution de la Société de répartir le fonds de réserve entre des Sociétés de même type et non entre les membres, a pour but d'éviter certaines spéculations malhonnêtes dont l'Etat ferait les frais. Sans cette précaution il suffirait pour escroquer l'Etat que quelques personnes peu scrupuleuses constituent une mutuelle-bétail puis demandent une subvention et ensuite prononcent la dissolution de la Société afin de partager la subvention ainsi obtenue.

Les exigences de l'Etat ont eu pour résultat de faire peu à peu disparaître les mutuelles à cotisation variable

et à indemnité fixe. Elles n'ont plus guère leur raison d'être, puisque pour toutes les sociétés subventionnées, qu'il y ait perte de bétail ou non, l'assuré doit verser une cotisation minimum de 1 o/o de la valeur du bétail assuré. En 1912 sur les 31 sociétés précitées il n'y en avait que trois à cotisation variable calculée sur les pertes et encore l'une d'elles avait-elle une cotisation de 1 o/o sous réserve de cotisation supplémentaire en cas de pertes.

Il est à remarquer que les mutuelles n'assurent que les animaux de l'espèce chevaline et de l'espèce bovine. A signaler une seule exception, celle de « L'Ami des Bêtes », la première mutuelle du département fondée à Lamaids en 1899, laquelle assure toutes les espèces d'animaux. L'exclusion des espèces porcine et ovine tient aux grandes pertes qu'elles subissent et qui rendraient une assurance mutuelle trop coûteuse.

Il est à remarquer qu'un certain nombre de mutuelles établissent une cotisation différente suivant qu'il s'agit de l'espèce chevaline ou de l'espèce bovine. Dans ces mutuelles on fait payer plus cher pour les chevaux que pour les bœufs et quelquefois moins cher pour les bœufs que pour les vaches. Cela tient évidemment aux risques plus grands que subissent les chevaux qui n'étant pas en principe destinés à la boucherie font un service plus long, et diminuent peu à peu de valeur, sans compter qu'allant à des allures rapides les chances d'accident sont plus grandes.

La moyenne des cotisations pour les sociétés à

colisation fixe est 1 o/o ; trois mutuelles seulement prélèvent moins de 1 o/o (0.50 ou 0.75 o/o et se placent ainsi volontairement en dehors des subventions de l'Etat ; huit autres mutuelles prennent au-dessus de 1 o/o ; quelques-unes prennent jusqu'à 2.50 et 2.75 o/o.

Jusqu'ici nous ne nous sommes préoccupés que de connaître les moyens qu'avaient prémédités les mutuelle-bétail pour faire face aux indemnités qu'elles auraient à payer en cas de pertes normales du bétail assuré. Mais on sait qu'à côté des pertes normales se produisent très souvent des pertes exceptionnellement élevées par suite de diverses épidémies qui fondent sur un pays et ravagent en peu de temps les bœufs, les vaches et même les chevaux, seuls animaux qui nous préoccupent puisque seuls ils sont assurés. Jusqu'à ces derniers temps les mutuelle-bétail du département ne s'étaient pas préoccupées outre mesure de cette question, probablement d'abord parce que depuis leur création aucune épidémie sérieuse n'avait ravagé le bétail assuré et parce qu'ensuite en cas de pertes exceptionnelles les mutuelles demandaient à l'Etat des subventions supplémentaires qui ne leur étaient jamais refusées.

Mais l'Etat s'est lassé des demandes répétées d'argent dont il était l'objet et il a signifié récemment sa volonté de n'accorder de subventions supplémentaires en cas de perte exceptionnelle que lorsque les mutuelles se seraient préalablement réassurées pour une partie de leurs risques auprès d'une caisse de réassurance.

Le professeur d'agriculture de Gannata eu l'idée de

convoquer en juin 1912 dans cette ville les délégués des mutuelle-bétail du département dans le but de jeter les bases de la création d'une Fédération départementale des mutuelle-bétail du département. Toutes les mutuelles du département se firent représenter ainsi que quelques-unes des départements voisins. Un projet de statuts fut discuté et M. Douaire fut chargé de le mettre au point. Une assemblée générale eut lieu le 16 mars 1913 à laquelle neuf mutuelles se firent représenter, celles de : Naves, Cusset, Mazerier, Chareil-Cintrat, Montord, St-Pourgain-sur-Sioule, St-Pont, Ebreuil et Etroussat. Deux se firent excuser. Ce sont celles de Bellerive et de l'Etelon.

A cette réunion les mutuelles d'Etroussat et de Mazerier refusèrent leur adhésion à la constitution d'une Fédération départementale des mutuelle-bétail. La mutuelle de Cusset se réserva.

Malgré ce début peu encourageant la Fédération fut créé le même jour sous le nom de : « Départementale agricole Bétail de l'Allier » les statuts furent adoptés et le bureau élu. On décida que la Fédération commencerait à fonctionner le 11 mai 1913 et afin d'encourager les adhésions il fut décidé que les mutuelle-bétail qui s'affilieraient avant cette date serait dispensées de la cotisation d'entrée.

Dans ses statuts la « Départementale-agricole-bétail de l'Allier » précise d'abord, article 3, qu'elle ne réassure que pour les animaux appartenant aux espèces bovine, chevaline et asine et elle spécifie qu'elle tiendra deux

comptes distincts tant des recettes que des dépenses, l'un pour l'espèce bovine, l'autre pour les espèces chevaline et asine.

Dans un titre II elle établit ses conditions d'admission à la réassurance départementale.

L'article 4 précise que les mutuelle-bétail devront être régies par la loi du 4 juillet 1900 et avoir leur siège dans le département. Avant leur admission il faudra qu'elles adressent au bureau de la Départementale :

1° Une copie de la décision de l'assemblée générale sollicitant l'adhésion ;

2° Une copie du récépissé de dépôt des statuts ;

3° Un exemplaire des statuts ;

4° Un état faisant connaître depuis leur création, année par année, l'importance des capitaux assurés et des pertes subies.

L'article 5 laisse aux mutuelles affiliées le choix de faire, soit la réassurance spéciale des maladies contagieuses, soit la réassurance générale, soit les deux à la fois.

Et alors les titres III et IV exposent les mécanismes respectifs de ces deux réassurances.

Le titre III énumère (art. 6) les maladies contagieuses pour lesquelles la réassurance s'exerce à savoir :

a) *Pour les bovins* : le charbon, la fièvre aphteuse, la tuberculose, la bronchite vermineuse et la distomatose ;

b) *Pour l'espèce chevaline* : la morve et le farcin, la rage, la dourine, la pneumonie contagieuse, la gourme,

l'anémie infectieuse et la pasteurellose.

Les articles 7 et 8 stipulent qu'en cas de maladie contagieuse la « Départementale » paiera 50 % de la perte subie par le propriétaire à charge par celui-ci de lui reverser l'indemnité qu'il aura touchée de l'Etat.

Les articles suivants du même titre imposent d'ailleurs très strictement au propriétaire sauf à encourir des sanctions pécuniaires de demander une indemnité à l'Etat.

Enfin les articles 12 et 13 fixent les primes que devront payer les « mutuelles » à la « Départementale ». Ces primes sont calculées d'après un barème déterminé et sont proportionnelles aux pertes subies par les mutuelles durant l'exercice précédent.

En ce qui concerne la Réassurance générale qui fait l'objet du titre IV, nous ne signalerons que quelques dispositions. D'abord l'article 18 qui stipule que ne seront pas réassurés les bovins de moins de 4 mois et de plus de 15 ans et les chevaux atteints d'affections ou de maladies les rendant impropres à la culture.

En cas de sinistre, article 22, la « Départementale » calculera les indemnités à verser sur les valeurs données aux animaux assurés par les derniers Etats d'estimation, moins le parti pécuniaire que le sinistré aura pu tirer des dépouilles de l'animal. L'indemnité n'est payée de suite que jusqu'à concurrence des 3/4, l'autre quart n'étant payé qu'en fin d'année.

En cas d'épidémie, le paiement pourra être renvoyé

en fin d'exercice, afin qu'il soit fait proportionnellement aux ressources.

Pour le paiement de leurs primes de réassurance générale, l'article 25 prévoit 3 classes auxquelles les sociétés affiliées pourront appartenir à leur choix.

1^o Mutuelles réassurant 80 o/o de leurs risques.

2^o — 60 o/o —

3^o — 40 o/o —

L'article 26 complétant le précédent édicte qu'à la fin de chaque période triennale le bureau de la Départementale calculera le taux o/o des indemnités touchées par les membres de chaque mutuelle. D'après ces calculs, chaque mutuelle affiliée sera placée dans l'une des classes ci-après :

1^o Sociétés ayant subi des pertes comprises entre 0 et 1 o/o.

2^o Sociétés ayant subi des pertes comprises entre 1 et 1.50 o/o.

3^o Sociétés ayant subi des pertes comprises entre 1.50 et 2 o/o.

4^o Sociétés ayant subi des pertes supérieures à 2 o/o.

Et alors reprenant les 3 classes de l'article 25 pour les combiner avec les 4 classes de l'article 26, la Fédération applique les tarifs suivants condensés dans ces 2 tableaux :

ESPÈCE BOVINE

Catégories	1 ^{re} Classe	2 ^e Classe	3 ^e Classe	4 ^e Classe
1 ^o 80 o/o	0 80	0 90	1 20	1 50
2 ^o 60 o/o	0 60	0 70	1 »	1 30
3 ^o 40 o/o	0 40	0 50	0 80	1 10

ESPÈCE CHEVALINE

Catégories	1 ^{re} Classe	2 ^e Classe	3 ^e Classe	4 ^e Classe
1 ^o 80 o/o	1 30	1 50	1 80	2 20
2 ^o 60 o/o	1 »	1 20	1 50	1 80
3 ^o 40 o/o	0 65	0 90	1 20	1 50

Pour aider à comprendre la combinaison des deux articles 25 et 26, dont les deux tableaux ci-dessus sont la combinaison, nous allons prendre un exemple. Supposons une mutuelle qui se réassure pour 80 % et dont les prélèvements à la Départementale pendant la dernière période triennale sont tels qu'ils la font ranger dans la 3^e classe. Cette mutuelle paiera pendant la période de trois ans qui vient, une prime de réassurance générale de 1 fr. 20 % de la valeur des bovins et 1,80 % de la valeur des chevaux ou des ânes qu'elle réassure.

En ce qui concerne la réassurance spéciale des maladies contagieuses, les primes annuelles sont payées en deux fois par les mutuelles et sont calculées au début

d'un exercice pour chaque mutuelle d'après les indemnités (pour maladie contagieuse) qu'elle a reçues au cours de l'exercice précédent.

Ces primes sont 0,10 % de la valeur assurée quand les pertes de l'exercice précédent n'ont pas dépassé 0,25 % du capital assuré; 0,20 % des pertes comprises entre 0,25 et 0,50 %; 0,30 % pour les pertes supérieures à 0,50 %.

Il est spécifié qu'une mutuelle ne sera admise à se réassurer que si elle n'a pas garanti plus de 75 o/o des pertes calculées.

Deux mots maintenant du patrimoine de la « Départementale », qui comprend :

1^o La caisse de réassurance spéciale des maladies contagieuses.

2^o La caisse de réassurance générale.

Chaque caisse distingue :

1^o Ses ressources annuelles.

2^o Les fonds de réserve.

Les ressources annuelles sont formées par les primes et les droits d'entrée d'une part payés par les mutuelles affiliées ; par les intérêts des fonds placés d'autre part.

Le fonds de réserve est formé : 1^o par les subventions de l'Etat, du Département et des communes ; 2^o par les dons et legs ; 3^o par le reliquat existant à la fin de chaque année.

Il est à remarquer que les mutuelle-bétail ont, elles aussi, 2 sortes de ressources : les ressources annuelles

et le fonds de réserve, lesquels sont également constitués comme pour la « Départementale ».

Le mécanisme des mutuelles-bétail et de la « Départementale » en cas de sinistre est très simple. Supposons une bête qui meurt d'une maladie ordinaire ou d'un accident. La bête est immédiatement estimée et on fait le calcul de l'indemnité à laquelle a droit le sinistré, défalcation faite de la valeur des dépouilles de sa bête. Le chiffre de cette indemnité sera calculé d'après la valeur de la bête et le pourcentage de l'assurance, pourcentage qui ne pourra être supérieur à 75 o/o, ainsi que nous l'avons vu, si la mutuelle est affiliée à la « Départementale » :

Une fois le chiffre de l'indemnité obtenu on recherche la part contributive de la « Départementale ». Cette part s'obtient en appliquant au chiffre de l'indemnité le pourcentage de réassurance à 80 o/o, 60 o/o ou 40 o/o, suivant la catégorie à laquelle la mutuelle s'est soumise. La mutuelle elle, paiera au sinistré 20 o/o, 40 o/o ou 60 o/o de l'indemnité suivant la catégorie de réassurance.

Raisonnons sur un exemple concret. Soit une bête estimée morte 400 fr. défalcation faite des dépouilles. Le pourcentage d'assurance est 75 o/o. Le sinistré tou-

$$\text{chera } 300 \text{ francs à savoir : } \frac{400 \times 75}{100} = 300$$

Supposons maintenant que la mutuelle s'est réassu-

rée pour 60 o/o. La « Départementale » devra payer au

sinistré : $\frac{300 \times 60}{100} = 180$ fr.; et la mutuelle paiera les

300 francs en ajoutant les 120 francs qui manquent.

S'il s'agissait d'une bête morte à la suite d'une épidémie, on procéderait comme précédemment : Estimation de la bête moins les dépouilles ; calcul de l'indemnité en appliquant le pourcentage d'assurance en cas d'épidémie, puis, calcul de la part contributive de la « Départementale » d'après un pourcentage de réassurance qui, ainsi que nous l'avons vu, est de 50 o/o.

Les mutuelles et la « Départementale » paient les indemnités pour la part qui leur revient d'abord sur leurs ressources annuelles et ce n'est qu'en cas d'insuffisance de ces dernières qu'elles font appel au fonds de réserve et, en ce qui concerne la « Départementale » dans la proportion maximum des 2/3.

Nous voilà au terme de ce chapitre. En concluant il convient de souligner deux choses :

D'abord que la « Départementale » agricole-bétail de l'Allier ne s'est pas encore réassurée à la Caisse nationale, ce qui s'explique par ce fait qu'elle est de fondation toute récente.

Ensuite qu'outre que peu de mutuelles ont adhéré à la « Départementale » celles qui l'ont fait sont presque toutes de faible importance. Les grosses mutuelles comme Gannat ont estimé qu'elles n'avaient

aucun intérêt à se réassurer, leurs ressources leur paraissant suffisantes pour faire face aux éventualités.

Je ne crois pas que leur réserve tienne. Elles viendront certainement à la réassurance. Il suffit qu'une épidémie surgisse pour leur montrer par l'insuffisance de leurs ressources l'intérêt d'une réassurance.

Cette probabilité est d'autant plus plausible que l'Etat lui-même pousse à la réassurance en refusant des indemnités en cas d'épidémie aux mutuelle-bétail non réassurées.

On peut donc prévoir une époque prochaine où l'assurance mutuelle contre la mortalité du bétail comprendra les trois organismes superposés les mutuelle-bétail, la Caisse de réassurance départementale et la Caisse de réassurance nationale.

CHAPITRE I

L'ASSURANCE MUTUELLE AGRICOLE CONTRE L'INCENDIE

Historique. — Ce n'est que très tardivement que cette forme de la mutualité agricole a fait son apparition dans le Bourbonnais. La première mutuelle qui fût une mutuelle départementale n'a été créée que le 22 avril 1912 et ce n'est qu'au début de 1913 qu'on voit apparaître les mutuelles locales. Ces dernières sont encore trop récentes et trop peu nombreuses pour qu'on puisse émettre une opinion sur l'avenir qui leur est réservé. Mais il est intéressant de voir dans quelles conditions l'effort d'assurance mutuelle agricole contre l'incendie a été déclenché dans le département et d'étudier d'un peu près le mécanisme de cette assurance-mutuelle.

C'est au Conseil général du département de l'Allier que revient l'honneur d'avoir pris l'initiative de créer dans le Bourbonnais des mutuelle-incendie. Dans sa session d'août 1910 il chargea le Préfet de constituer une commission qui aurait pour mission de lui présen-

ter un rapport sur cette question. La Commission qui se composa de quelques conseillers généraux de quelques agriculteurs et des professeurs d'agriculture, dès sa première réunion en août 1911 chargea le professeur d'agriculture de Gannat (1) d'étudier un projet d'assurance mutuelle agricole à 3 degrés : mutuelle locale, mutuelle départementale et réassurance. Elle chargea en outre le Professeur départemental d'agriculture (2) d'étudier plus spécialement la réassurance.

La Commission déposa son rapport à la session d'avril 1912 et après en avoir pris connaissance le conseil général vota une subvention de 500 francs pour permettre de faire la propagande nécessaire dans le Département afin que pût se constituer l'assurance mutuelle agricole contre l'incendie. Il décida en outre d'accorder une garantie de 10.000 francs à la mutuelle départementale.»

Quelques jours après la session du Conseil général, exactement le 22 avril 1912, sur l'initiative des professeurs d'agriculture, fut fondée la départementale-agricole-incendie de l'Allier. Il peut paraître surprenant qu'on ait commencé par créer l'organisme du deuxième degré avant de commencer par ceux du premier, c'est-à-dire par les mutuelles locales. L'explication en est très simple. D'une part on voulait que la « départementale » fut prête à réassurer les « locales » quand celles-ci naîtraient et d'autre part on pensait qu'il serait utile

(1) M. Donaire.

(2) M. Dupont.

de faire faire la propagande nécessaire en vue de la constitution des « locales » par la « départementale » elle-même. Ainsi fut fait. Les dirigeants de la « départementale-agricole-incendie de l'Allier », grâce à la subvention de cinq cents francs votée par le Conseil firent préparer 4 séries de brochures, puis en envoyèrent dans toutes les communes du département un exemplaire de chaque catégorie.

Le 1^{er} type de brochure est intitulé : « Création d'une mutuelle locale ». On y donne la marche à suivre pour créer une « locale et on joint une formule type de chaque pièce à fournir.

Le 2^e type de brochure donne les indications nécessaires pour obtenir une subvention. On y trouve énumérées les pièces qu'il faut joindre à la demande, on y propose encore quelques formules.

Dans le 3^e type, sont résumés tous les renseignements indispensables pour administrer une mutuelle locale avec énonciation des registres qu'il faudra tenir, et des imprimés dont il faudra se pourvoir.

Enfin, le 4^e type s'occupe des demandes d'affiliation à la Départementale agricole incendie de l'Allier.

Ces brochures très bien rédigées et dans une forme et une couleur qui frappent l'œil contiennent tous les renseignements qui sont nécessaires pour fonder des mutuelles locales.

On ne peut savoir encore si cette publicité a été utile à la cause qu'elle voulait servir car les brochures n'ont été répandues qu'à la fin de 1912.

Il semble que oui car dès le début de 1913 des mutuelles locales ont fait leur apparition.

A l'heure actuelle il y en a 10 dans le département ; 2 dans l'arrondissement de Montluçon : Estivareilles et Domérat ; 7 dans celui de Gannat : Chouvigny, Perolles, Mazerier, Chazeil-Cintrat, Bègues, Pouézat, Charmes et 1 dans l'arrondissement de Lapalisse, à Creuzier-le-Neuf.

Ces 10 mutuelles ne groupent que 34 membres actifs mais par contre un grand nombre de membres expectants.

La 1^{re} eu date est celle d'Estivareilles qui fut créée le 29 décembre 1912 à la suite d'une conférence de M. Dupont, professeur départemental d'agriculture.

CHAPITRE II

MÉCANISME DE L'ASSURANCE MUTUELLE AGRICOLE CONTRE L'INCENDIE

Il nous reste maintenant à voir quel est le mécanisme de l'assurance mutuelle agricole contre l'incendie dans le département de l'Allier.

A la base de cette institution se trouve la mutuelle locale.

Les mutuelles locales sont toutes réalisées sur le même type, grâce à un projet de statuts imprimés par les soins de la « Départementale » et partout adopté.

C'est de ce projet de statuts que nous allons nous inspirer.

Nous y voyons qu'une mutuelle-locale devra comprendre au moins sept membres. Ces membres seront de deux sortes : les membres actifs qui s'assurent effectivement et les membres expectants. Les membres expectants sont ceux qui sont liés à une Compagnie d'assurances par une police en cours, mais qui par écrit s'engagent à s'assurer à la mutuelle-locale dès l'expiration de leur police.

A ces membres expectants on fait payer chaque année le 1/10 de ce qu'ils versent à leur assurance, mais sous promesse de le leur rendre dès qu'ils seront devenus membres actifs de la « locale ». S'ils abandonnent leur projet de s'assurer à cette dernière, ils perdent les

sommes qu'ils auront ainsi versées. Dès leur admission les membres expectants devront en outre remettre leur police au président de la Mutuelle.

La Société n'assure que les risques agricoles et viticoles ou connexes à l'agriculture qu'ils soient mobiliers ou non. Elle garantit les risques locatifs définis par les articles 1733 et 1735 du Code Civil, les risques de voisinage ou recours des voisins, les recours des locataires contre les propriétaires ou des propriétaires contre les locataires résultant d'incendie, etc,

Les polices d'assurance sont faites pour cinq ans.

Les ressources d'une mutuelle locale sont de deux sortes : Les ressources annuelles et le fonds de réserve. Les ressources annuelles se composent des cotisations et des amendes, de primes annuelles, des intérêts provenant de la société et du produit des polices et des avenants.

Le fonds de réserve que la société doit obligatoirement se constituer, est formé 1° des subventions, dons et legs de l'Etat, du département, des communes ou des particuliers, 2° des excédents de ressources annuelles.

Les statuts imposent aux mutuelles locales, de contribuer à la constitution d'un fonds commun de secours entre toutes les mutuelles affiliées à la « départementale ». Elles y contribuent pour une somme égale à la moitié des subventions qu'elles obtiennent de l'Etat.

Les statuts prévoient pour les mutuelle-locale la possibilité de se réassurer d'une partie de leurs risques à la « Départementale » à laquelle elles sont affiliées. Néanmoins elles doivent conserver pour elles-mêmes au

moins 1/10 des risques assurés. Les mutuelles locales qui se réassurent, pour payer leur réassurance à la « Départementale » prélèveront sur leurs ressources annuelles une prime proportionnelle à la part des risques qu'elles réassurent.

On peut maintenant comprendre la façon dont jouerait tout ce mécanisme en cas de sinistre.

Après détermination de l'indemnité, laquelle serait fixée dans des conditions prévues par les statuts, la mutuelle locale aurait à payer sur cette indemnité la part qui correspondrait à la portion de risques pour laquelle elle ne se serait pas réassurée. Pour payer cette part elle ferait appel d'abord à ses ressources annuelles, puis en cas d'insuffisance elle puiserait dans son fonds de réserve jusqu'à concurrence des deux tiers et enfin si celui-ci se trouvait également insuffisant pour que la somme nécessaire fût parfaite, la mutuelle pourrait recourir au fonds commun de secours, lequel lui prêterait l'argent nécessaire pour une durée qui ne pourrait dépasser 15 ans et à charge de payer un intérêt de 3 o/o.

La mutuelle départementale sur l'indemnité à payer doit fournir la part correspondant à la proportion pour laquelle la mutuelle locale s'est réassurée auprès d'elle. Elle a d'ailleurs elle aussi la faculté de se réassurer pour une partie des risques qu'elle a assumés, à la Caisse nationale de réassurance des mutuelles agricoles.

Il convient de souligner que les professeurs d'agriculture conseillent aux mutuelles locales qui se créent de limiter leur responsabilité pour chacun des incendies

qui se produisent à une somme forfaitaire : 500 fr., quitte ensuite, année par année à augmenter le chiffre de cette responsabilité. De cette façon si un sinistre important se produit dès la première années, la mutuelle locale ne voit pas d'un seul coup ses ressources s'épuiser. L'assuré n'y perd d'ailleurs rien car la « Départementale » se substitue à la mutuelle locale. Prenons un exemple ;

Supposons une mutuelle qui dès sa première année touche 100 francs de primes et 500 francs de subvention. Les 100 francs constituent ses ressources annuelles et les 500 francs son fonds de réserve. Si cette mutuelle s'est réassurée pour les $9/10$ de ses risques, elle verse à la Départementale comme prime de réassurance les $9/10$ de ses ressources annuelles, soit : $\frac{100 \times 9}{10} = 90$.

En outre elle versera au fonds de secours commun la moitié de ses subventions dons et legs soit : $500 : 2 = 250$
En définitive elle possède donc les ressources annuelles, 10 fr., et le fonds de réserve, 250 fr.

Supposons maintenant qu'un de ses assurés soit sinistré et subisse une perte de 10.000 francs. La mutuelle locale est responsable du $1/10$, mais comme elle a limité sa responsabilité à 500 fr., elle ne verse au sinistré que cette somme, le surplus, soit 9.500 fr. étant supporté par la « Départementale ».

La mutuelle locale doit payer 500 fr. au sinistré mais son encaisse ne se monte qu'à $10 \times 250 = 260$ fr.

De plus, sur cette somme, elle ne peut disposer que de ses ressources annuelles, c'est-à-dire 10 fr. et des $\frac{2}{3}$

de son fonds de réserve soit : $\frac{250 \times 2}{3} = 166$ francs 66

ce qui fait en tout 176 fr. 66. Pour parfaire les 500 francs qu'elle doit payer au sinistré il lui manque $500 - 176 \text{ fr } 66 = 323 \text{ fr. } 44$. C'est alors qu'elle s'adresse au fonds commun de secours qui lui prête cette somme.

Et il lui reste en caisse une somme de 83 fr. 34.

CHAPITRE III

AVANTAGES DES MUTUELLE-INCENDIE

On peut se demander quels avantages les assurés peuvent retirer des mutuelle-incendie. Ces avantages sont de plusieurs sortes. Le plus important est évidemment l'économie qu'ils réalisent sur les primes qu'ils ont à payer. Cette économie tient d'abord à ce fait que les frais généraux des mutuelle-incendie sont à peu près nuls. S'adressant à un public restreint sur un territoire lui-même restreint, elles ne sont pas astreintes à la vaste et coûteuse publicité des grandes compagnies d'assurances. La publicité se fait par les quelques brochures dont nous avons parlé et surtout par les conférences que les professeurs d'agriculture font dans les communes où ils veulent créer des « locales ».

Puis le personnel des Cies d'assurances avec sa hiérarchie nombreuse et coûteuse n'est nullement nécessaire. Des hommes de bonne volonté, et il n'en manque jamais, suffisent pour assurer gratuitement et convenablement la marche régulière des mutuelles.

En outre pas de dividende à verser aux actionnaires, pour cette bonne raison qu'il n'y a pas d'actionnaires.

Et comme enfin les mutuelle-incendie sont dispensées des impôts très élevés auxquels sont astreints les Compagnies d'assurance, impôts qui atteignent jusqu'à 12 et 15 o/o de la valeur des primes versées à ces compagnies, on conçoit facilement dès lors de quelles économies on peut faire bénéficier les assurés.

Dès les débuts de leur création les mutuelles locales ont pris comme base le tarif de la mutuelle de l'Allier société d'assurances mutuelles existant dans le département et dont le tarif était déjà inférieur à celui des grandes compagnies d'assurances. Au tarif de la mutuelle de l'Allier elles font subir simultanément une première réduction de 10 pour cent qui correspond à l'économie réalisée sur l'ensemble des frais généraux; puis une deuxième réduction de 15 o/o qui elle correspond à la dispense de l'impôt dont elles bénéficient. Ainsi donc du premier coup au moment même où elles déburent, les mutuelle-incendie prennent à leurs assurés 25 % de moins que la mutuelle de l'Allier qui elle prend déjà moins cher que les grandes compagnies d'assurances. M. Dupont, le professeur d'agriculture, caressé d'ailleurs l'espoir de diminuer encore le tarif que les mutuelles imposent à l'heure actuelle à leurs assurés. Si cela ne se fait pas de suite, c'est parce qu'il importe auparavant de se constituer un fonds de réserve important pour parer aux éventualités.

Les assurés trouvent encore dans les mutuelle-

incendie un avantage considérable qui découle de l'esprit qui a présidé à leur création. Il ne faut pas oublier en effet que ces mutuelles sont créées dans l'intérêt des assurés, tandis que les Compagnies d'assurances sont créées dans l'intérêt de leurs actionnaires. Dès lors les conséquences en sont les suivantes :

D'abord les contrats d'assurances sont rédigés au mieux des intérêts des assurés en tenant juste compte de la nécessité qu'il y a de ne pas compromettre l'existence même de la mutuelle. Dès lors pas de contrat léonin.

D'autre part, en cas de sinistre les assurés sont sûrs de ne pas trouver pour l'estimation et pour le règlement des indemnités qui leur sont accordées, toutes les difficultés que les Compagnies d'assurances soucieuses de leurs intérêts bien plus que de leurs obligations s'efforcent de leur susciter. Et quand on songe que cette pratique des Compagnies d'assurances s'adresse à des paysans souvent illettrés, en tous cas peu rompus aux affaires et par conséquent faciles à duper, on voit l'intérêt qu'il y a pour ces derniers à s'adresser à des mutuelles locales, à la gestion et à l'existence desquelles ils contribuent dans une certaine mesure et près desquelles ils sont sûrs de rencontrer la bonne foi dont ils ont besoin.

La création des mutuelle-locale a été l'objet d'une guerre acharnée de la part des agents des Compagnies d'assurances. Cela s'explique facilement. Le développement de l'assurance mutuelle agricole contre l'incendie

risque s'il se généralise de porter un grave préjudice aux Compagnies d'assurances. Par contrecoup les agents de ces Compagnies sont eux-mêmes cruellement atteints parce que leur chiffre d'affaires se trouve diminué d'autant. Et cette incidence dont ils sont victimes est d'autant plus pénible aux agents d'assurances que le portefeuille dont ils disposent est leur œuvre en ce sens que c'est à leurs frais et par des efforts souvent considérables qu'ils ont réussi à le créer tel qu'il est. Situation particulière évidemment très intéressante, mais qui doit s'incliner devant l'intérêt général.

Quoi qu'il en soit, les agents d'assurances ont combattu passionnément l'institution des mutuelle-incendie. A une conférence qui fut faite à Estivareilles, par le professeur départemental d'agriculture (1), pour créer la mutuelle locale, plusieurs agents d'assurances vinrent en automobile. Aucun ne tenta de pénétrer dans le lieu de la réunion pour y produire une controverse, mais par une fenêtre entr'ouverte, ils jetèrent dans la salle des monceaux de papillons de papier sur lesquels se trouvaient imprimés des attaques violentes contre les mutuelle-incendie. Le principal argument dont ils se servaient dans les campagnes pour provoquer et combattre ces dernières était que l'Etat les avait favorisées parce qu'il espérait par là suite si elles réussissaient mettre la main sur leurs capitaux et réaliser ainsi sans douleur le monopole des assurances à son profit.

(1) M. Dupont.

Cette campagne pour ardente qu'elle ait été ne paraît pas avoir donnée à ceux qui l'ont poursuivie, les résultats qu'ils en espéraient, puisqu'en sept ou huit mois, 10 mutuelles locales ont été créées et que d'autres sont en voie de préparation.

TITRE III

Les sociétés de Crédit agricole

Le Crédit agricole qui a été provoqué et organisé en France par une série de lois comprend : le crédit à court terme et le crédit à long terme. Le premier a pour but de permettre aux cultivateurs momentanément gênés de se procurer le crédit dont ils ont besoin pour faire face à certaines dépenses urgentes. L'argent ainsi emprunté doit être remboursé dans un temps relativement court.

Le crédit à long terme doit au contraire permettre de confier aux cultivateurs des sommes généralement plus élevées que dans le premier cas et pour un temps beaucoup plus long.

Le crédit agricole constitué donc une institution très intéressante et qui peut rendre de grands services à l'agriculture. Par elle, les cultivateurs capables de fournir des garanties de solvabilité suffisantes, sont sûrs de toujours trouver du crédit et de le trouver moyen-

nant un intérêt bien inférieur à celui auxquels ils sont habitués à emprunter.

Nous allons étudier comment l'institution du crédit agricole est née dans le département, comment elle a été organisée et à quels résultats elle a abouti. Nous verrons ainsi, si le but du législateur a été atteint..

CHAPITRE I

LE DÉVELOPPEMENT DU CRÉDIT AGRICOLE DANS LE DÉPARTEMENT

Historique. — Vers 1905, comme nous l'avons déjà vu, le promoteur des syndicats de métayers (1) eut l'idée de fonder une caisse de crédit agricole à court terme annexe du syndicat de Bourbon-l'Archambault. A cette époque il existait bien 2 caisses dans le département, une à Cressanges et une à Meillard ; mais elles ne fonctionnaient que sur le papier.

En 1904 le syndicat de Bourbon-l'Archambault résolut de faire œuvre de coopération. On se rappelle qu'il avait obtenu d'un fournisseur un prix de faveur pour les syndiqués.

La tentative ne donna pas de bons résultats puisque le fournisseur et les syndiqués s'en plaignirent très vivement. Il fallait aviser ailleurs. D'où l'idée de créer un entrepôt où on déposerait les marchandises dont les syndiqués pourraient avoir besoin et près desquels ces derniers viendraient s'approvisionner à volonté. Mal-

(1) Miché Bernard.

heureusement pour réaliser cette idée il fallait de l'argent et le syndicat n'en avait pas. Le professeur départemental d'agriculture conseilla au jeune secrétaire du syndicat de créer une caisse locale de crédit agricole à court terme à Bourbon; afin que le syndicat put emprunter auprès d'elle l'argent dont il aurait besoin. Ainsi fut fait le 5 mars 1905. Mais une fois cette caisse créée il fallut de toute nécessité l'affilier à une caisse régionale, car le crédit agricole nous le verrons plus loin ne peut fonctionner que par le jeu de ces deux institutions superposées : la caisse locale et la caisse régionale. Or il n'y avait pas de caisse régionale dans le département. Comme il y en avait une à Bourges, on chercha à lui affilier la caisse nouvellement fondée. L'affiliation fut refusée par les dirigeants de la régionale de Bourges, effrayés de l'esprit qui animait le syndicat de Bourbon-l'Archambault et du mouvement des métayers.

C'est alors qu'il fut décidé qu'une caisse régionale serait créée à Moulins.

La réalisation de ce projet fut des plus pénibles. Pour fonder une caisse de crédit agricole on sait qu'il faut un certain capital social dont les actions auront été préalablement souscrites par les actionnaires et acquittées dans une proportion qui ne peut être inférieure à un quart.

Il fallait trouver des actionnaires. Le professeur départemental d'agriculture se mit en campagne avec ardeur. Il s'adressa d'abord à ceux que la création d'une institution de crédit agricole pouvait plus

particulièrement intéresser : les propriétaires et les fermiers généraux. Presque tous l'éconduisirent. Les uns parce qu'ils étaient effrayés du développement des syndicats de métayers et que tout ce qui de près ou de loin pouvait revêtir le caractère et la forme d'une association agricole leur répugnait comme devant être nécessairement animé d'un esprit révolutionnaire. Les autres répondaient en apparence très justement que dans un pays de métayage comme l'Allier point n'était nécessaire de créer une institution de crédit agricole ; qu'en effet les fermiers généraux, les propriétaires associés en quelque sorte des métayers, par conséquent intéressés à la plus grande productivité des domaines ne refusaient jamais leurs capitaux à leurs métayers dont ils étaient de tous temps les banquiers naturels.

Réponse qui n'était juste qu'en apparence, car si d'une façon générale il est exact que les fermiers généraux et les propriétaires consentent souvent des avances à leurs métayers pour les besoins de la culture, il n'en est pas de même pour les besoins personnels de ces derniers lorsque ceux-ci se trouvent momentanément gênés.

Quoiqu'il en soit, l'échec fut à peu près complet auprès des propriétaires et des fermiers généraux.

Nullement découragé, le professeur départemental d'agriculture dirigea ses efforts d'un autre côté. Il fit appel à des étrangers à l'agriculture, aux hommes politiques du département, à des commerçants, à des instituteurs, etc., et après de nombreux efforts, il réussit à

faire souscrire *entièrement* le capital social de la caisse régionale de crédit agricole qu'il prêméditait. La caisse régionale fut fondée en septembre 1905 et définitivement constituée le 1^{er} décembre 1905. Le capital initial était 12.000 fr. dont 5.200 fr. furent immédiatement versés par les souscripteurs.

Il était prévu dans les statuts de la caisse régionale qu'avant le jour de la répartition, les 2/3 des parts qui étaient de 100 fr. chacune, seraient réservées aux caisses locales pour qu'elles puissent souscrire à volonté. Cette prévision n'a pu se réaliser, qu'en ce qui concerne la caisse de Bourbon-l'Archambault qui se trouvait la seule existante.

Le 12 mars 1906, l'Etat accorde à la caisse régionale une première avance de 18.000 fr. grâce à laquelle on put immédiatement commencer à consentir des prêts.

Mais il convient dès maintenant de bien préciser que ces prêts n'étaient tous que des prêts à court terme, car l'institution des prêts à long terme n'a été créée que beaucoup plus tard, en 1910 pour ne commencer à fonctionner qu'en 1912.

Immédiatement après la caisse régionale une caisse locale fut créée à Montluçon, exactement le 25 novembre 1905.

Elle prit le nom de « Caisse Montluçonnaise de crédit agricole mutuel ». Cette caisse fut créée au capital de 10.000 francs et les parts d'action furent fixées à 20 francs. Le capital social fut souscrit en quinze jours ce qui montre que le professeur d'agriculture de l'arrondisse-

ment éprouva moins de difficultés que son collègue de Moulins. Il faut dire que les syndicats agricoles de Montluçon n'étaient pas aussi inquiétants pour les propriétaires que dans l'arrondissement de Moulins et que dès lors les souscripteurs des actions n'avaient pas et ne pouvaient pas avoir les mêmes raisons de combattre ou même de se désintéresser des sociétés de crédit agricole même annexes des syndicats de même nature. Le quart du capital souscrit fut immédiatement versé soit 2.500 francs et la caisse par l'intermédiaire de la « régionale » put de suite fonctionner.

Les professeurs d'agriculture du département se livrèrent alors à une propagande très active par le moyen de conférences, de brochures et d'articles de journaux pour développer les sociétés locales de crédit agricole et pour répandre l'usage des prêts. Il faut faire à ce point de vue cependant une exception partielle pour Montluçon où le professeur d'agriculture ne chercha en aucune façon à multiplier les locales. Il part en ce qui concerne le crédit agricole d'un point de vue différent de celui du professeur départemental. Ce dernier cherche à créer le plus de locales possibles pour plusieurs raisons. D'abord parce que la multiplicité des locales permet de mieux faire connaître l'institution du crédit agricole et d'en assurer la diffusion plus complète en la rapprochant du paysan.

Ensuite parce que les locales qui ont chacune un capital social, souscrivent grâce à ce capital social un certain nombre de parts de la « Régionale » et obligent

ainsi celle-ci à augmenter son capital social, lui permettant d'obtenir de l'Etat des subventions plus considérables.

Le professeur d'agriculture de Montluçon, au contraire, n'a voulu au début créer qu'une locale à Montluçon, et la faire la plus forte possible. Il estime qu'il est difficile de trouver dans les petites communes des hommes suffisamment compétents et dévoués pour gérer utilement des caisses de crédit. Créer trop tôt et en trop grand nombre des locales, c'est vouer certaines d'entre elles à un échec, soit parce que leurs administrateurs seraient incapables soit parce que ces caisses seraient trop faibles et ne pourraient vivre, ce qui en définitive risquerait de porter un coup funeste au crédit agricole. Quand avec le temps une certaine éducation se sera produite dans la masse des agriculteurs, alors il sera temps de songer à créer des locales. Cette opinion, au point de vue syndical, a reçu un démenti dans l'arrondissement de Gannat, mais il faut reconnaître que les raisons ne sont pas absolument les mêmes et que celles du professeur de Montluçon sont impressionnantes.

Dès lors, par suite de cette divergence très amicale d'opinion entre les professeurs d'agriculture, il en résulte que les locales se sont développées presque uniquement dans les arrondissements de Gannat, de Moulins et de Lapalisse, alors qu'à Montluçon, en dehors de celle de 1905, il ne s'en est créé qu'à Domérat, L'Eteillon et Treignat et encore ces dernières sont toutes

nouvelles. Soulignons cependant que deux caisses sont en voie de création dans cet arrondissement, à Courgais et à Viplaix.

La caisse de Domérat mérite une mention à part parce qu'elle fut constituée d'une façon très originale et tout à fait intéressante. A la suite d'un orage la grêle avait dévasté une partie du vignoble de Domérat ; une indemnité fut accordée à la commune pour dédommager les victimes. Le maire qui est un administrateur remarquable et qui jouit d'une grande autorité dans sa commune réunit les bénéficiaires de l'indemnité. Il leur fit un petit discours pour montrer combien était faible l'indemnité que chacun d'eux touchait et combien elle était insuffisante pour réparer le dommage qu'ils avaient effectivement subi. Il leur conseilla pour tirer le meilleur parti possible de cette petite indemnité de constituer immédiatement une société de crédit agricole et d'employer leur indemnité à acheter des parts d'action dans cette société. Son conseil fut suivi sur le champ et à l'heure actuelle la caisse de Domérat est en pleine prospérité, puisqu'à la dernière réunion du conseil d'administration de la régionale elle possédait 106 des parts d'actions de cette dernière, c'est-à-dire presque autant que la caisse de Montluçon.

A l'heure actuelle il y a dans le département de l'Allier 32 caisses de crédit agricole.

Il avait été inscrit dans les statuts de la Régionale que son capital social pourrait être augmenté mais que

les 2/3 de chaque augmentation jusqu'à la répartition pourraient être souscrits par les locales.

Il a été fait un très large usage de cette double faculté. Au 31 janvier 1913 en effet, les parts souscrites auprès de la caisse régionale étaient de 613, ce qui représente un capital souscrit de 61.300 fr. A la réunion de l'assemblée générale de cette caisse et à la même date, 17 caisses locales étaient présentes, 3 étaient représentées et ces 20 caisses possédaient 406 parts d'action contre 20 appartenant à des membres individuels présents ou représentés. Si l'on songe en outre qu'à cette même date les avances de l'Etat à la Caisse régionale atteignaient 200.000 francs on voit que le crédit à court terme s'est développé très sérieusement en 7 ans. Alors que le capital social de la Régionale au début de 1906 était de 12.000 francs, il est maintenant de 61.300 francs et alors que les avances de l'Etat n'étaient à cette époque que de 18.000 francs, elles sont maintenant de 200.000 francs. Et enfin alors qu'il n'y avait que 2 caisses locales il y en a maintenant 32.

Il convient ici même de réserver un développement très court au crédit à long terme.

Les professeurs d'agriculture l'ont longtemps laissé de côté. Ils ont pensé très justement qu'il convenait d'abord de créer et d'organiser le crédit à court terme dont les organes et le mécanisme pouvaient être ultérieurement utilisés lorsqu'on voudrait par la suite pratiquer le crédit à long terme.

En 1910 quelque temps après le décret du 26 mars

de la même année sur le crédit agricole à long terme, la caisse régionale de Moulins sur l'initiative du professeur départemental d'agriculture adopta un projet de règlement intérieur spécial aux prêts individuels à long terme que conformément aux prescriptions du décret précité elle fit approuver par le ministre de l'agriculture.

Le gouvernement fit à la Caisse régionale une avance de 50.000 francs et dès lors le crédit à long terme put être pratiqué.

Il était inutile de créer un organisme spécial. Comme on l'avait prévu, les caisses locales et la caisse régionale, créées pour le crédit à court terme, pouvaient servir pour le crédit à long terme, suivant un mécanisme et des règles posés dans le règlement intérieur.

L'année 1911 se passa sans que personne vint solliciter un prêt ; l'institution du crédit à long terme, n'étant pas encore suffisamment connue. En 1912, par contre, les emprunteurs furent nombreux, tellement que les 50.000 fr. avancés par l'Etat furent rapidement absorbés et qu'à l'heure actuelle, faute de disponibilités, le crédit à long terme se trouve momentanément suspendu.

Telle est l'histoire très modeste du crédit à long terme dans notre département. Nous en étudierons le mécanisme dans un chapitre prochain.

Il m'apparaît impossible de conclure ce chapitre sans esquisser les difficultés tout à fait particulières et originales dont les professeurs d'agriculture durent

triompher pour assurer le succès du crédit agricole dans l'Allier. Ils eurent moins de peine, pour surprenant que cela paraisse, à créer les caisses de crédit agricole qu'à amener les paysans à en user.

On sait que le paysan est d'un naturel méfiant. Toute institution nouvelle choque son esprit routinier, heurte ses habitudes et il faut un certain temps avant qu'il se familiarise avec elle. Il était inévitable que le crédit agricole lui parut suspect. L'Etat mettait de l'argent à sa disposition moyennant un intérêt réduit, c'était bizarre et avant d'en user il convenait d'être prudent, de bien étudier l'affaire pour voir si elle ne cachait pas des surprises.

Il faut dire pour l'excuse de nos paysans qu'ils ont été trompés si souvent par des individus ou des sociétés qui se présentaient à eux sous des dehors séduisants, qu'à l'heure actuelle il est bien naturel qu'ils se méfient lorsqu'ils se trouvent en présence d'une institution avantageuse, presque trop avantageuse.

Il fallut donc que les professeurs d'agriculture luttent contre la méfiance des paysans. Il fallut aussi et surtout qu'ils luttent contre un sentiment bien plus grave encore en l'occurrence : l'amour-propre.

Il s'est créé dans nos campagnes un préjugé très enraciné qui pousse à voir dans l'homme qui emprunte, un homme ruiné, à bout de ressources, un homme qui ne sait pas faire ses affaires.

Le paysan n'aime pas emprunter parce qu'il est obligé de faire connaître sa situation à celui auquel il emprunte,

de lui donner des garanties qui le fixent sur l'état de ses ressources. Parce qu'aussi il craint que le bruit de son emprunt se répande ce qui risque de créer dans l'esprit de ceux qui le connaissent un préjugé défavorable sur sa situation de fortune. C'est si vrai que le paysan qui veut emprunter se cache de ses voisins, souvent va la nuit chez son créancier éventuel et à mots couverts sous le sceau du secret lui confie ses besoins et ses espoirs.

Or les caisses de crédit agricole présentent ce défaut capital à la campagne, de ne pouvoir garder complètement le secret de l'emprunt. Nous verrons plus tard qu'elles exigent des cautions, qu'elles s'entourent de renseignements. Cela crée une publicité autour du prêt et c'est ce que le paysan ne veut pas.

Il a donc fallu, pour amener les cultivateurs à puiser dans les caisses de crédit agricole, faire tomber leur prévention contre la publicité d'un emprunt ; leur montrer par des exemples que loin d'être un indice de ruine et de désordre, l'emprunt intelligemment fait, pouvait être une source de bénéfices élevés et par la même, la preuve d'un esprit ordonné et sérieux.

Le dévoué professeur d'agriculture de Montluçon s'y prit habilement pour parvenir à ce résultat. Il s'entendit avec quelques gros propriétaires bien connus dans la région. Ceux-ci vinrent ostensiblement emprunter à la caisse bien qu'ils n'eussent aucun besoin de crédit et à travers les campagnes ils firent connaître leur emprunt, l'usage qu'ils en voulaient faire et le bénéfice qu'ils en espéraient tirer. L'un de ces emprunteurs

bénévoles, gros propriétaire des environs de Montluçon, emprunta une certaine somme à la caisse locale de cette ville, acheta des porcs, les éleva, puis les revendit avec bénéfice. Et alors il publia son emprunt, auprès de tous ses métayers, leur fit connaître l'opération qu'il venait d'effectuer et les bénéfices qu'il avait récupérés, puis il leur dit : « Je n'avais pas besoin d'argent, seulement j'ai profité de ce que la caisse prête à un taux relativement bas pour lui emprunter ; cela m'a permis de placer mon argent à moi dans de meilleures conditions. »

De pareils exemples ont peu à peu convaincu les paysans. Du moment que leurs propriétaires empruntaient et même empruntaient sans besoin pressant, c'est que cette opération était admissible et qu'on pouvait sans scrupules en cas de nécessité l'effectuer pour son compte. Ainsi sont tombées les préventions du début et aujourd'hui on peut affirmer que sans trop d'hésitation les paysans recourent au crédit agricole lorsqu'ils en éprouvent le besoin.

CHAPITRE II

COMMENT SONT ORGANISÉES LES CAISSES DE CRÉDIT AGRICOLE

PARAGRAPHE I

Caisse régionale. — Au sommet de l'institution du crédit agricole se trouve la caisse régionale dont le siège social est à Moulins.

Nous avons vu que son capital social primitivement fixé à 12.000 francs a été par bonds successifs porté au 2 février 1913 à 61.300 francs. Ce capital a été divisé en parts d'actions de chacune 110 francs. Au début de la formation de cette caisse, ces parts furent souscrites par diverses personnes la plupart étrangères à l'agriculture qu'on a appelées des souscripteurs individuels. Au fur et à mesure que les caisses locales se sont développées elles ont souscrit à leur tour des parts d'action et pour pouvoir permettre à toutes les caisses fondées de devenir actionnaires de la caisse régionale on a augmenté le capital social d'où sa progression rapide. Au début on ne fit verser que le quart du capital social, parce qu'on cherchait à placer les actions en plus grand nombre possible. Maintenant que le crédit agricole est florissant et que la caisse régionale n'est plus en peine de placer ses actions elle fait verser le capital total qui est souscrit

par les nouveaux actionnaires et elle s'occupe même de faire libérer les actions précédemment souscrites.

Lors de la réunion de l'assemblée générale du 31 janvier 1913 sur un capital souscrit de 61,300 fr., 7.039 francs 30 seulement n'avaient pas encore été libérés.

La responsabilité des actionnaires est limitée au capital qu'ils ont souscrit.

Les opérations auxquelles peut se livrer la caisse régionale sont définies par l'article 16 des statuts. Ces opérations consistent :

1° Dans l'escompte des effets souscrits par les membres des sociétés locales de crédit agricole mutuel de la circonscription et endossés par ces sociétés.

2° A faire aux sociétés locales des avances pour la constitution d'un fonds de roulement.

3° Recevoir des dépôts en comptes courants avec ou sans intérêts, émettre des bons dont le total ne peut excéder les 3/4 en portefeuille.

4° Faire réescompter son portefeuille.

5° Placer les fonds momentanément inutilisés.

6° Contrôler les opérations des caisses locales de crédit agricole mutuel qui lui sont affiliées.

La caisse régionale a à sa tête un conseil d'administration qui comprend de 6 à 12 membres et qui élit son bureau. Chaque année au cours des trois premiers mois a lieu la réunion de l'assemblée générale formée de tous les sociétaires en possession de leurs parts depuis un mois. Chaque sociétaire n'a droit qu'à une voix quel que soit le nombre de parts qu'il possède ; il peut se

faire représenter par un autre sociétaire muni d'un mandat écrit. Pour qu'une délibération de l'assemblée générale soit valable il faut que le quart des sociétaires et que le quart du capital social soient représentés.

Il peut y avoir des assemblées générales extraordinaires, notamment pour délibérer sur des modifications aux statuts et pour se prononcer sur la dissolution de la Société.

L'assemblée générale ordinaire fixe annuellement l'intérêt des parts et elle statue sur les exclusions et les remboursements. Elle détermine les versements qu'il y a lieu d'effectuer pour constituer un fonds de réserve, elle vérifie les comptes de l'année et décide s'il y a lieu d'augmenter le capital.

Enfin les statuts prévoient la constitution d'un fonds de réserve; à cet effet on emploie les trois quarts au moins des bénéfices nets qui seront réalisés par la caisse régionale.

Les caisses locales

Elles ont été créées sur le même type que les caisses régionales et leur organisation n'en diffère que par quelques points.

Le capital des caisses locales varie suivant ces caisses. Les parts sont nominatives et de 20 francs. Un quart seulement a été souscrit à l'origine de leur constitution, mais d'une façon générale on tend à faire libérer totalement les parts souscrites.

Les caisses locales possèdent un conseil d'administration qui comprend un nombre de membres variable avec les caisses. Ce conseil d'administration joue le même rôle que dans la caisse régionale.

Nous trouvons également des assemblées générales ordinaires et extraordinaires, les premières se tenant annuellement, les secondes suivant les circonstances et en particulier quand le capital social est réduit aux $\frac{2}{3}$. Les membres de l'assemblée générale sont convoqués et admis aux mêmes conditions que ceux de la caisse régionale, et les règles observées par cette dernière pour la formation du quorum et la validité des délibérations sont également observées par les caisses locales.

Par contre, les opérations des caisses locales sont différentes de celles de la caisse régionale. Ces opérations consistent à :

1° Consentir des prêts aux sociétaires, aux syndicats et aux coopératives agricoles sous certaines garanties et à condition que l'emprunt ait un but et un caractère strictement agricoles.

2° Garantir les opérations agricoles des syndicats, coopératives et sociétaires.

3° Escompter leurs effets ayant une cause agricole.

4° Faire réescompter ces effets par une caisse régionale après les avoir endossés.

5° Se charger des paiements et recouvrements à faire pour le compte des sociétaires.

6° Recevoir des dépôts de fonds en comptes courants.

7° Contracter des emprunts nécessaires à la constitution et à l'augmentation des fonds de roulement.

8. Placer les fonds momentanément inutilisés.

J'ajoute enfin que toutes les caisses locales prévoient la constitution d'un fonds de réserve par l'affectation dans ce but d'une partie des bénéfices qu'elles réalisent sur les opérations d'une année.

Dès maintenant nous pouvons avoir une idée du rôle que les caisses locales d'une part, la caisse régionale d'autre part vont jouer dans le fonctionnement du crédit agricole.

Nous savons que les caisses locales sont toutes actionnaires de la Régionale. D'ailleurs en fait, leur capital social est presque uniquement composé des parts souscrites par elles, du capital social de la Régionale. Nous savons aussi que la caisse régionale centralise les avances de l'Etat et que ces avances sont d'autant plus fortes que son capital social est lui-même plus fort. On peut donc dire qu'en définitive c'est la caisse régionale qui détient presque toutes les ressources, presque toutes les disponibilités du crédit agricole et nous verrons qu'elle met ses ressources à la disposition des caisses locales.

Les caisses locales centralisent les demandes de crédit, les réunissent, les solutionnent, puis se font avancer si besoin est, par la régionale, l'argent qu'elles sont décidées à prêter. Cet argent elles peuvent d'abord le prendre sur leur fonds de roulement. Celui-ci épuisé elles font appel à la caisse régionale dans la mesure où

elles sont créancières de cette dernière grâce aux parts de l'actif social de la Régionale qu'elles ont souscrites. Enfin, leur droit de créance épuisé elles peuvent encore emprunter à la régionale sur les avances de l'Etat que celle-ci détient. Dans ce dernier cas on dit que la « Caisse Régionale » fait des avances aux caisses locales. Les sommes que la caisse régionale peut mettre à la disposition des caisses locales s'élèvent à quatre fois le montant du capital social souscrit près d'elle par les Caisses locales.

Ajoutons que les caisses locales veillent sous leur responsabilité personnelle au remboursement des prêts qu'elles ont consentis.

Nous allons examiner dans le chapitre suivant le mécanisme du crédit à court terme.

CHAPITRE III

MÉCANISME DU CRÉDIT AGRICOLE A COURT TERME

Une première question se pose : A qui les caisses régionales peuvent-elles consentir des prêts à court terme ?

La règle a été posée que seuls pourraient faire appel au crédit agricole à court terme : les actionnaires, les syndicats agricoles et les coopératives agricoles.

Au début les actionnaires ont peu profité de cette faculté de bénéficier du crédit agricole. Ils étaient peu nombreux et la plupart d'entre-eux ainsi qu'on l'a vu étaient étrangers à l'agriculture et n'avaient souscrit que pour encourager l'institution de crédit agricole. Peu à peu les caisses se sont multipliées, le crédit s'est diffusé et à l'heure actuelle les prêts individuels sont considérables et forment la presque totalité des prêts consentis.

Les prêts collectifs consentis aux syndicats ou aux coopératives ont été au nombre de 10 en 1912. Presque tous ont été employés à faire des achats d'engrais ou de semences pour le compte des syndiqués et permettre

ainsi de réaliser les achats en commun aux meilleures conditions. A citer cependant que le syndicat de drainage de Gannat a emprunté pour payer des travaux déjà exécutés.

Comme il eût été dur de priver du crédit à court terme les paysans dans les communes desquels n'existait aucune caisse, on a admis que ceux qui le désiraient pourraient adhérer à une caisse déjà existante dans une autre commune.

Il convient de préciser que les emprunts près des caisses de crédit agricole ne peuvent être faits qu'en vue d'un usage purement agricole : achat d'engrais, de semences, d'instruments aratoires etc.

Un membre d'une caisse de crédit qui voudrait emprunter près de cette dernière pour les besoins de son industrie, si cette industrie n'est pas agricole, serait éconduit. Cette décision est d'ailleurs conforme au texte et à l'esprit des lois sur le crédit agricole.

Il ne suffit pas pour qu'une caisse locale consente un prêt, qu'on soit actionnaire de la dite caisse, il faut en outre l'appui de certaines garanties pour le remboursement de l'emprunt qu'on veut contracter. A cet égard, voici la procédure qu'emploient les caisses locales pour éviter les clients insolvable. Elles imposent à ceux qui veulent leur emprunter, de les prévenir huit jours à l'avance, et de leur faire parvenir un billet revêtu de leur signature et, en outre, de celle d'une caution sérieuse. La caisse régionale n'exige une caution que pour une somme supérieure à 400 francs. En fait, et c'est leur intérêt,

les « locales » n'usent pas de cette faculté ; elles demandent toujours une caution quelle que soit la somme empruntée. Par ce billet, les emprunteurs se reconnaissent débiteurs à la caisse d'une somme égale à celle qu'ils veulent lui emprunter. Dès réception de la lettre et du billet, la caisse intéressée procède de suite à une enquête sérieuse sur la moralité et sur la solvabilité de son correspondant. Cette enquête se fait le plus discrètement possible pour parer aux susceptibilités paysannes que nous avons déjà énoncées. La caisse veille surtout à bien faire vérifier l'authenticité de la caution car certains emprunteurs peu scrupuleux n'ayant pas trouvé de garants avaient froidement imité la signature d'une personne notoirement solvable. Si les résultats de l'enquête sont favorables à l'emprunteur, on lui écrit de passer tel jour fixé à la caisse pour percevoir la somme que cette dernière consent à lui confier et dans l'intervalle le billet est envoyé à la caisse régionale qui renvoie l'argent demandé moins l'intérêt qu'elle perçoit pour le prêt. Elle conserve le billet car c'est elle qui centralise toute la comptabilité. La responsabilité de la caisse locale n'est pas une responsabilité purement platonique. L'Assemblée générale de la caisse régionale réunie le 31 janvier 1913 a refusé de faire grâce à la caisse de Cusset d'une somme de 375 francs prêtée par cette dernière à un fermier devenu insolvable...

L'argent est prêté pour trois mois, mais avec faculté pour l'emprunteur de pouvoir à l'expiration de ce délai se faire consentir un nouveau prêt en renouvelant son

billet. Il suffit de prévenir huit jours à l'avance. Mais la faculté de renouveler un billet n'est pas sans limites ; après trois renouvellements successifs il faut rembourser. Le remboursement du billet peut être total ou partiel et dans ce dernier cas le remboursement se fait par dixièmes, tous les trois mois. Chaque fois qu'un emprunteur demande un renouvellement ou procède à un remboursement partiel il doit payer d'avance l'intérêt de la somme qu'il détient pour la nouvelle période de trois mois. Le taux de cet intérêt est fixé par la caisse régionale. Il est variable et calculé sur le taux d'escomptes de la banque de France. Nous verrons tout à l'heure pourquoi. Cet intérêt en 1913 est de 5 o/o.

On a critiqué quelque peu ce taux de 5 o/o qui a été trouvé souvent trop élevé et cela d'autant plus que l'Etat met gratuitement son argent à la disposition des caisses de crédit agricole. Il convient de remarquer avant d'apprécier aussi sévèrement le chiffre de ce taux que ce chiffre est bien moins élevé que celui auquel les paysans étaient contraints d'emprunter quand ils trouvaient à le faire avant l'institution des caisses de crédit ; qu'en outre le crédit agricole est une institution extrêmement souple, par conséquent favorable au paysan, en ce sens qu'elle lui accorde des facilités de renouvellement et de remboursement qu'il ne rencontre nulle part ailleurs. Enfin et surtout il faut songer que ce taux de 5 o/o correspond à une nécessité.

En effet les avances que l'Etat consent à la caisse Régionale en vue du crédit à court terme sont mises à

la disposition de cette caisse par le moyen de la Banque de France. La Banque de France, et c'est là une des charges de son privilège, doit escompter les billets souscrits par les emprunteurs à court terme jusqu'à concurrence de l'épuisement des avances que l'Etat met à la disposition de la caisse Régionale.

Elle prélève naturellement sur l'opération qu'elle effectue un escompte qui constitue son bénéfice et qui varie suivant les époques ; et c'est précisément cet escompte qui majore considérablement l'intérêt des prêts à court terme.

Pour escompter un billet la banque de France exige trois signatures. Les billets qui lui sont présentés à l'escompte par la caisse Régionale portent quatre signatures : celles de l'emprunteur et de sa caution et celles de la caisse locale intéressée et de la caisse régionale.

Il apparaît que l'intérêt prélevé pour un intérêt à court terme doit être plus élevé que l'escompte de la Banque de France de façon que les caisses puissent trouver dans l'opération du crédit agricole un certain bénéfice qui leur servira à payer leurs frais généraux et à constituer un fonds de réserve. Les 5 o/o d'intérêt s'expliquent de cette façon : 4 o/o vont à la Banque de France ; 0 fr. 75 o/o vont à la caisse régionale et 0 fr. 25 à la caisse locale qui a consenti le prêt. On a ainsi la justification de cet intérêt trouvé généralement si élevé. On a aussi l'explication de la mobilité de cet intérêt, mobilité qui tient à la mobilité du taux des escomptes de la Banque de France, lesquels dans la seule année

1912 ont été successivement de 3.50, 3, 3.50 et enfin 4 o/o.

Par ce rapide exposé on voit les services que le crédit agricole peut rendre à l'agriculture. Par le jeu des renouvellements et des remboursements partiels il constitue une institution de crédit très souple qui s'adapte parfaitement aux besoins des paysans ; par le taux peu élevé de l'intérêt prélevé sur les emprunteurs, il s'adapte en outre à leurs moyens.

Il convient enfin de souligner que dans la pratique nos professeurs d'agriculture ont fait jouer avec une souplesse insoupçonnée cette institution de crédit agricole à court terme déjà très souple par elle-même. Le paysan est négligent dans ses affaires ; il aime conserver par devers lui le plus longtemps possible l'argent qu'il détient même quand cet argent n'est pas le sien. Il aime le crédit même quand il peut payer comptant. Dès lors ses remboursements partiels ou totaux près des caisses de crédit ne sont pas toujours exacts soit qu'il oublie faute d'ordre dans ses affaires, soit qu'une échéance survienne à un moment où il est gêné. Eh bien ! les professeurs d'agriculture se sont adaptés parfaitement à ces inexactitudes volontaires ou involontaires des paysans. Ils savent faire preuve de patience, donner du temps à un emprunteur sérieux, insister avec fermeté mais sans colère pour obtenir un remboursement, accepter des acomptes quand l'emprunteur inexact mais gêné fait preuve de bonne volonté et ainsi clopin-clopant parviennent toujours sans jamais recourir à la justice à rentrer dans les avances de leurs caisses.

CHAPITRE IV

DÉPENSES ET RESSOURCES DES CAISSES DE CRÉDIT AGRICOLE

Nous allons étudier brièvement dans ce chapitre, quelles sont les dépenses auxquelles les caisses de crédit agricole sont astreintes et par quelles ressources elles y font face.

Les dépenses de la caisse régionale sont assez élevées. Elle doit tout d'abord compter avec des frais généraux relativement considérables : 1.072 fr. 70 en 1912, dans lesquels ne sont pas compris 645 francs de gratifications diverses. Ces frais généraux sont absorbés par la correspondance, par les distributions de brochures dans un but de diffusion du Crédit agricole, par le paiement d'un comptable destiné à venir en aide au professeur départemental d'agriculture qui est secrétaire-trésorier de la caisse, par l'envoi de délégués aux congrès mutualistes, etc.

En second lieu vient l'intérêt que chaque année la caisse régionale doit servir à ses actionnaires, intérêt qui est de 3 % pour les souscripteurs individuels et de 3,50 % pour les caisses locales. Le chiffre des intérêts payés en 1912 est de 1.583 fr. 85 pour les caisses locales et de 226 fr. 20 pour les membres individuels, chiffre qui

pour un capital souscrit de 61.300 francs correspond à un capital libéré de 54.260 fr. 70.

Enfin nous avons vu que la caisse régionale fait escompter à la Banque de France des billets souscrits à son bénéfice par ses emprunteurs. Le taux de ces escomptes a été variable en 1912 puisqu'il a été successivement de 3.50, 3, 3.50 et enfin 4 o/o. Les sommes versées à la Banque de France sous forme d'escompte, ont été importantes en 1912, car 1138 billets ont été réescomptés près de la banque, représentant un capital de 507.465 francs.

Pour faire face à toutes ces dépenses, la caisse régionale compte sur les ressources suivantes : D'abord l'intérêt qu'elle prélève sur les sommes par elles prêtées, intérêt dont le taux est à l'heure actuelle 5 o/o.

Cet intérêt ne constitue pas dans tous les cas un bénéfice net pour la caisse régionale parce qu'il faut sur ce 5 o/o retrancher le 4 o/o d'escompte que la banque de France prélève sur tous les billets qu'on lui fait réescompter. Dès lors chaque fois qu'un billet est réescompté par la banque de France l'argent dont il est la garantie ne rapporte en définitive que 1 o/o à la caisse régionale duquel il faut encore retrancher 0,25 o/o qui sont destinés à la caisse locale intéressée. En 1912 les sommes prêtées ont rapporté net 3.384 fr. 41.

La caisse régionale perçoit en outre un intérêt pour les sommes qu'elle dépose en compte-courant dans une banque. Ces sommes sont constituées soit par le fonds de réserve de la caisse, soit par l'argent dont cette der-

nière dispose momentanément à la suite de remboursements complets ou partiels. Les sommes placées en comptes-courants à la banque de France par la caisse régionale ont produit en 1912 un intérêt de 4.844 fr. 08. Il est intéressant de faire remarquer que la caisse régionale cherche à décider les agriculteurs disposant de certaines avances à les placer en comptes-courants chez elle moyennant un petit intérêt, et pour encourager les locales à provoquer les paysans à le faire, elle offre à ces caisses de n'escompter qu'à 3 % les billets à elles souscrits par leurs emprunteurs et cela quelque soit le taux d'escompte de la banque de France) à condition que le montant des dépôts en comptes-courants de ces caisses locales soit assez élevé pour couvrir la valeur totale de leurs effets non échus passés à la caisse régionale. A l'heure actuelle les sommes ainsi placées en comptes courants près de la régionale s'élèvent à 25.000 fr. et trois caisses locales sont à même de profiter de l'avantage précité.

Enfin il convient d'ajouter que depuis 1912 la caisse régionale tire une autre source de revenus des prêts à long terme à l'occasion desquels est perçu un intérêt de 1,50 % ; ces prêts ont produit l'an dernier 107 fr. 73.

Si maintenant nous additionnons le produit des différents chefs de ressources de la caisse régionale pour l'année 1912 nous parvenons à un chiffre de 8.336 fr. 16, soit : $3.384 + 4.844,02 + 107,73 = 8.336 \text{ fr. } 16$ Ces 8.336 fr. 16 une fois défalquée une somme de 1.072 fr. 70 destinée à payer, les frais généraux donnent

7.263 fr. 36 qui constituent les bénéfices bruts suivant l'expression du procès-verbal de l'assemblée générale du 31 janvier 1913.

Avec ces 7.263 fr. 36, la caisse régionale a fait face aux diverses dépenses que nous avons énumérées : 1° 1583 fr. 85 représentant les intérêts à 3,50 o/o dus aux caisses locales ; 2° 226 fr. 20 représentant les intérêts à 3 o/o dus aux souscripteurs individuels ; 3° 645 francs formés par les gratifications de diverses sortes accordées par le conseil d'administration. La balance, entre ces dépenses et les bénéfices, soit 4808 fr. 35 donne ce qu'on pourrait appeler les bénéfices nets réalisés par la caisse régionale dans l'année.

Voyons à quoi ces bénéfices nets ont été employés.

Sur la proposition du conseil d'administration, l'assemblée générale du 31 janvier 1913 a distrait des bénéfices nets la somme de 108 fr. 75 représentant à peu près les intérêts rapportés en 1912 par les prêts à long terme pour constituer un fonds de réserve spécial à ces derniers prêts.

Sur proposition provenant de la même initiative une somme de 3.525 fr. 58 soit les trois quarts des bénéfices nets a été conformément à l'article 3 de la loi du 5 novembre 1894 affectée à la constitution d'un fonds de réserve spécial aux prêts à court terme.

Et le reste soit 1.175 francs a été attribué en ristourne aux caisses locales.

Par ces quelques chiffres ainsi détaillés on a pu

pénétrer un peu plus complètement le mécanisme de la caisse régionale.

Les caisses locales ont comme la caisse régionale un budget qu'il leur faut équilibrer et comme elle, elles ont un fonds de réserve à constituer afin de pouvoir supporter sans disparaître l'insolvabilité toujours possible d'un emprunteur.

Dans leurs dépenses entre d'abord l'intérêt qu'elles doivent verser aux souscripteurs de leur capital social ; entrent ensuite les frais généraux auxquels il leur faut faire face et qui sont parfois très élevés comme c'est le cas pour la caisse de Montluçon qui comprenant à l'heure actuelle 320 membres et ayant en 1911 réalisé un chiffre d'affaires de 383.485 francs a dû adjoindre un aide au professeur d'agriculture qui la dirige.

Leurs ressources sont constituées : 1° par l'intérêt de 3.50 o/o qui leur est payé par la caisse régionale pour les parts du capital social qu'elles ont souscrites ; 2° par l'intérêt des prêts qu'elles consentent grâce à la partie de leur capital social qu'elles n'ont pas employé à acheter des parts d'action de la régionale ; 3° par l'intérêt des sommes momentanément disponibles qu'elles déposent en compte-courant, soit chez la régionale, soit dans une banque ; 4° par les ristournes que leur verse la régionale, ainsi que nous l'avons vu un peu plus haut ; 5° par l'intérêt de 0 fr. 25 qu'elles touchent pour les sommes qui sont prêtées par leur intermédiaire et sous leur responsabilité par la caisse Régionale.

La balance entre les ressources et les dépenses des

caisses locales donne le montant des bénéfices nets qu'elles ont réalisés dans l'année. Ces bénéfices sont employés par les caisses locales, d'une part, à augmenter leur capital social, d'autre part, dans la proportion des $\frac{3}{4}$ à constituer leur fonds de réserve.

Et maintenant pour se faire une idée précise du développement réalisé par le crédit agricole dans le département de l'Allier depuis sa fondation nous allons étudier sa progression année par année.

Nous verrons que la progression du nombre des prêts et des sommes qu'ils représentaient a été extrêmement rapide et que cette rapidité s'est fait sentir surtout pendant les dernières années, à ce point que de 1910 à 1911 le chiffre des affaires a été presque doublé : Nous verrons également qu'en 1912 la progression pour manifeste qu'elle a été a cependant subi un certain ralentissement, un certain fléchissement par rapport à l'année précédente.

Mais l'assemblée générale de la caisse régionale réunie le 31 janvier 1913 ne s'en est pas inquiétée. Elle a expliqué ce phénomène purement accidentel, en partie par l'excellence des récoltes agricoles de l'année qui avait diminué le besoin de crédit et en partie par les variations excessives du taux d'escompte de la banque pendant l'année, qui déroutent les administrateurs des petites locales encore peu familiers avec de pareils phénomènes.

En présence de ces résultats obtenus après des efforts qui pour avoir été très sérieux, ne sont cependant éche-

lonnés que sur une période de 7 années, il est facile de comprendre le légitime et naturel optimisme par lequel les administrateurs de la caisse régionale lors de la dernière assemblée générale ont affirmé leur confiance en l'avenir du crédit agricole.

RELEVÉ SOMMAIRE DES OPÉRATIONS DE 1906

1° *Prêts effectués (non compris les renouvellements)*

	NOMBRE	VALEUR GLOBALE
Effets en portefeuille	9	3.950 »
— en banque.....	21	10.150 »
— remboursés	10	3.150 «
Totaux.....	40	17.250 »

2° *Bilan*

Actif :

Espèces en caisse	144 25	
Effets en portefeuille	3.950 »	
Dépôt de titres à la Banque de France	22.358 25	
Avance de timbres d'effets aux Commu-		
nes locales.....	2 60	
Partie du capital non versée.....	8.580 »	
Intérêts non échus.....	221 50	35.256 60

Passif :

Capital.....	16.600 «	
Avances de l'Etat.....	18.000 »	
Bénéfices nets de l'exercice 1906.....	34.600 «	35.256 60

Du montant des bénéfices il y a à déduire :

1° Intérêts à 3 o/o des parts sociales souscrites par les souscripteurs in- dividuels.....	106 50	
2° Intérêts à 4 o/o pour les parts sous- crites par les caisses locales affiliées	144 10	
3° Gratification au concierge de l'Hôtel- de-Ville pour l'occupation de la salle de réunions.....	20 «	270 60
Reste, somme à répartir.....		386 »

*Les intérêts des parts sociales sont payables immédiatement par les soins
du Secrétaire-Trésorier.*

RELEVÉ SOMMAIRE DES OPÉRATIONS

	1906		1907		1908	
	Nombre	Valeur globale	Nombre	Valeur globale	Nombre	Valeur globale
Effets escomptés..	40	17.250 »	97	51.236 »	157	87.107 50
Effets renouvelés..	32	13.950 »	130	56.000 »	239	127.715 »
Ensemble.....	72	31.200 »	227	157.236 »	396	214.822 50
Effets réescomptés à la Banque de France.....	49	21.200 »	163	78.750 »	335	176.907 50
Effets en portefeuille au 31 décembre..	9	3.950 »	32	16.200 »	58	33.840 »
Remboursements..						
» totaux..	10	3.150 »	57	26.636 »	104	42.227 50
» parties			19	2.700 »	55	11.050 »
Ensemble.....	18	3.150 »	76	29.336 »	156	53.277 50

BILAN

ACTIF		PASSIF	
Espèces en caisse...	100 11	Capital.....	32.100 »
Effets en portefeuille.	33.840 »	Avances de l'Etat....	95.000 »
Titres déposés à la Banque de France... 86.076 »	86.864 75	Fonds de réserve.....	1.000 »
Dépréciation sur lesdits		Intérêts s/ parts socia- les en 1907.....	4 »
par rapport au prix d'achat 788 75)		Banque de France, Comptes d'avances.	15.150 »
Partie du capital non versée	7.915 »		143.254 »
Avances à la C. L. de de Gannat (fonds de roulement)....	1.626 93	Bénéfices nets de l'exercice 1908.....	2.785 46
Intérêts non échus..	542 67		146.039 46
Banque de France, compte de rées- compte	15.150 »		
	146.039 46		
Des bénéfices nets			2.785 46
Il y a lieu de déduire : 1° Intérêts à 3,50 o/o pour les parts des caisses locales. 543 55			
2° Intérêts à 3 o/o pour les parts individuelles..... 182 95			726 50
Reste à répartir			2.058 96

RELEVÉ SOMMAIRE DES OPÉRATIONS DE 1908

	NOMBRE	VALEUR GLOBALE
Effets escomptés.....	157	87.107 50
Effets renouvelés.....	239	126.715 »
Ensemble.....	396	214.832 50
Remboursements :		
Totaux.....	104	42.227 50
Partiels.....	55	11.050 »
Ensemble.....	159	53.277 50
Effets réescomptés à la Ban-		
que de France.....	335	176.907 50
Effets en portefeuille.....	58	33.840 »

BILAN

ACTIF		PASSIF	
Espèces en caisse....	100 11	Capital.....	32.100 »
Effets en portefeuille..	33.840 »	Avances de l'Etat.....	95.000 »
Titres déposés à la Ban-		Fonds de réserve.....	1.000 »
que de France. 86.076 »		Intérêts s/ parts socia-	
Dépréciation sur les		les en 1907.....	400 »
dits par rapport à leur		Banque de France. —	
prix d'achat.. 788 75	86.864 75	Compte d'avances....	15.150 »
Partie du capital non			
versée.....	7.915 »		143.254 »
Avance pour fonds de			
roulement.....	1.626 93	Bénéfices nets de 1908.	2.785 46
Intérêts non échus....	542 67		
Banque de France. —			
Compte de réescompte.	15.150 »		
	146.039 46		146.039 46

RÉPARTITION DES BÉNÉFICES DE L'EXERCICE 1908

Intérêts à 3,50 % pour les parts souscrites par les caisses locales	543 55
Intérêts à 3 % pour les parts individuelles.	182 95
Gratification au concierge de la Mairie de Moulins	20 »
Indemnité au secrétaire-trésorier p ^r la tenue de la comptabilité.	540 »
	1.286 50

Le Conseil d'Administration propose à l'Assemblée générale :

- 1° D'attribuer en ristourne aux Caisses locales, pour être versé à leur fonds de réserve 1/3 des escomptes versés par chacune d'elles pour l'exercice 1908: 491 40
 - 2° De verser le solde au fonds de réserve de la Caisse régionale. 1.007 56
- 2.785 46

RELEVÉ SOMMAIRE DES OPÉRATIONS DE 1909

Escomptes :	NOMBRE	VALEUR GLOBALE
Effets escomptés.....	153	86.840 »
Effets renouvelés.....	352	205.240 »
Ensemble.....	<u>505</u>	<u>292.080 »</u>
Remboursements :		
Totaux.....	143	65.870 »
Partiels.....	66	13.760 »
Ensemble.....	<u>209</u>	<u>79.620 »</u>

BILAN

ACTIF	PASSIF
Espèces en caisse.... 780 12	Capital..... 32.700 »
Effets en portefeuille. 35.850 »	Avances de l'Etat.... 95.009 »
Partie du capital non versée..... 8.015 45	Banque de France. — Comptes d'avances 21.150 »
Avances aux Caisses locales pour fonds de roulement..... 1.648 »	Intérêts dus sur les parts sociales..... 23 30
Balance des comptes d'escompte des Caisses locales.... 131 68	Fonds de réserve..... 2.081 89
Titres déposés à la Banque de France. 87.854 »	Fluctuations de valeurs diverses, plus-value sur nos titres en dépôt à la Banque de France. 1.410 »
Intérêts non échus... 562 »	Ristourne aux locales. 2 85
Banque de France. — Compte de rées-compte..... 21.150 »	Total..... 152.369 »
155.991 59	Bénéfices nets de l'exercice 1909.... 3.622 55
	155.991 59

RÉPARTITION DES BÉNÉFICES DE L'EXERCICE 1909

Intérêts à 3.50 o/o sur les parts souscrites par les Caisses locales.....	636 45
Intérêts à 3 o/o sur les parts individuelles.....	192 50
Gratification au concierge de la mairie de Moulins.....	20 »
Indemnité au secrétaire-trésorier pour la tenue de la comptabilité.....	600 »
Total.....	1.417 95
Le Conseil d'administration propose à l'assemblée générale:	
1° d'attribuer en ristourne aux Caisses locales, pour être versé à leur fonds de réserve, 1/3 des escomptes payés par chacune d'elles pour l'exercice 1909.....	710 70
2° de verser au fonds de réserve de la Caisse régionale.....	1.463 90
Total, égal au montant des bénéfices de 1909....	3.622 55

RELEVÉ SOMMAIRE DES OPÉRATIONS DE 1910

		Augmentations par rapport à 1909	
1° Escomptes :	NOMBRE	VALEUR GLOBALE	NOMBRE VALEUR GLOBALE
Effets escomptés..	254	147.635 »	101 60.795 »
Effets renouvelés .	566	300.855 »	214 95.615 »
Ensemble.....	820	458.490 »	315 156.410 »
2° Remboursements			
<i>partiels :</i>			
Totaux.....	101	13.745 »	35 -4.015 »
Ensemble.....	121	67.710 »	-22 1.840 »
Ensemble.....	222	81.455 »	13 -2.175 »
3° Effets réescomptés à la Banque	519	301.225 »	102 66.340 »
4° Effets en portefeuille.....	125	73.255 »	66 37.405 »

BILAN

ACTIF	PASSIF
Espèces en caisse..... 124,68	Capital..... 38.500 »
Effets en portefeuille... 73.255 »	Avances de l'Etat..... 124.000 »
Souscriptions..... 7.197,05	Caisses locales, comptes d'escompte..... 402,13
Caisses locales. Comptes d'avances..... 1.648 »	Banque de France, avances..... 46.230 »
Caisses locales. Comptes d'escompte..... 2.386,61	Dépôts en comptes courants..... 875 »
Valeurs diverses en dépôt à la Banque..... 85.141,25	Intérêts dus aux parts sociales..... 16,50
Intérêts non échus..... 285,19	Fonds de réserve..... 3.555,29
Fluctuations de valeurs diverses..... 1.303 »	<u>212.578,92</u>
Banque de France; réescompte..... 46.230 »	Bénéfices de 1910..... 3.991,86
<u>217.570,70</u>	<u>217.570,78</u>

RÉPARTITION DES BÉNÉFICES DE 1910
(Propositions du Conseil d'Administration)

Intérêts à 3,50 o/o sur les parts souscrites par les caisses locales.....	795,33
Intérêts à 3 o/o sur les parts sociales individuelles.....	224,05
Urenne au facteur des femmes.....	5 »
Gratification au concierge de l'Hôtel de ville de Moulins.....	20 »
Indemnité au Secrétaire-trésorier pour sa gestion.....	600 »
Total.....	1.644,38
Ristourne aux Caisses locales. Maximum permis par l'art 3 de la loi du 5 novembre 1894, 1/4 des bénéfices nets.....	586,89
Versement au fonds de réserve, quotité obligatoire, art. 3 de la loi du 5 novembre 1894, 3/4 des bénéfices nets.....	1.760,59
Total.....	3.991,85

RELEVÉ SOMMAIRE DES OPÉRATIONS DE 1911

	NOMBRE	Valeur Globale
Entrée :		
Effets escomptés	420	192.969 »
Effets renouvelés	1.023	459.978 »
Ensemble	<u>1.443</u>	<u>652.028 »</u>
Sortie :		
Effets réescomptés à la Banque de France	986	467.250 »
» payés	97	29.870 »
» renvoyés aux locales après renouveaulement	275	132.858 »
Ensemble	<u>1.348</u>	<u>629.968 »</u>
Effets en portefeuille	223	96.214 »

BILAN

ACTIF		PASSIF	
Espèces en caisse....	769 09	Capital	54.400 »
Effets en portefeuille..	96.214 »	Avances de l'Etat (loi de 1899).....	172.000 »
Titres en dépôt à la Banque de France..	148.198 50	Avances de l'Etat (loi de 1910).....	25.000 »
Dépréciation sur lesdits par rapport à leurs prix d'achat..	2.895 34	Intérêts arriérés sous parts sociales.....	41 80
Partie du capital non versée.....	7.172 90	Banque de France, Compte d'avances..	69.730 »
Avances pour fonds de roulement.....	1.640 »	Dépôts en comptes-courants	2.019 52
Intérêts non échus....	1.730 62	Caisses locales, solde créditeur.....	34 53
Caisse locale, solde débiteur.....	2.512 75	Fonds de réserve.....	5.465 78
Banque de France, compte de réescomp ^e	73.730 »	Total.....	<u>328.752 64</u>
Total.....	<u>334.871 26</u>	Bénéfices bruts de 1911.	6.118 62
			<u>334.871 27</u>

Des bénéfices bruts se montant à..... 6.118 62

Il y a lieu de déduire :

1 ^o Intérêts à 3,50 o/o pour les parts des Caisses locales.....	1.244 92	
2 ^o Intérêts à 3 o/o pour les parts individuelles. .	223 95	1.468 87
Bénéfices à répartir		<u>4.649 75</u>

RELEVÉ SOMMAIRE DES OPÉRATIONS DE 1912

1° <i>Escomptes</i>		
Entrée :	NOMBRE	VALEUR GLOBALE
Effets escomptés	369	179.500
Effets renouvelés	1221	500.085
Ensemble.....	<u>1.590</u>	<u>679.685</u>
Sortie :		
Effets réescomptés à la Banque de France.....	1.138	507.465
Effets payés.....	124	35.624
Effets retournés aux Locales après renouvellement.....	265	104.805
Ensemble.....	<u>1.527</u>	<u>647.954</u>
Effets en portefeuille	<u>273</u>	<u>127.845</u>
2° <i>Prêts à long terme</i>		
Prêts réalisés.....	11	29.050
Prêts accordés mais pas encore réalisés	4	14.300
Ensemble.....	<u>15</u>	<u>43.350</u>

BILAN

ACTIF		PASSIF	
Espèces en caisse....	44 16	Capital.....	61.300 »
Effets en portefeuille. 127.845 »		Avances de l'Etat (loi de 1899).....	200.000 »
Effets en dépôts à la Banque de France. 161.253 75		Avances de l'Etat (loi de 1910).....	50.000 »
Dépréciation sur les dits par rapport à leur prix d'achat... 9.375 09		Intérêts dus sur parts sociales.....	79 52
Partie du capital non versée.....	7.039 30	Dépôts en comptes courants.....	18.294 18
Avances aux locales pour fonds de remboursement.....	1.648 »	Banque de France. — Compte d'avances. —	40.410 »
Caisses locales, solde débiteur.....	2.416 24	Caisses locales, solde créditeur.....	807 83
Intérêts non échus... 1.139 84		Fonds de réserve.....	8.508 54
Banque de France. — Compte de réescompte.....	47.210 »		<u>379.400 07</u>
Emprunteurs à longs termes.....	28.192 05	Bénéfices bruts de 1912	7.263 »
	<u>386.663 43</u>		<u>386.663 43</u>
Répartition des bénéfices bruts se montant à.....			7.263 36
Il y a lieu de déduire :			
1° Intérêts à 3,50 o/o dus aux caisses locales...	1.583 85		
2° Intérêts à 3 o/o sur parts individuelles.....	226 20		
3° Gratifications votées par le Conseil d'Administration.....	645 »		
4° Intérêts produits par les prêts à long terme et affectés à la constitution d'un fonds de réserve spécial aux prêts à long terme.....	107 73		2.562 18
Bénéfices nets à répartir par l'Assemblée générale			<u>4.700 58</u>

CHAPITRE V

CRÉDIT A LONG TERME

Nous avons vu que l'institution de ce crédit est toute récente puisque créée en 1911 c'est en 1912 seulement que furent sollicités les premiers emprunts.

Nous savons également que les organes dont on se sert pour pratiquer le crédit à court terme : caisse locale et caisse régionale servent encore pour le crédit à long terme. Etudions le mécanisme de ce dernier :

Pour pouvoir emprunter à long terme près d'une caisse de crédit il faut de même que pour emprunter à court terme : être actionnaire de la Caisse, ou être un Syndicat ou une Coopérative agricoles.

Il faut encore, suivant la volonté du législateur, faire de cet emprunt un usage agricole et foncier, c'est-à-dire l'employer, soit à l'achat d'une propriété foncière agricole, soit à son amélioration, et à cet effet les statuts du règlement intérieur relatif aux prêts à long terme exigent de celui qui sollicite un prêt l'indication de l'usage précis auquel il le destine.

Lorsqu'une personne vient solliciter un prêt à long

terme, elle doit s'adresser à une des caisses locales qui consentent à s'occuper d'un tel crédit, car toutes n'acceptent pas de le faire à cause des responsabilités que cela entraîne et du peu de bénéfice qu'elles en tirent. La caisse sollicitée, ne pourra d'ailleurs consentir un prêt qu'à deux conditions : d'abord (article 2 du règlement intérieur précité) qu'elle aie encore une durée prévue d'au moins 20 ans, afin qu'elle puisse garantir la caisse régionale du remboursement du prêt pendant toute la durée de ce dernier, durée qui ne peut excéder quinze années ; ensuite (article 31 du même règlement) qu'elle n'aie pas épuisé le crédit dont elle dispose sur la caisse régionale et qui dans les débuts ne pourra excéder ; 8.000 francs, plus le double des parts du capital souscrit par elle à la caisse régionale.

Avant de transmettre une demande de prêt dont elle est l'objet, la caisse locale doit s'entourer de renseignements très circonstanciés et très complets sur la solvabilité du solliciteur et sur la réalité et la valeur des garanties qu'il offre de fournir.

L'article 3 stipule en effet que l'emprunteur devra établir sa demande de prêt sur des bulletins spéciaux donnant les indications suivantes :

Noms et prénoms de l'emprunteur.

Sa profession.

Son état civil.

Son adresse exacte.

Le montant de la somme qu'il désire emprunter et la durée de l'emprunt.

Le détail des garanties proposées ; l'indication précise des immeubles sur lesquels une hypothèque est offerte et la valeur de ces immeubles.

Des indications détaillées sur le motif de l'emprunt et sur sa destination.

L'emprunteur devra fournir en outre les pièces suivantes :

1° Les actes de propriété en sa personne et en celle de ses auteurs.

2° Le relevé cadastral de ses propriétés.

3° La cote de ses contributions de l'année courante ou de l'année précédente.

4° Un certificat de non-inscription délivré par le conservateur des hypothèques de l'arrondissement.

5° Une attestation qu'il a ou non l'intention de convertir son exploitation en bien de famille insaisissable.

6° La justification que sa femme ne s'oppose pas à l'emprunt et qu'elle signera l'acte d'obligation hypothécaire et abandonnera son privilège d'hypothèque légale.

8° La justification qu'il a rempli ou non des fonctions comportant hypothèque légale.

9° La justification des moyens permettant le remboursement du prêt et des ressources sur lesquelles le débiteur compte pour se libérer.

Munie de ces renseignements et de ces pièces la caisse locale constitue un dossier qu'elle fait parvenir à la caisse régionale dans les deux premiers mois d'un trimestre, avec un avis qui engage sa responsabilité envers

cette dernière et qui est donné sous forme d'extrait de délibération du Conseil d'administration. Si la caisse régionale consent un prêt, l'emprunteur en est informé par la caisse locale.

Le prêt ne sera jamais supérieur à 60 o/o de la valeur des prés et des terres labourables et à 40 o/o de la valeur des propriétés bâties ainsi que des vignes, des bois et autres propriétés dont le revenu provient de plantations.

A défaut d'une hypothèque comme dans le cas où l'exploitation qui fait l'objet du prêt a été convertie en bien de famille insaisissable, d'autres garanties peuvent être admises par la caisse régionale par exemple une assurance contre le décès ou une assurance mixte.

Les prêts à long terme ne sont pas consentis gratuitement bien que l'Etat les prête sans intérêt. La caisse régionale de Moulins exige un intérêt de 2 o/o, destiné à lui permettre de couvrir ses frais généraux et de réaliser un fonds de réserve pour le crédit à long terme. Sur ces 2 o/o d'intérêt elle ne retient d'ailleurs que 1,50 o/o et elle abandonne le reste, soit 0,50 o/o à la caisse locale qui s'est entremise pour le prêt.

Les prêts sont nous l'avons vu consentis pour une durée de 15 ans. Mais le remboursement ne se fait pas tout d'un coup au cours de la 15^e année. Il se fait par amortissement progressif sous forme d'annuités égales comprenant à la fois l'intérêt du capital dû et l'amortissement d'une partie de ce capital. Ces annuités seront déterminées par un tableau signé de l'emprunteur qui une fois sa signature donnée ne pourra arguer de son

ignorance. Les annuités seront payées au plus tard le 15 décembre de chaque année entre les mains de deux administrateurs de la caisse locale qui s'est entremise et contre une quittance portant leurs deux signatures. Une annuité tardivement payée entraîne le paiement supplémentaire d'un intérêt de 5 % qui court du jour de l'échéance. Dans la réalité les caisses ont prévu des tempéraments à la rigueur de cette règle. Elles admettent l'article 24 du règlement intérieur que sur avis favorable du conseil d'administration d'une caisse locale, la caisse régionale pourra autoriser un emprunteur à retarder le paiement d'une ou plusieurs annuités pendant une ou plusieurs années. Mais les intérêts du capital d'amortissement compris dans ces annuités continueront à courir.

Par contre, faculté est laissée aux emprunteurs de se libérer complètement et par anticipation s'ils le jugent à propos.

Des sanctions ont été prévues contre ceux qui ont obtenu un prêt à long terme. Ces sanctions qui se résument dans la cessation des avances déjà commencées et dans l'exigibilité immédiate des sommes prêtées sont appliquées dans plusieurs cas énumérés par l'article 27 du règlement intérieur. Parmi ces cas prévus il convient de citer : 1° celui où l'emprunteur cesserait de faire valoir directement ou indirectement son exploitation agricole ; 2° celui où les fonds ne seraient pas employés conformément à leur destination ; 3° Le non paiement de deux annuités consécutives d'amortissement ou d'intérêt ; 4° Le décès de l'emprunteur sauf

à sa veuve ou à ses héritiers à continuer l'exploitation agricole mais avec l'assentiment de la caisse locale intéressée.

Enfin il convient de préciser que la perte d'une somme prêtée à long terme est supportée à la fois par la caisse locale et par la caisse régionale dans la proportion de 1/4 pour la première et de 3/4 pour la seconde, c'est-à-dire dans la proportion exacte suivant laquelle est réparti l'intérêt de 2 o/o perçu pour un prêt.

Nous avons vu que le crédit à long terme organisé dès 1911 n'avait commencé à fonctionner que vers 1912, l'année 1911 s'étant entièrement passée sans qu'aucun prêt ait été sollicité. Il fallait bien aux paysans le temps de s'habituer à l'institution nouvelle dont on venait de les gratifier. Dès 1912 leurs préventions tombent ; les avantages du crédit à long terme leur apparaissent et dès lors les solliciteurs vont venir nombreux : onze prêts sont accordés et réalisés représentant une somme de 29.050 francs ; quatre autres sont accordés par le conseil d'administration, mais non encore réalisés, atteignant une somme de 14.300 francs. Enfin en janvier 1913 le Conseil d'administration de la caisse régionale a accordé en principe trois nouveaux prêts s'élevant ensemble à 9.000 francs, si bien qu'à l'heure actuelle les 50.000 francs d'avances accordés par l'Etat à la caisse régionale pour les prêts à long terme sont complètement épuisés et dépassés d'une somme de 2.300 francs. Il en résulte que le crédit à long terme dans l'Allier se trouve momentanément paralysé et peut-être pour long-

temps faute d'un capital suffisant pour consentir tous les emprunts sollicités.

Le crédit à long terme ne me paraît pas appelé à un très brillant avenir. Il porte en lui des germes de faiblesse qui l'empêchent forcément de prétendre à un grand développement. Il suffit pour s'en rendre compte de le comparer au crédit à court terme.

Remarquons tout d'abord que le crédit à long terme dispose de ressources bien moins considérables que le crédit à court terme. Les avances de l'État qui en matière de crédit agricole constituent la principale fortune des caisses de crédit ne sont qu'au plus le double du capital social de la caisse régionale pour le crédit à long terme alors qu'elles peuvent atteindre le quadruple de ce même capital pour le crédit à court terme. C'est ainsi que dans l'Allier les avances de l'État n'ont été que de 50.000 fr. pour le premier type de crédit alors qu'elles sont de 200.000 fr. pour le second.

On sait d'autre part que le capital d'une caisse régionale ne permet des prêts à long terme ou à court terme que jusqu'à concurrence de son épuisement. Or la partie du capital d'une caisse régionale réservée aux prêts à long terme est rapidement épuisée et peu de prêts suffisent pour l'absorber. 18 prêts ont suffi à cette tâche pour disposer d'un capital de 50.000 francs dans le département de l'Allier. Cela tient à l'importance des prêts consentis. Au contraire les prêts à court terme sont généralement peu élevés et comme la partie du capital d'une caisse régionale à eux réservée est par suite des

plus fortes avances de l'État, relativement considérable, il en résulte qu'un bien plus grand nombre de prêts peuvent être faits. C'est ainsi que pour un capital de 261.000 francs il a été fait en 1912 dans l'Allier 369 prêts à court terme, 1221 renouvellements et réescompté 1138 billets près de la Banque de France.

Il convient de souligner que quand le capital destiné aux prêts à long terme est épuisé il lui faut un long temps pour se reconstituer à cause même de la durée des prêts. Si une nouvelle avance de l'Etat n'intervient pas il faudra attendre un an, deux ans que le paiement des annuités permette de créer une disponibilité qui rende possible un ou plusieurs prêts. De là pour l'emprunteur, une incertitude quant à la possibilité d'un emprunt en même temps que pour une caisse l'impossibilité de pouvoir en tous temps consentir un prêt urgent.

Enfin si la possibilité de prêter à long terme est limitée, celle d'emprunter à court terme l'est également. En effet avec le crédit à court terme on ne demande comme garantie à l'emprunteur qu'un billet et une caution, deux conditions que tout homme sérieux peut réaliser facilement. Pour les prêts à long terme on demande une première hypothèque et comme les agriculteurs n'ont pas tous une propriété foncière et que dans le cas où ils l'ont, cette dernière n'est pas toujours vierge de gage hypothécaire ; on voit que le champ des emprunteurs éventuels se trouve strictement limité. Et j'imagine que ce sont justement ceux qui sont les plus intéressants socialement parlant à encourager qui

se trouvent écartés délibérément du crédit à long terme. Le crédit agricole a été créé pour procurer des avances aux cultivateurs et servir ainsi aux intérêts de l'agriculture. Mais il a été créé aussi pour remédier à la dépopulation des campagnes. Dans l'esprit du législateur il devait permettre au paysan de pouvoir acquérir un champ, faire construire une maison ; on pensait assez sagement que devenu propriétaire le paysan éprouverait une plus grande répugnance à fuir la campagne pour la ville. Or par une décision contradictoire à ce désir on impose comme condition d'un prêt à long terme une 1^{re} hypothèque ; on écarte donc d'avance et délibérément d'un tel prêt celui qui n'a rien.

Sans doute pour ceux qui obtiennent des prêts à long terme ce genre de crédit est éminemment favorable. L'intérêt de 2 o/o est insignifiant et les conditions de remboursement sont particulièrement avantageuses. Mais le nombre de ces privilégiés est trop peu élevé à cause de l'insuffisance des capitaux destinés au crédit à long terme, de leur rapide épuisement et de leur lente reconstitution pour qu'on puisse considérer l'institution du crédit à long terme, comme très utile et d'un grand avenir.

Vu : le Président de Thèse,
A. SOUCHON.

Vu : Le Doyen,
LARNAUDE.

Vu et permis d'imprimer :
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris.
L. LIARD.

BIBLIOGRAPHIE

Les Syndicats ouvriers dans l'agriculture. Thèse de Doctorat
par M. Roger MATILLON.

Le Travailleur rural (organe de la Fédération des syndicats
des travailleurs de la terre).

Le Syndicalisme paysan dans l'Allier, par M. Michel BERNARD.

Les Idées Révolutionnaires dans les campagnes du Bourbonnais, par M. Léopold BERNARD.

Le Travailleur de la terre (organe de la Fédération des syndicats agricoles de Montluçon).

La Revue agricole et viticole de l'arrondissement de Gannat.

L'Annuaire des syndicats agricoles du Ministère de l'Agriculture.

TABLE DES MATIÈRES

	PAGES
INTRODUCTION	v
LIVRE I. — Le syndicalisme agricole dans le Bourbonnais.	1
LIVRE II. — La coopération agricole dans le Bourbonnais.	61
LIVRE III. — La mutualité agricole dans le Bourbonnais..	101

LIVRE I

Le Syndicalisme agricole dans le Bourbonnais.....	1
---	---

TITRE I

Le syndicalisme agricole dans l'arrondissement de Montluçon.....	3
--	---

TITRE II

Le syndicalisme agricole dans les arrondissements de Moulins et de Lapalisse.....	15
CHAPITRE I. — Les syndicats de métayers.....	16
CHAPITRE II. — Les syndicats agricoles.....	38

TITRE III

Le Syndicalisme agricole dans l'arrondissement de Gannat	41
CHAPITRE I. — Les syndicats agricoles dans l'arrondissement de Gannat.....	41
Paragraphe I. — Le canton de Gannat.....	42
— II. — Le canton d'Ebreuil.....	44
— III. — Le canton de Saint-Pourçain.....	47
— IV. — Le canton de Chantelles.....	49
— V. — Le canton d'Escurolles.....	50
CHAPITRE II. — Quelques considérations sur le syndicalisme agricole dans l'arrondissement de Gannat.....	5

LIVRE II

La coopération agricole.....	61
------------------------------	----

TITRE I

La coopération agricole dans l'arrondissement de Mont- luçon.....	63
CHAPITRE I. — Les achats en commun.....	65
CHAPITRE II. — Achats d'instruments aratoires et d'ani- maux reproducteurs.....	69
CHAPITRE III. — Les syndicats paragrèles.....	73

TITRE II

La coopération agricole dans les arrondissements de Moulins et de Lapalisse.....	77
CHAPITRE I. — La coopération agricole chez les syndicats de métayers.....	77
Syndicat de Bourbon-l'Archambault.....	79
Syndicat de Theil.....	81
Syndicat de Chemilly.....	83
Syndicat de Coulaudon.....	84
CHAPITRE II. — La coopération agricole chez les syndicats agricoles.....	85
Le Syndicat des agriculteurs de l'Allier.....	85
Le Syndicat de Vernet.....	88
Le Syndicat de La Prugne.....	89
Le Syndicat de Creuzier-le-Neuf.....	89
Le Syndicat de Creuzier-le-Vieux.....	91
Le Syndicat d'élevage de Saint-Pierre-Laval.....	92

TITRE III

La coopération agricole dans l'arrondissement de Gannat.....	95
--	----

LIVRE III

La Mutualité agricole.....	103
----------------------------	-----

TITRE I

Les mutuelle-bétail.....	106
--------------------------	-----

TITRE II

Les mutuelle-incendie.....	121
CHAPITRE I. — Historique.....	121
CHAPITRE II. — Mécanisme de l'assurance-mutuelle agricole contre l'incendie.....	125
CHAPITRE III. — Avantage des mutuelle-incendie.....	130

TITRE III

Les Sociétés de Crédit agricole.....	135
CHAPITRE I. — Historique.	137
CHAPITRE II. — Comment sont organisées les caisses de crédit agricole.....	149
<i>Paragraphe I.</i> — Caisse régionale.....	149
— <i>II.</i> — Les caisses locales.....	151
CHAPITRE III. — Mécanisme du crédit agricole à court terme	155
CHAPITRE IV. — Dépenses et ressources des caisses de crédit agricole.....	161
CHAPITRE V. — Crédit à long terme.....	175
BIBLIOGRAPHIE.....	185

Imprimerie spéciale de la Librairie OLLIER-HENRY
26, rue Monsieur-le-Prince. — Paris, VI^e
